

## « Société du travail », triste tropisme

Nul n'est prophète en son pays. On peut décrire l'avenir du travail et être décrié pour avoir dépeint un nouvel éloge de la paresse. On peut parler du futur et être réduit à la ringardise. Enfin, on peut développer une vision de ce que sera le travail et être condamné à venir se fracasser sur le mur du réel et du marché. Bref, **tout projet relatif au travail dont le centre de gravité ne serait pas l'emploi au sens classique fleurirait bon l'utopie**. Les Français ont besoin de travail, pas de promesses, pas d'un idéal démagogique. Peut-être. Sûrement même. Et alors ?

Alors, le [travail, parlons-en](#). Et la « [société du travail](#) » qui va avec également. Il y a là un dogme puissant que personne n'ose plus questionner. Trop de chômeurs diront certains. Trop d'assistés répondront d'autres. On n'a plus de temps pour les idées mais pour le réalisme. La solution ? **Du boulot !** En donner aux premiers et y mettre les seconds. Simple, non ? En plus, vous verrez, **cela est libérateur et donne une place dans la société**. Il faut donc être réaliste et ne pas verser dans une démagogie bien-pensante. **Le travail est la clé de tout. Du bonheur individuel et de la paix sociale**. La « société du travail » serait donc la seule possible. Certes. Mais de quoi parle-t-on au juste ?

## « Société du travail » ou « société du labeur » ?

Le débat politique sur le travail se résume souvent tristement à une nouvelle règle des trois unités à propos de laquelle un consensus s'est cristallisé. Dans une telle perspective, **le travail est à la fois (et seulement) un temps, un statut et un résultat**.

Première remarque, **le raisonnement quantitatif est absurde**. Quant au débat sur les 35 heures comme source de tous les maux, il est, au mieux, ringard et probablement d'une grande mauvaise foi. [Il est pourtant tenace](#). **Mais le temps de travail n'est pas le temps au travail**. La problématique de l'équilibre vie privée – vie professionnelle et le [droit à la déconnexion](#) en sont deux illustrations emblématiques.

Par ailleurs, **le temps de travail ne représente pas la garantie d'une productivité accrue**, ni d'un salaire supérieur. On peut concevoir cet argument sur l'augmentation du temps de travail comme le résultat d'une vision profondément pessimiste et réductrice du travail, dont l'évaluation de **la qualité passerait essentiellement par l'augmentation de la quantité**. Rien ne paraît le prouver empiriquement.

Deuxième remarque, **le salariat n'est pas tout le travail**. Il est d'ailleurs frappant de constater que ce sont les mêmes qui revendiquent la liberté entrepreneuriale et qui inscrivent le salarié au cœur de leur programme politique de l'emploi. Présenté de cette manière, le travail n'est plus une activité, sa valeur intrinsèque importe peu, mais il représente un statut, c'est ce qu'il permet d'afficher qui compte.

Le travail n'a plus qu'une valeur extrinsèque. **J'ai un travail donc je suis**. Simple et efficace, mais. Mais il y a aujourd'hui une diversité de statuts pour le travail. L'individu qui travaille n'est pas qu'un salarié ou un entrepreneur. **Le travail peut s'exercer au-delà de la sphère marchande, de manière bénévole, familiale, dans le cadre d'un échange, d'un don, d'un projet éducatif**.

Troisième remarque, **la fin ne justifie pas forcément les moyens**. La « **société du travail** » prônée par ses partisans **est une « société du labeur »**. Le travail permet d'éviter l'assistanat et l'effort est récompensé par la possibilité d'assurer soi-même son existence, en toute autonomie, grâce à un revenu. Malgré l'enrobage rhétorique sur le travail libérateur, ce qui se joue ici, c'est la performance du travail. Le fait qu'il est un **moyen de subsistance**, et, par un raccourci cognitif pseudo-rationnel bien indigent, d'existence. **J'ai un travail, donc je suis, donc je vis**. Toujours aussi simple et efficace, mais toujours mais. Depuis quelques années, ventant notamment les vertus de l'**artisanat**, un courant philosophique venu d'outre-Atlantique pose la question du sens du travail.

[Richard Sennett](#) ou encore [Matthew B. Crawford](#) démontrent deux choses. Que le processus de travail importe autant que le résultat et que le résultat n'a de sens que s'il est associé à la dimension intrinsèque du travail, à savoir son produit. **La « société du travail » ne pose pas la question du sens du travail mais celle du sens d'avoir un travail.** Et les entreprises qui posent parfois cette question du sens évitent rarement le [piège d'une grandiloquence](#) dont l'effet est contre-productif. Il ne faut pas faire prendre au travailleur des vessies pour des lanternes.

## Travailler sans le savoir, travailler sans le vouloir

On pourrait cependant prendre au mot les arguments sur la « société du travail ». **Le revenu universel va créer une société d'assistés.** Le seul remède c'est de travailler plus pour gagner plus. Slogan ancien maintenant éculé mais recyclé à l'infini. Allez, chiche. Sauf que ce supplément de travail ne vous rapportera pas automatiquement un revenu. Par exemple, vous, lecteur(s) qui lisez ces lignes, vous ne le savez peut-être pas, mais vous êtes en ce moment même en train de fournir un travail. Qui va en plus créer de la richesse. Mais qui ne vous rapportera aucune rémunération immédiate. L'apparition du [digital labor](#), implique que **toute activité numérique entraîne une production de données qui sera à court ou à moyen terme génératrice d'un revenu pour ceux qui vont la collecter et non ceux qui en sont à l'origine.**

Ainsi, quoi que vous pensiez de cette tribune, que vous la partagiez ou non sur un ou plusieurs réseaux sociaux et quoi que l'auteur de ces lignes vous incite à faire en la matière (soyez chics), vous produisez une donnée qui permettra à la fois d'alimenter des bases gigantesques mais également d'orienter les contenus qui vous seront proposés ultérieurement. Vous venez donc de travailler sans le savoir et peut-être même sans le vouloir. Et cela ne vous a pourtant procuré aucune rémunération. On pourra arguer de l'extrême satisfaction intellectuelle que vous a donnée cette lecture (soyez encore chics), mais les tenants de la « société du travail » ne l'entendent pas ainsi. **Le travail ça doit se payer. Sauf que celui qui produit n'est pas nécessairement celui qui reçoit.**

Le travail échappe largement maintenant à la sphère productive. Sauf que cette dernière est la seule valorisée socialement et politiquement. Il est donc nécessaire de changer de paradigme et de considérer **que le travail n'est pas que le travail, qui plus est celui qui correspond à un salaire.** La « société du travail » n'existe pas car le travail c'est la société. Tout est donc travail. **Le salarié, l'entrepreneur, mais aussi l'artiste, le retraité, le chômeur, l'étudiant, le bénévole, le militant, et même l'oisif, tous travaillent.**

Mais pour certains, ce travail est socialement invisible, ou au mieux peu valorisé car considéré comme improductif, voire honteux. **Réduire le temps de travail, instaurer un revenu universel, taxer les "robots",** sont de bonnes idées car elles **permettent l'extension du domaine du travail.** Emile Durkheim l'avait déjà compris, on ne peut pas séparer la société idéale de la société réelle. Vaste programme. On se met au travail ?

## Autonome, créatif et politique : l'ère du « travail sensationnel »

Les crises économiques et sociales qui fragilisent nos modèles de société sont en même temps le terreau sur lequel émerge **un nouveau mode de travail privilégiant l'autonomie, la créativité et l'engagement.**

### La lente agonie du travail rationnel

C'est un lieu commun de dire que le travail **au XX<sup>e</sup> siècle** a été principalement marqué par le taylorisme et la bureaucratisation, conduisant à définir **le travail comme une activité rationnelle et standardisée.** Cela était particulièrement visible chez les **ouvriers et les employés** dans les usines et les administrations **contraints de suivre des procédures formelles pour réaliser leurs tâches.** La plupart des outils de management dont nous héritons s'inscrivent dans cette logique d'organisation mécanique du travail, selon laquelle les processus de fabrication et la répartition des rôles pourraient être définis et anticipés. Tout écart à la norme étant alors considéré comme une faute.

Malgré une présence encore forte de cette idéologie dans les entreprises, nous assistons sans doute à sa lente agonie. Quatre arguments peuvent être avancés pour soutenir cette idée.

Premièrement, l'accélération du rythme des innovations a conduit à **reconfigurer les entreprises autour de projets plutôt qu'autour de la production** et des fonctions supports (ressources humaines, comptabilité, etc.). On appelle cela l'organisation transversale ou par projets.

Deuxièmement, **la mondialisation a entraîné la délocalisation** ou l'abandon de certaines activités **de production de masse et répétitive**, entraînant de fait un recentrage des équipes locales sur les activités **d'innovation.**

Troisièmement, l'usage des technologies de l'information a permis de **déléguer à la machine** des tâches d'exécution ou de les rendre simplement plus rapides. Si l'on en croit les récentes études sur la **robotisation**, ce phénomène devrait s'accélérer dans les années à venir. Le **robot Kiva d'Amazon**, qui remplace les magasiniers dans les entrepôts, est un bon exemple de cette **disparition progressive des tâches rationnelles.**

Enfin, à ces évolutions organisationnelles et technologiques, il faut ajouter des évolutions sociales. **L'accès aux études supérieures** pour 42 % des classes d'âge (source : Insee, chiffre de la cohorte 2009) **a entraîné une forte attractivité pour les activités offrant autonomie et indépendance.** Cet engouement s'est d'ailleurs paradoxalement renforcé avec les crises successives et la montée du chômage chez les jeunes. Les incertitudes concernant la sécurité de l'emploi ont conduit les jeunes générations à repenser leur place dans la société en faisant d'eux-mêmes leur premier employeur. Cela explique peut-être le fait que 50 % des Français de 18-24 ans aimeraient créer leur propre entreprise (source : Viavoice, étude réalisée en mars 2015).

### L'ère du travail sensationnel

C'est donc sur les crises du travail rationnel qu'émerge le **travail sensationnel.** Étant donné que le contrat moral a été rompu avec l'entreprise, il ne reste qu'à reconstruire une nouvelle **forme de travail plus autonome, créative et engagée.**

Concernant **l'autonomie**, nous savons depuis longtemps qu'elle est une dimension clef de la satisfaction au travail. Le psychologue et professeur de management **Frederick Herzberg** a montré dès les années 50 que **l'autonomie, la responsabilité et la réalisation de soi sont au cœur de la satisfaction au travail.** Cela est encore pertinent aujourd'hui et pris en considération par certaines entreprises.

C'est le cas de EY qui vient de dévoiler sa nouvelle campagne de communication interne sur le [flexible working](#), voulant ainsi transformer ses collaborateurs en « **entrepreneur de leur temps de travail** » et en leur permettant de travailler où il le souhaite. Le secteur du high-tech offre également de nombreux exemples d'autonomisation du travail. En recrutant massivement **des personnes talentueuses, mais toujours prêtes à partir à la concurrence** ou à créer leur startup, des entreprises comme Google se doivent de tester de nouvelles façons de travailler. Par exemple, en valorisant l'échec, [Astro Teller](#), responsable du laboratoire Google X, encourage son équipe à prendre des initiatives, expérimenter, et faire preuve de créativité. **La vertu de l'autonomie est donc qu'elle s'accompagne souvent avec la créativité**, autre tendance au cœur des transformations du travail.

À **l'autonomie et la créativité**, il faut ajouter une troisième évolution significative du travail : la dimension politique. Malgré les incertitudes du marché de l'emploi, les actifs sont de plus en plus nombreux à vouloir exercer **une activité professionnelle socialement responsable**. 89 % des jeunes souhaitent ainsi travailler sur des projets qui ont un impact sur la société (source : « The Evolution of Work », ADP Research Institute).

Cela signifie que l'ère du travail sensationnel est également politique. Par **politique**, il faut comprendre l'envie des actifs à **s'impliquer dans la société à travers leur activité professionnelle**. C'est aussi la part de rêve vendu par de nombreuses entreprises qui offrent à leurs collaborateurs la promesse de **participer à la construction d'un monde meilleur**. On peut citer ici encore, le cas de Google X, qui avec le concept de [moonshot thinking](#), communique sur le fait que l'objectif n'est pas tant de développer des produits innovants que de changer le monde. Des approches alternatives, tel le **mouvement des makers**, mettent cette dimension au cœur de leur projet entrepreneurial.

Par exemple, **l'ambition** des cofondateurs d'[Ici Montreuil](#), un des plus grands makerspace de travail, **n'est pas uniquement de créer une activité économique, mais de redynamiser les territoires**. En somme, il émerge l'idée que le travail puisse être une aventure permanente durant laquelle la personne peut à la fois se réaliser et participer à la construction d'un monde meilleur.

## Les gagnants et les laissés-pour-compte

Cependant, **est-ce que tout le monde pourra un jour exercer un travail sensationnel** ? D'ores et déjà, entre les exemples largement médiatisés et le quotidien des collaborateurs, il y a parfois un écart important. **Si une partie de la population active peut effectivement espérer exercer un travail sensationnel, cela ne doit pas faire oublier que le travail reste encore trop souvent synonyme d'activité rationnelle, monotone et imposée.**

Même parmi ceux qui s'essaient au travail sensationnel, il y a des déçus. Ceux à qui l'on demande de travailler sans relâche pour un projet de création de startup qui n'est pas le leur, ou tous ces « créatifs » qui peinent à dégager un salaire suffisant de leur activité sont autant de témoins des limites du travail sensationnel. Les études sur ce sujet sont rares, mais on estime que 50 % des [freelances](#) gagneraient moins de 1 500 euros par mois.

De plus, la question de la **possible généralisation de ce type de travail** se pose également. Est-ce que toute la population active est prête pour cette forme de travail avec les limites qu'elle suppose ? Pour le moment, elle ne concerne qu'une minorité prête à faire le **sacrifice de la sécurité de l'emploi**. D'ailleurs, si l'on considère l'idée d'une prochaine robotisation massive comme plausible, saurons-nous inventer **suffisamment de métiers créatifs pour l'ensemble des actifs** ?

Le travail sera donc vraiment sensationnel si on est capable de convertir les risques et les crises actuelles en opportunités pour **créer de nouveaux métiers** dans lesquels les personnes pourront s'épanouir et participer à la vie sociale. C'est sans doute un des grands défis de la décennie à venir.

## L'inversion de la courbe du temps de travail ou la fin du droit à la paresse

L'air du temps est à repousser l'âge de la retraite et allonger le temps de travail hebdomadaire. Nos enfants ne connaîtront pas ce progrès social destiné à vivre un temps pour soi, **un temps non subordonné à un employeur et, plus généralement, au marché**. Le droit à la paresse que revendiquait [Paul Lafargue](#) est en train d'être perdu, alors qu'il est l'un des droits les plus fondamentaux des êtres humains.

### La RTT à droite et à gauche

À droite, aujourd'hui comme hier, il n'est pas question de RTT, car **le travail, avec la famille, est traditionnellement garant de l'ordre social, et plus la droite est proche des milieux patronaux ou religieux, plus le travail représente le seul moyen de gagner sa place dans la société**. C'est bien pourquoi ceux qui n'ont pas d'emploi sont suspectés de ne pas en faire assez pour en trouver : il faut donc réduire les allocations qui ont tendance à nourrir la paresse des chômeurs.

C'est aussi pourquoi certaines professions sont accusées de ne pas être assez efficaces, les enseignants par exemple. Et **les salariés dans leur ensemble sont suspectés de ne pas en faire assez et doivent donc être incités à travailler davantage**. D'où viennent l'allongement de l'âge de départ à la retraite, les facilités de licenciement et la réduction des protections sociales.

À gauche, **la RTT a longtemps été synonyme de progrès social**. En attendant le Grand Soir, il s'agissait de **permettre aux salariés de se réaliser en dehors du travail aliéné par le système capitaliste** : ce furent la semaine de 40 heures et 2 semaines de congés payés en 1936, les 39 heures et la retraite à 60 ans en 1982, et les 35 heures en 2002.

Depuis lors, peu nombreux sont encore ceux qui préconisent la RTT : des écologistes et, parmi eux, les « décroissants » qui cherchent à casser le **cycle infernal travailler-plus-pour-consommer-plus**, ou Nouvelle Donne qui vise à **partager le travail pour réduire le chômage**. Le Front de Gauche, quant à lui, réclame le « rétablissement » des 35 heures, détricotées et assouplies par les gouvernements successifs. Nous sommes bien loin des 2 à 3 heures par jour du *Droit à la paresse*.

### **Le Droit à la Paresse de Lafargue** (Paul Lafargue Le droit a la paresse. Wikimedia Commons)

Paru pour la première fois en 1880, le [Droit à la paresse](#) était un cri de révolte contre les pratiques patronales de l'époque. Selon Lafargue, **c'est avec l'aide de l'Église que les industriels ont tendu un piège dans lequel sont tombés les ouvriers : le Travail**. Par l'effort de tous, un monde meilleur était promis : l'abondance de biens, l'enrichissement des nations et de leurs populations. Pour accélérer l'entrée dans ce paradis économique, il fallait mettre tout le monde au travail, de plus en plus longtemps, et de manière de plus en plus efficace.

C'est ainsi qu'au moment où paraît le pamphlet de Lafargue, les personnes travaillent 6 jours sur 7, de 10 à 16 heures par jour (la **journée de 8 heures sera adoptée en 1919**). La plupart d'entre elles n'ont aucune protection sociale et sont condamnées au travail de leur naissance à leur mort, à moins que **la charité chrétienne ou le paternalisme patronal** ne leur assurent une « retraite » paisible.

Pour Lafargue, **réduire la place du travail dans la vie est le seul moyen de redevenir pleinement humain**. Le travail a corrompu les ouvriers, les a transformés en esclaves de la production et de la consommation, alors que la bourgeoisie peut se livrer à une débauche de plaisirs. Prisonniers du travail et des besoins fabriqués par le capitalisme, **les ouvriers ont provoqué leur propre malheur en revendiquant le droit au travail**. C'est le **droit à la paresse qu'il faut conquérir** en répartissant le travail entre toutes les classes sociales et en bénéficiant des progrès mécaniques. En égalisant les conditions de travail et en automatisant les usines, les femmes et les hommes ne devraient pas travailler plus de 2 à 3 heures par jour.

En cette période de forte industrialisation, Paul Lafargue n'est pas le seul à revendiquer le droit de ne pas se tuer au travail. En effet, c'est entre les années 1870 et 1930 que furent édités le plus grand nombre d'éloges de la paresse. Parmi ceux qui ont connu des rééditions récentes et sont donc très accessibles, nous pouvons signaler *Une apologie des oisifs* (1877) de Robert-Louis Stevenson, *L'Évangile de la Paresse* (1927) de Gustave-Henri Jossot et *l'Éloge de l'oisiveté* (1932) de Bertrand Russell. Pour tous ces auteurs, **la paresse est une résistance à l'ordre établi**, le moyen d'échapper à un système absurde et cruel qui détruit l'humanité en ce qu'elle a de plus précieux : **la pensée, l'art, la création**, le rêve...

## L'actualité du droit à la paresse

Si le travail, son sens et son contenu, sont **absents** des débats politiques, son actualité nous invite à lire ou relire le *Droit à la paresse*. Car c'est bien le contenu et **le sens du travail** qui posent aujourd'hui question, **aux policiers qui dénoncent la politique du chiffre et ses effets sur leur activité**, aux postiers qui s'inquiètent des dérives productivistes, aux **infirmières qui sont prises dans les flux tendus du management des soins**, aux chercheurs qui deviennent, à leur tour, des agents de production.

**Ce ne sont plus seulement les ouvriers qui souffrent, mais toutes les professions, notamment celles qui sont au service du public.** Aux douleurs du corps que reflètent les **statistiques sur les troubles musculo-squelettiques** s'ajoutent des douleurs mentales. Ces dernières concernent tous les salariés car partout **les rythmes de travail s'accroissent** quand le management s'inspire des recettes toyotiennes pour accroître la productivité.

Partout, ou presque, il s'agit d'**éliminer ce qui ne produit aucune valeur**, tout geste et toute réflexion inutiles, tout ce qui peut faire perdre du temps, donc de l'argent. Les réorganisations se multiplient car rien n'est pire, selon le **lean management**, que la routine. **Il faut désormais appliquer l'amélioration continue, évaluer en permanence, remplir des grilles, tenir des tableaux de bord, atteindre des objectifs, en respectant les procédures** et en allant vite, de plus en plus vite.

Les managers eux-mêmes tombent malades du travail, priés de se donner corps et âme à leur organisation, de ne jamais se laisser aller, et de « performer » sans cesse, tels des Sisyphe des temps modernes. **Les statistiques produites récemment par la DARES sur les conditions de travail** confirment le diagnostic partagé par tous ceux qui connaissent le travail et ses souffrances.

Les travaux de **Christophe Dejours** ont, notamment, montré la souffrance de ceux qui ont à faire souffrir les autres, de toutes celles et de tous ceux qui souffrent de leur impuissance dans un système qui s'emballe (*Souffrance en France* est disponible en poche, dans la collection « Points » du Seuil, depuis 2014). Dépressions, *burn out* et autres pathologies sont en train de se développer dans les organisations du travail. Ces dernières en ont pris conscience et montent **des cellules de prévention des risques psychosociaux pour faire entrer la souffrance humaine dans un calcul économique** et lutter contre l'absentéisme qui coûte cher.

L'édition récente d'éloges de la paresse fait écho au *Droit à la Paresse* de Lafargue et aux éloges parus dans les années 1920 et 1930, comme si, depuis quelque temps, nous prenions conscience d'un malaise du travail, pour en appeler à sa fin, ou du moins à un « arrêt salutaire », selon l'expression de Raoul **Vaneigem dans son *Éloge de la paresse affinée* (2009).**

Présentée comme un art difficile à pratiquer de nos jours, la paresse redevient une résistance aux formes modernes de management. C'est ainsi que *Bonjour Paresse : de l'art et de la nécessité d'en faire le moins possible en entreprise* (2004) a débuté une nouvelle série d'éloges de la paresse pour résister à l'emprise du travail. Mais, selon **Corinne Maier**, cette résistance est plus difficile à mener collectivement du fait même de l'éclatement des collectifs de travail sous l'effet des modernisations successives. Chaque salarié devrait alors porter le masque de l'obéissance afin d'échapper à l'absurdité du monde du travail.

## Une perspective pour nos petits-enfants ?

[Dans un article de 1930](#), John Maynard Keynes se projette un siècle plus tard. Partant de **l'anomalie que constitue un chômage de masse dans un monde où les besoins sont infinis**, il suppose que l'humanité sera 8 fois plus riche en 2030, grâce au progrès technique et à l'efficacité des hommes d'affaires (**entre 1950 et 2015, le PIB a été multiplié par plus de 100 en France !**).

Avec toute cette richesse, la plupart des besoins seront satisfaits, et une dose homéopathique de travail, de l'ordre de 3 heures par jour, sera sans doute encore nécessaire pour sevrer l'humanité du travail. Et, précise Keynes,

« Ce seront les peuples capables de préserver l'art de vivre et de le cultiver de manière plus intense, capables aussi de ne pas se vendre pour assurer leur subsistance, qui seront en mesure de jouir de l'abondance le jour où elle sera là ».

Dans les prochains mois, à gauche et à droite, bien des promesses de croissance seront servies par le marketing politique, sans que le **contenu et le sens du travail** ne soient jamais questionnés. C'est que, en ces temps de chômage de masse et d'ubérisation du travail, **il est surtout question d'emplois, de création d'activités, peu importe leur nature**.

Et il est aussi question **d'allonger le temps d'un travail qui fait de plus en plus souffrir celles et ceux qui en ont un**. Seul un **projet de société fondé sur autre chose que la production et la consommation de masse** par des êtres humains réduits à des agents économiques performants, pourra remettre la courbe du temps de travail dans le bon sens.

## Temps de travail en Europe : les vrais chiffres

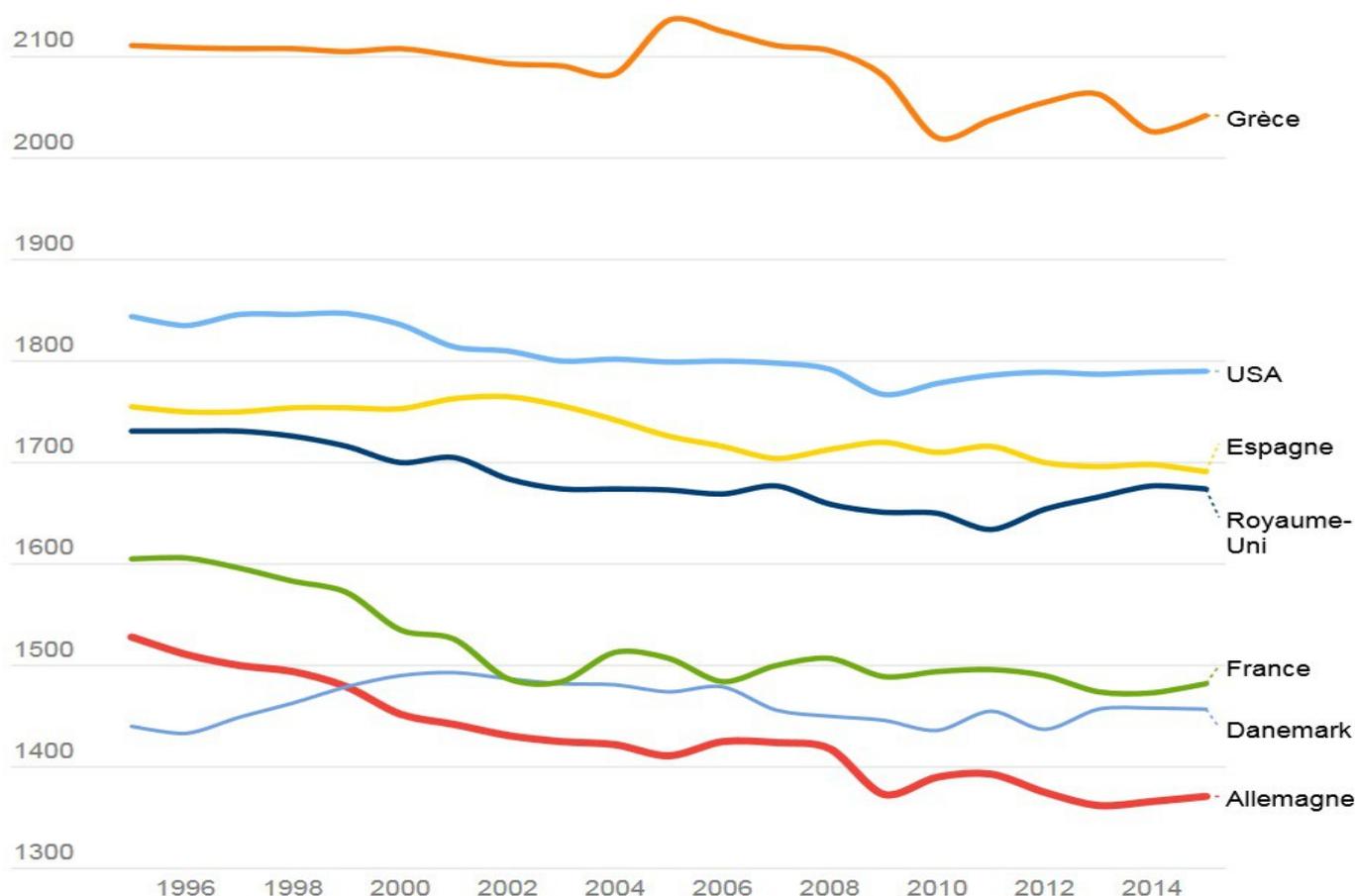
Le temps de travail est un terme trompeur. En effet, s'il est souvent mobilisé au cours de conflits ou de controverses, il désigne en réalité la « **durée reconnue de l'emploi** », plutôt que le « temps de travail ».

### De quel temps parle-t-on ?

En effet, **ses estimations statistiques excluent le travail domestique**, qui regroupe pourtant un **nombre d'heures supérieur au travail salarié en France**. Les femmes à temps partiel, sujettes à une division inégale des tâches domestiques ou à une situation monoparentale, passent toujours **plus de temps en travail domestique qu'en travail salarié**. En outre, le temps de travail réduit la notion de « temps » à la seule durée, laissant de côté d'autres dimensions temporelles (horaires, rythme, prévisibilité...).

De plus, il est aveugle au **contenu effectif des tâches**. Par exemple, dans les années 2000, certaines industries ont augmenté le nombre de secondes effectives de travail accompli par minute. **Une réduction du temps d'emploi peut donc s'accompagner d'une intensification de l'activité...** c'est-à-dire une hausse du temps de travail. Le nombre d'**heures non-déclarées ou non-comptées** (comme pour les **cadres supérieurs salariés payés à la journée et non à l'heure**) achèvent de brouiller les pistes lorsque l'on tente d'identifier **les durées d'emploi réelles**.

La durée d'emploi ne doit pas non plus faire oublier **la qualité d'emploi**. À ce titre, on assiste depuis une décennie à la montée des horaires « atypiques », c'est-à-dire qui ne correspondent pas à la norme d'emploi à plein temps et en semaine. **Le travail le dimanche et le temps partiel, par exemple, sont en croissance sur le continent européen**.



*Le temps passé en emploi, en heures par an (échelle verticale). Source : OCDE. L'Allemagne est à l'avant-garde de sa réduction.*

## Une baisse généralisée de la durée d'emploi

Quoiqu'il en soit, une fois ces précautions d'usage prises, la [durée d'emploi a baissé dans tous les pays industrialisés depuis le début du siècle, sans exception](#). Depuis 1950, pour des pays comme les USA, le Japon, l'Allemagne ou la France, la diminution avoisine 25 %. Cette baisse tendancielle s'explique par des évolutions de la [durée d'emploi au niveau journalier ou hebdomadaire](#) (un temps de travail légal ou conventionnel, selon les pays), mais aussi [annuelle](#) (les congés payés) et [tout au long de la vie](#) (selon l'âge d'entrée et de sortie du marché du travail). Néanmoins, il y a une corrélation solide entre les durées quotidiennes, hebdomadaires et annuelles passées en emploi : les trois évoluent le plus souvent de concert. Il est toutefois notable que [la variation des durées d'emploi n'est que rarement corrélée à l'évolution de la productivité](#). Il ne s'agit pas d'un processus mécanique, qui serait tiré par des évolutions technologiques, mais bien plutôt de conflits sociaux qui trouvent leur résolution par l'application conventionnelle des revendications salariales ou par des législations favorables.

*Voir le graphique précédent : Le temps passé en emploi, en heures par an (échelle verticale). Source : OCDE. L'Allemagne est à l'avant-garde de sa réduction.*

## Deux groupes de pays

Globalement, depuis le milieu des années 1990, deux groupes de pays peuvent être distingués en Europe. Dans le premier, qui regroupe notamment le Royaume-Uni, la Grèce et le Portugal, la durée d'emploi s'est légèrement accrue dans les années 1990-2000 avant de retomber. Dans le second, qui regroupe les pays du cœur de l'Europe et de Scandinavie, la durée d'emploi n'a cessé de diminuer. La manière dont cette réduction s'est opérée varie. [En France](#), elle a eu lieu via la législation sur [les 35 heures hebdomadaires](#), qui a créé plusieurs centaines de milliers d'emplois – malgré des possibilités importantes d'accommodements à l'époque – et est progressivement détricotée depuis. [En Allemagne](#), c'est plutôt un effet de composition qui est à l'œuvre, c'est-à-dire [l'adoption d'emplois à temps partiel](#) par les nouveaux entrants sur le marché du travail ou les chômeurs en reprise d'emploi.

Cette dynamique divergente est entretenue par des écarts importants entre pays européens à deux niveaux. D'abord, [l'ampleur du secteur à temps partiel](#) oppose des pays comme [les Pays-Bas \(39 % de salariat à temps partiel, dont 75 % des salariées\)](#) et [les pays baltes \(moins de 10 % de salariat à temps partiel\)](#). Derrière la durée d'emploi moyenne se cachent des réalités très différentes entre salariés et salariées.

## Temps plein et temps partiel

Le temps partiel lui-même peut inclure [des réalités très différentes](#), puisque [les personnes salariées à temps partiel en Allemagne travaillent 19h par semaine en moyenne, contre 24h pour leurs homologues en Suède](#). Ensuite, des écarts aussi importants séparent [le travail à temps plein](#) dans des pays comme la [Grèce \(44,5h en moyenne\)](#) et le [Danemark \(sous les 40h\)](#). Ainsi, le ratio entre travailleurs à temps partiel et travailleurs à temps plein doit être pensé en articulation avec la norme nationale du temps partiel et du temps plein. Cela conduit à des temporalités distinctes selon les pays : par rapport à la moyenne des pays européens, [la France a ainsi des salariés à temps plein aux horaires faibles, et des salariés à temps partiel aux horaires élevés, tandis que l'Allemagne est dans une situation rigoureusement inverse](#).

Afin d'évaluer les durées d'emploi de chaque pays, [le raisonnement le plus approprié semble être à l'échelle de l'année](#). Cela permet de tenir compte des durées légales et conventionnelles quotidiennes et hebdomadaires, mais aussi d'inclure les congés payés et les jours fériés, qui varient aussi fortement en

Europe. Car si le Royaume-Uni célèbre 8 jours fériés, la Finlande dispose de 15 chaque année. De même, les jours ouvrables de congés payés annuels oscillent entre 20 et 28 (hors ancienneté) sur le continent.

## Les Français et leur productivité

Un discours récurrent accuse les Français de travailler moins en emploi que leurs homologues européens. Généralement, cette admonestation a un fond moral, il s'agit de présenter comme une tare le fait de moins travailler qu'ailleurs. Cette vision fait l'impasse sur le constat évident que **les pays les plus développés sont ceux dans lesquels la durée d'emploi est la plus réduite**. Mais en plus, ce discours est fragile : les seules données montrant une durée d'emploi plus faible des Français par rapport à leurs homologues européens se cantonnent aux salariés à plein temps.

En comparant tous les salariés de l'OCDE, les [Français travaillent plus en emploi](#) (1 482h/an en 2015) que leurs collègues **allemands (1 371h), hollandais (1 419h), norvégiens (1 424h) ou danois (1 457h)**. Et au niveau des travailleurs indépendants, la France est un des pays qui les conduit à travailler le plus durement. De même, contrairement à des préjugés ravivés depuis la crise des pays périphériques, les **Grecs** sont les plus gros travailleurs d'Europe avec **2 042 heures annuelles** effectuées en emploi. Les écarts les plus importants d'Europe, entre l'Allemagne et la Grèce, s'élèvent à 671 heures d'emploi. Cela représente plus de 80 journées de huit heures.

En revanche, une spécificité française souvent passée sous silence est la [productivité des salariés](#), qui produisent une **quantité de richesse élevée par heure de travail** (5° d'Europe). [Comme le résumait \*The Economist\*](#), « les Français pourraient arrêter le vendredi et toujours produire plus que ne le font les Britanniques en une semaine ». Cette boutade montre que la durée d'emploi pose aussi, en creux, la question de la production et de la distribution des revenus.

Ainsi, les durées d'emploi varient entre pays européens. **Chaque norme nationale est le fruit de luttes salariales, de choix politiques et de compromis sociaux**. Cependant, ces marchés de l'emploi sont parfois manipulés dans le champ politique afin d'asséner des **comparaisons simplistes**, qui tentent de présenter la durée d'emploi de certains pays comme un modèle, et les salariés des autres comme des retardataires.

Face à ces usages outranciers, on ne peut que plaider pour des **comparaisons raisonnables** prenant en compte toutes les informations disponibles sur chaque durée nationale d'emploi, ses formes et son contenu productif. Et ne pas oublier ce qu'enseigne l'histoire sociale : **la durée normale d'emploi ne relève pas du déterminisme technologique, mais du choix politique**.

# La flexibilité du temps de travail est-elle un piège ?

« La liberté, c'est l'esclavage ». George Orwell, « 1984 ».

Si vous pouviez travailler aux horaires de votre choix, depuis le lieu que vous voulez, en profiteriez-vous pour passer plus de temps avec votre famille et vos amis ? Ou est-ce que vous travailleriez **non-stop**, le **travail infusant peu à peu toutes les autres sphères de votre vie** ?

Pour la plupart des gens, la flexibilité du temps de travail n'est même pas envisageable. [Elle concerne à peine un tiers des salariés britanniques](#) et seul un salarié sur cinq travaille parfois depuis son domicile. En Europe, 17 % des salariés ont [des horaires flexibles](#) : autrement dit, leurs horaires d'arrivée et de départ au bureau sont plus libres. Enfin, 5 % des salariés disposent d'une autonomie complète aussi bien sur leurs horaires d'arrivée et de départ que sur la durée de leur journée de travail.

Cependant, contrairement à l'idée reçue, **ceux qui peuvent choisir leurs horaires travaillent plus que les autres. Plus nous sommes libres de choisir nos horaires, plus nous avons tendance à faire des heures supplémentaires.**

C'est ce que j'ai découvert dans le cadre d'une recherche menée avec ma collègue [Yvonne Lott](#), dont les résultats ont été publiés dans la [Revue Européenne des sciences sociales](#). Pour les besoins de cette étude, nous avons observé la progression des heures supplémentaires chez des **salariés allemands**, à partir du moment où ils ont commencé à bénéficier de la flexibilité de leur temps de travail.

La tendance à travailler davantage chez ceux qui disposent de flexibilité dans leur temps de travail se vérifie même en tenant compte de tous les facteurs qui peuvent mener quelqu'un à travailler plus, comme le niveau de responsabilité ou le type d'emploi. Cette **augmentation du temps de travail** est généralisée chez tous ceux qui disposent de **flexibilité horaire**.

Ces découvertes concordent avec celles d'une recherche similaire menée avec [Mariska van der Horst](#) sur les **travailleurs britanniques**, dont nous avons présenté les résultats en septembre dernier [au cours d'une conférence](#). Les résultats dessinent un même schéma : plus les employés sont libres de choisir leurs horaires, plus ils font de longues journées.

## Pourquoi travailler plus ?

Pour l'expliquer, on peut se référer à la théorie de l'[échange de faveurs](#) : les salariés considèrent que leur employeur leur fait une fleur, et ils travaillent encore plus pour le remercier, tout en cherchant à **prouver** qu'on peut leur faire confiance, **qu'ils utilisent à bon escient l'autonomie qui leur est offerte**.

Cet excès de zèle vient aussi de la façon dont on distribue l'autonomie au travail. La plupart du temps, l'autonomie fait partie d'un « package » lié à un **certain type d'emploi** détaché des contraintes de timing, **centré sur les projets**, avec une part de salaire variable, indexée sur les performances. Ces « incentives » enjoignent les salariés à travailler plus et créent une forte compétition entre eux ; dans le même temps, **les employeurs peuvent augmenter la charge de travail en faisant fi des lois qui régulent et limitent le nombre d'heures travaillées**.

Les frontières de plus en plus poreuses entre le travail et les autres sphères de la vie peuvent également expliquer le fait que le travail empiète sur le temps de loisir ou la vie de famille, en particulier pour ceux qui donnent la priorité au travail. Voilà pourquoi ceux qui ont un poste à responsabilité sont souvent victimes de ce **paradoxe de l'autonomie, par lequel une grande liberté dans la façon d'organiser son travail se transforme en auto-exploitation**. Elon Musk par exemple, se targue de travailler [80 à 100 heures](#)

[par semaine](#), et dans la Silicon Valley, nombreux sont ceux qui se vantent de [leurs longues journées de labeur](#).

Bien sûr, la flexibilité comprend aussi des **aspects positifs**. [Beaucoup d'études](#) prouvent que le fait de disposer de plus d'autonomie dans son travail et de contrôle sur ses horaires de travail peut améliorer l'**équilibre entre vie professionnelle et vie privée**. Certains salariés aux horaires flexibles remportent même des primes.

## Disparités hommes-femmes

On observe également des disparités entre hommes et femmes. **Les femmes qui travaillent à mi-temps** ne font pas autant d'heures supplémentaires que les hommes quand elles bénéficient de la flexibilité de leur temps de travail ; certainement parce qu'elles ont choisi le mi-temps en raison de leurs obligations familiales : **même si elles le voulaient, elles ne pourraient pas rallonger leur temps de travail** à l'envi.

Cependant, **les femmes qui travaillent à plein temps** et bénéficient de la flexibilité du temps de travail **font tout autant d'heures supplémentaires que les hommes** qui profitent du même dispositif, y compris quand elles ont des enfants. Et pourtant, les femmes sont payées moins que les hommes ; sans doute parce ce que la flexibilité du temps de travail, chez les femmes, est supposément choisie [pour des raisons familiales ou personnelles](#).

En effet, **les employeurs ont tendance à penser que les femmes utilisent forcément la flexibilité du temps de travail pour des raisons liées à leur vie privée, ce qui les mène à minorer leur rémunération** - quel que soit leur dévouement -, tandis que cela n'affecte pas le salaire des hommes. Ainsi, la généralisation de la flexibilité du temps de travail pourrait bien mener au renforcement des stéréotypes de genre et aggraver l'[écart de rémunération entre les hommes et les femmes](#).

Sur le papier, accorder plus de flexibilité dans le temps de travail et une plus grande autonomie aux salariés semble très positif, et pourrait bénéficier à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Mais pour le moment, tout semble prouver que ces mesures ont beaucoup de conséquences négatives ; pour combattre ces effets délétères, nous devons comprendre précisément ce qui se joue. La loi du travail protège les salariés de l'exploitation par leurs employeurs, mais désormais, **nous avons peut-être besoin de lois pour protéger les salariés de l'auto-exploitation**, sur le modèle du « droit à la déconnexion » proposé en France pour [réguler l'envoi d'e-mails](#) en-dehors du temps de travail.

# Laisser ses salariés « prendre du temps » pour favoriser l'innovation dans les organisations

*Ce texte est publié dans le cadre du Concours Étudiants et Jeunes Chercheurs de [La Fabrique de l'Industrie](#). L'auteure, Lucie Puech, en était finaliste dans la catégorie « thèses ».*

Dans le cadre du management des activités innovantes, certaines grandes organisations font le choix d'allouer du temps libre à leurs collaborateurs. C'est par exemple le [cas de Google](#), organisation pour laquelle la « [règle des 20 % de temps libre](#) » constitue l'une des facettes d'un [dispositif de promotion de l'innovation plus étendu](#).

## Le « modèle » Google

Inspirée de ce que 3M ou Hewlett-Packard pratiquaient déjà, Google a étendu cette mesure à l'ensemble de ses ingénieurs (hors personnels administratifs). Cette organisation se voit ainsi reconnue pour la liberté qu'elle octroie à ses salariés : elle leur donne la possibilité de consacrer 20 % de leur temps (ou **une journée de travail par semaine**) à un projet de leur choix.

Pour cela, le salarié initiateur du projet peut mobiliser d'autres salariés, qui eux aussi, pourront dédier jusqu'à 20 % de leur temps à l'aider à développer ce projet. Ce faisant, des **start-up internes** non vraiment formalisées se forment progressivement ; elles permettent notamment de **contrebalancer l'inertie ou encore la bureaucratisation**, « forces naturelles » concomitantes de l'expansion économique, mais aussi reconnues par les grands théoriciens des organisations (Burns & Stalker, 1961 ; Mintzberg, 1982) comme des **freins au dynamisme entrepreneurial**.

À en croire les vives réactions suscitées par l'évocation de l'arrêt potentiel de cette mesure en août 2013, le regard porté sur cette mesure apparaît largement positif. Elle est en effet souvent mise en avant car emblématique d'une nouvelle façon de gérer les organisations du 21<sup>e</sup> siècle, faisant de Google un modèle qui révolutionnerait les pratiques managériales, **comparable à Ford pour l'automation ou à Toyota pour la démarche qualité**.

## Au centre : la gestion du temps

Ce type de choix relatif au management de l'innovation s'inscrit dans un contexte économique et social plus large marqué par une **attention croissante portée au temps** : les organisations, tout comme l'ensemble des acteurs de la société, semblent ne plus pouvoir épargner **son intégration dans leur quotidien**.

Sentiment d'accélération, envahissement de l'urgence prenant le pas sur les activités à caractère important, développement des pratiques de [lean management](#), ou encore enjeux stratégiques relatifs à la gestion des délais et du temps, en témoignent certainement.

Contraintes par des exigences de rentabilité fortes et la nécessité de maintenir et/ou de développer de nouvelles sources d'avantage compétitifs, toutes les fonctions de l'entreprise, les [départements de R&D n'en étant pas épargnés](#), se voient ainsi soumises à cette pression croissante sur le temps dans leurs logiques de gestion.

Cette problématique relative à la diminution du temps disponible nous est apparue d'autant plus prégnante lorsque l'on traite d'[intrapreneuriat](#), aussi nommé [entrepreneuriat organisationnel](#), thème faisant l'objet de [travaux](#) dès les années 1980. Définies par [Sharma & Chrisman](#) comme « **un processus par lequel un individu ou un groupe d'individus**, en partenariat avec une organisation existante, crée une nouvelle organisation, instille de la revitalisation, ou **innove au sein de cette organisation** », **les activités**

intrapreneuriales émergent généralement en dehors des tâches prescrites courantes, et ne disposent pas de ressources *a priori* allouées. Bien que souffrant d'un manque de ressources dédiées au moment de leur émergence, ces activités intrapreneuriales revêtent une importance capitale pour le renouvellement des activités de l'organisation.

Si la [littérature académique](#) concernant la mise en œuvre de l'intrapreneuriat nous permet de comprendre que l'organisation est en mesure d'agir pour soutenir les initiatives intrapreneuriales spontanées, que l'[existence de temps libre](#) constitue l'un des facteurs favorables à l'intrapreneuriat, [notre étude](#) permet d'analyser en profondeur **la contribution du temps à l'intrapreneuriat**.

## Ressources temps et processus intrapreneurial

Le processus intrapreneurial se déroule selon trois étapes : identification, poursuite et développement d'opportunités innovantes. Nous l'avons examiné dans le cadre d'une étude empirique menée dans un centre de R&D d'une grande entreprise française du secteur énergétique (ENGIE).

Les résultats obtenus permettent de souligner la dimension qualitative du temps lorsque celui-ci est utilisé dans le cadre des activités intrapreneuriales. En ce sens, les différentes étapes du processus intrapreneurial ne se nourrissent pas des mêmes formes de temps.

Si l'**identification** et le développement d'**opportunités innovantes** s'appuient principalement sur **des temps** que nous avons qualifiés de « **classiques** » (c.-à-d. qui s'apparentent au « **temps de travail** ») tels que le Temps projet ou le Temps collectif organisé, **la poursuite de l'opportunité** nécessite des formes de temps qui se situent davantage en marge du temps de travail réglementaire. Il s'agit de Temps off, de Temps distrait-dérobé d'un projet, ou encore de Temps personnel-privé. Le **Temps collectif informel** participe largement tant à l'identification d'idées qu'à leur poursuite, soulignant en cela, la dimension collective des processus innovants (cette classification des formes de temps plurielles impliquées dans le processus intrapreneurial a fait l'objet d'une [récente publication](#)).

En outre, nous observons que le temps qui participe au processus intrapreneurial (notamment à ses deux premières composantes – Identification et Poursuite de l'opportunité innovante) se caractérise par une qualité singulière, identifiée comme étant de la **disponibilité d'esprit**.

Celle-ci s'apparente à la **capacité de pouvoir se détacher du quotidien**, soit pour laisser son esprit se promener (Disponibilité d'esprit – **Vagabondage**), soit **pour se concentrer sur un sujet innovant** (Disponibilité d'esprit – **Focalisation**), soit pour partager un moment collectif informel, qui peut prendre des formes diverses, mais se traduit par une forme de réceptivité vis-à-vis des sollicitations des pairs (Disponibilité d'esprit – **Autrui**).

Enfin, nos résultats soulignent que, même lorsque l'organisation encourage et soutient les activités innovantes à travers un ensemble de moyens tangibles et intangibles, il est nécessaire que les acteurs fassent preuve de proactivité vis-à-vis des ressources temps.

Les temps, que nous qualifions **d'autosaisis**, c'est-à-dire dont les acteurs s'emparent délibérément (Temps off, distrait-dérobé d'un projet, personnel-privé, et **collectif informel**) participent, en particulier, à la seconde étape du processus intrapreneurial.

Ce faisant, il semble que la poursuite des opportunités (Composante 2) s'appuie dans une large mesure sur des temps dont l'existence même découle de la volonté des acteurs à les mobiliser : ils sont donc autosaisis.

Or nous observons que ces temps, mobilisés de manière proactive, sont aussi généralement dotés de disponibilité d'esprit ; ils s'apparentent donc à des temps de qualité qui contribuent à la mise en œuvre des activités intrapreneuriales.

## Laisser les innovateurs « prendre du temps »

En somme, nos résultats permettent de défendre l'idée que, pour conduire des activités intrapreneuriales,

1. la qualité du temps importe davantage que sa quantité ;
2. que la disponibilité d'esprit constitue la qualité essentielle des temps qui servent le processus intrapreneurial ;
3. les temps autosaisis sont aussi ceux qui semblent disposer de disponibilité d'esprit.

Ceci nous amène donc à suggérer que, pour encourager les activités intrapreneuriales, il serait préférable de laisser les acteurs **prendre du temps**, qu'ils s'y sentent **autorisés et incités, plutôt que l'organisation leur en octroie de façon systématique.**

Ces résultats suggèrent des pistes de réflexion à destination d'un public de managers. Nous témoignons d'abord de l'intérêt de considérer la **dimension qualitative du temps** impliqué dans le processus intrapreneurial, et de dépasser ainsi **une approche** du temps seulement **en termes quantitatifs.**

Nous précisons en outre le caractère proactif du comportement intrapreneurial dans son rapport aux ressources temps, autrement dit la nécessité pour les acteurs de mobiliser volontairement du temps. Cette capacité d'autosaisie de temps revêt un intérêt tout particulier lors de l'étape intermédiaire du processus intrapreneurial (la poursuite), lorsque **l'opportunité innovante a été identifiée** mais qu'elle nécessite une **phase d'exploration** avant d'être développée dans le cadre d'un **projet formalisé.**

Pour que cette autosaisie de temps puisse opérer, des « espaces-temps » (des temps mous non programmés à des activités prescrites, du [slack organisationnel](#)) doivent exister au sein de l'organisation. Ceux-ci pourraient se concrétiser au travers d'une adaptation du dimensionnement des projets de R&D, ou encore **en intégrant aux livrables attendus par les clients une ligne dédiée à la proposition d'idées nouvelles.**

Dans ces cas-là, il revient toujours à l'acteur de décider de prendre du temps, de décréter le moment où il préfère le mobiliser, **garantissant alors que ce temps soit autosaisi et de qualité** (c'est à dire avec **disponibilité d'esprit**).

En suggérant qu'il est préférable de laisser prendre du temps, **plutôt que d'en donner**, nous glissons progressivement vers l'idée qu'il existerait une compétence particulière à savoir « mobiliser du temps ». Cette compétence permettrait de maintenir un équilibre entre possibilité d'autosaisie de temps (traduisant une forme de gain d'autonomie et de liberté) d'une part, et l'exigence managériale légitime d'autodiscipline (assurant la **réalisation des activités courantes prescrites**) d'autre part.

Aussi est-il possible d'envisager que les managers soient incités à développer chez leurs collaborateurs une telle compétence, en lien avec les capacités de jugement de chacun, par le biais d'un dialogue de confiance ; il s'agirait en somme d'apprendre (ou peut-être de réapprendre) à prendre du temps, son temps.

## Coopérer entre collègues, la solution pour ne plus souffrir au travail

Les [pathologies mentales au travail](#) n'ont cessé de s'accroître au cours des 25 dernières années. **L'expérience du travail peut générer le meilleur, mais aussi de la dépression**, des pathologies post-traumatiques en rapport avec les **violences** dont les salariés sont victimes **en provenance des clients**, des pathologies de **harcèlement** provenant cette fois, non des clients, mais **de l'intérieur de l'entreprise**. Et enfin, [des tentatives de suicide et des suicides](#).

**Si la santé des corps dépend des conditions du travail, la santé mentale est principalement en rapport avec l'organisation du travail.** Quatre méthodes introduites dans les années 1990 sont principalement en cause : **l'évaluation individuelle** des performances, la qualité totale et **les critères de certification** comme les normes Iso, **la flexibilisation** (travail intérimaire, CDD, travail à temps partiel en vacances imposées, statut de petit entrepreneur, travail au noir, travail clandestin, sous-traitance) et la **standardisation des tâches**.

Pour les chercheurs et les [cliniciens](#), il n'y a donc plus aucun mystère dans l'aggravation de la pathologie mentale au travail, comme je l'ai expliqué en ouverture de la journée Santé mentale et travail, qui s'est tenue le 16 mars à Paris à l'initiative de MGEN. J'y ai décrit des voies que l'on peut tracer pour mettre un terme à cette **évolution désastreuse**, et que je reprends ici.

### Une réalité, pas une fatalité

La brutalité du processus est telle, non seulement en France mais dans le monde entier, qu'on en vient à croire que cette évolution est incoercible, irrémédiable, que c'est une fatalité. [Il s'agit d'une erreur](#).

En effet nombre de cadres supérieurs et de dirigeants d'entreprise sont aujourd'hui assaillis par le doute sur la rationalité de ces orientations gestionnaires qui forment ce qu'après le juriste Alain Supiot, professeur au Collège de France, [on désigne sous le nom de « gouvernance par les nombres »](#).

Ces dirigeants qui doutent sont généralement à la tête de PME. Ce ne sont jamais des dirigeants d'entreprises du CAC 40. Certains ont pris le risque de rompre avec les méthodes gestionnaires et il a été possible, depuis une dizaine d'années, de procéder à des expérimentations qui démontrent qu'on peut [organiser le travail autrement](#) et **rétablir des rapports de qualité entre les salariés et l'organisation du travail, avec des améliorations spectaculaires en matière de santé mentale**.

### L'intelligence au pluriel, condition à la qualité du travail

Le principe de cette transformation repose sur la connaissance de certaines dimensions du travail. À savoir que **le travail n'est pas seulement un rapport entre l'individu et la tâche à accomplir. La qualité et la productivité du travail** dépendent de la mobilisation de ressources personnelles qui relèvent de son intelligence à lui, mais pas seulement. Elles **dépendent aussi de l'intelligence au pluriel**, c'est-à-dire de la [formation de collectifs ou d'équipes de travail](#) qui conjuguent les trouvailles des intelligences individuelles pour forger ce qu'on désigne sous le nom de **coopération**.

En effet, si chacun se met à être intelligent de son côté, sans tenir compte de la façon dont procèdent les collègues, c'est alors comme dans un orchestre, on aboutit à la cacophonie.

La coopération ne tombe pas du ciel, elle se construit grâce à la mobilisation d'une autre forme d'intelligence, qui est une **intelligence délibérative** (désignée par le mot de grec ancien *phronesis*). C'est par la discussion collective sur les différents modes opératoires possibles à l'intérieur d'une équipe que

l'on parvient à des accords entre collègues sur les manières de faire. Et c'est sur la base de ces accords issus de la **délibération collective** que peuvent se construire des règles de travail.

## A chaque collectif, ses règles

Chaque collectif construit ainsi ses propres règles. Une équipe infirmière, dans tel service, adopte des règles qui ne sont pas les mêmes que dans le service d'à côté. Et c'est une très bonne chose. Dans deux collèges, voire dans deux classes du même établissement, on n'adopte pas les mêmes règles de travail, non seulement parce que les élèves sont différentes, mais parce que les enseignants ne sont pas les mêmes.

Or on peut montrer que **toute règle de travail élaborée par délibération collective** a toujours deux dimensions. La première, **une dimension relative à l'efficacité** ; tous les travailleurs et toutes les équipes souhaitent que leur travail soit efficace. La seconde, une dimension éthique, qui vise à permettre que chacun puisse apporter une contribution personnelle à l'œuvre commune ; on peut montrer que toute règle de travail est en même temps **une règle de vivre ensemble**. Lorsque la coopération existe, la solitude est conjurée, et l'on bénéficie de l'entraide, de la prévenance, du savoir-vivre et de la solidarité des autres. L'élément décisif en matière de prévention des pathologies mentales au travail, c'est la coopération.

## La santé mentale au travail dépend de la solidarité

Ma santé mentale au travail ne dépend pas que de moi-même, de **mes talents** et de **mes faiblesses** personnelles. Elle dépend fondamentalement aussi **des autres**, de la **confiance**, de la **loyauté** et de la **solidarité** [mises au service de l'œuvre commune](#).

Dans les entreprises qui ont pris le risque de s'écarter de la « gouvernance par les nombres », la prise en considération de la coopération fondée sur la délibération collective, sa mise en avant comme objectif prioritaire de la réorganisation, se sont montrés efficaces pour prévenir la [souffrance au travail](#). Le rôle des **espaces de convivialité** formels, comme les réunions d'équipe, et informels, par exemple devant la machine à café ou dans la kitchenette, est essentiel.

Il devient souhaitable de transformer en profondeur les méthodes de management ou de gouvernement de l'entreprise. Il est question, alors, d'apprendre de nouveaux savoir-faire qui permettent aux managers de concentrer leurs efforts en vue d'aider, d'entretenir et de développer les formes de la coopération au sein des équipes dont ils ont la responsabilité. Il s'agit plus ou moins d'un nouveau métier qui repose sur l'effort du manager pour connaître, pour comprendre le « travail vivant » des salariés qu'il dirige, c'est-à-dire le travail intérieur relevant de leur intelligence.

## Une amélioration conjointe de la productivité et de la santé mentale

Cette méthode permet peu à peu non seulement de connaître **la coopération** mais, en la connaissant mieux, de la protéger et de la développer, ce qui aboutit à **l'accroissement des compétences collectives** de l'entreprise, laquelle a des effets spectaculaires à la fois en accroissement de la productivité et sur l'amélioration de la santé mentale au travail. Les expériences réalisées ces dernières années [montrent que c'est possible](#). Cependant, ces expériences restent ponctuelles et rares. Elles ne pourront se développer que si elles sont soutenues par des politiques publiques qui les feront connaître et aideront à les transmettre, non seulement dans les entreprises, mais dans l'enseignement et la formation au sein des écoles de cadres et autres grandes écoles.

Mais pour parvenir à une telle conjoncture favorable, il faudrait d'abord que tous ceux qui souhaitent réenchanter le travail s'emparent de ces connaissances. Il faudrait surtout qu'ils soient capables de hisser la question de l'organisation du travail dans l'espace public, de façon à la faire reconnaître comme un

problème politique à part entière, irréductible à toute autre question politique, qui devrait figurer dans les priorités de tout programme de gouvernement.

## **Télétravail : entre le salon et la cuisine, n'oubliez pas de mettre votre smartphone en mode avion**

S'il vous est arrivé de travailler à la maison, peut-être êtes-vous devenu sans le savoir un « télétravailleur », travailleur connecté et nomade, satellite de l'entreprise !

### **Un cadre légal solide et évolutif**

Le télétravail rompt l'unité de lieu d'une situation de travail et favorise le nomadisme. À ce titre, le contrôle que peut exercer votre employeur et le temps passé à répondre aux sollicitations méritent votre attention.

La loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels (JO du 9 août 2016), instaure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 (art. 55, 57) un [droit à la déconnexion pour tous les salariés](#) ainsi qu'une concertation relative au télétravail.

Cela concerne donc directement les situations de télétravail où la frontière vie personnelle/vie professionnelle est parfois fragile.

Le télétravail a été introduit dans le Code du travail à l'article [1222-9 par la loi du 23 mars 2012](#) (l'article 46 de la loi dite Warsmann définit le télétravail). Cette loi prévoit des mesures de protection des données et de préservation de la vie privée. L'Accord National Interprofessionnel du 19 juillet 2005 dans son article premier donne du télétravail la définition suivante :

« Le télétravail est une forme d'organisation et/ou de réalisation du travail, utilisant les technologies de l'information, dans le cadre d'un contrat de travail et dans laquelle **un travail, qui aurait également pu être réalisé dans les locaux de l'employeur, est effectué hors de ces locaux de façon régulière** ».

Le nombre de télétravailleurs est en augmentation puisque 16,7 % des salariés français déclarent télétravailler au moins huit heures par mois en 2014, contre 12,4 % en 2012 (source : LBMG Worklabs, Le télétravail en France, 2012).

### **Pour un meilleur équilibre... sous contrôle**

Le télétravail a souvent été associé dans la littérature à une amélioration de l'équilibre travail/vie familiale (Jenson 1994 et Madsen 2003). La qualité de vie familiale est présentée comme meilleure (étude [Obergo, Lasfargue et Fauconnier 2010](#)). Mais qu'en est-il de **l'intrusion de l'employeur dans la sphère privée** ?

Dans son étude, [Laurent Taskin \(2006\)](#) a observé l'émergence de nouvelles normes de contrôle social. En effet, les contrôles sont facilités par la miniaturisation et la baisse des coûts de la vidéo. Les nouvelles techniques de contrôle rendent le [salarié transparent](#)

Habituellement, au sein de l'entreprise le contrôle s'effectue par des indicateurs de résultats, un reporting régulier, une supervision directe (horaires, comportement, présence). Dans une situation de télétravail

*« le contrôle social dévolu à l'entreprise est transféré vers l'environnement familial, activité pour laquelle les intéressés ne sont ni légitimes, ni reconnus et encore moins rémunérés [...] »* ([JL Metzger 2007](#)).

Ce décentrage du contrôle social contribue à importer au sein de la sphère familiale un risque jusqu'ici supporté par l'entreprise, ajoutant une responsabilité et/ou une compétence d'auto-organisation au télétravailleur. La vidéo permet également un contrôle à distance par le manager. **Les formes de contrôles sont donc diverses et probablement intrusives.**

## Aux frontières « pro »/« perso »

[Dumas et Ruiller \(2014\)](#) quant à eux s'intéressent aux frontières vie personnelle/vie professionnelle. L'absence de régulation entre les sphères privées et professionnelles présente des risques pour l'efficacité de l'équipe de travail. L'organisation doit donc anticiper la perméabilité de la frontière travail/famille.

Le télétravail ne doit pas devenir uniquement un outil de flexibilité risquant de détruire les identités professionnelles et menaçant la performance et la capacité d'agir du groupe de travail. Le télétravail « gris » correspond à un « débordement » des activités professionnelles induit par les diverses sollicitations (mails, smartphone, forums...). ([Y. Lasfargue Obergö](#))

**La possibilité d'être connecté en permanence rend le collaborateur disponible et provoque parfois une situation subie, une forme d'invasion.** De plus en plus de salariés tentent d'éviter la submersion en traitant les mails professionnels hors temps de travail. Bill Gates aurait réinventé la « servitude volontaire de la Boétie » ([Ray, 2010](#)). « L'espace de travail [...] peut amener une certaine confusion entre le lieu de travail et l'univers familial » ([Tremblay 2001](#)).

Les TIC (technologies de l'information et de la communication) permettent de gérer des tâches dans l'urgence et d'améliorer l'exécution de certaines missions. Mais, cela favorise l'immersion dans la vie personnelle des salariés. Les salariés sont poursuivis dans leur intimité par les moyens modernes de communication. Les responsables semblent alors être la hiérarchie et les organisations à flux tendus, où **les réponses doivent être immédiates, Internet ayant en quelques années complètement brouillé la frontière entre la vie professionnelle et privée.**

## L'extension du « lieu » de travail

Selon une étude de l'Apec de fin 2014 citée par le ministère du Travail, à peine 23 % des cadres « débranchent » systématiquement, une fois la lumière de leur bureau éteinte. Près de neuf sur dix estiment que les outils connectés contribuent à les faire travailler hors de l'entreprise.

La plupart des Français ne disposent pas d'une pièce supplémentaire dans leur logement dédiée au télétravail. L'absence de frontière « physique » risque de provoquer une interpénétration des valeurs d'une zone à l'autre. Le cumul de deux identités en même temps et en un même lieu peut être destructeur et déstabilisant. **Le sas entre le domicile et le travail, représenté par le temps de transport, peut également venir à manquer à certains télétravailleurs.**

Aucune frontière réelle ne sépare plus désormais la cuisine, le salon du bureau. La difficulté est alors de s'organiser par manque de repères, de références par rapport au travail d'autrui. Quand l'activité commence-t-elle, quand finit-elle ? Le sentiment de ne jamais quitter son travail est grandissant. **Telle idée survient pendant le dîner, telle autre tard le soir...** Les réseaux (famille, travail, loisirs) se mélangent alors.

## De l'imbrication à la déconnexion

On assiste donc à une imbrication des lieux privés et professionnels. Le télétravailleur apparaît donc comme une victime du harcèlement constant des technologies. Cependant, il convient de rappeler que si l'on envisage une évolution sociologique des modes de travail, on constate que **de tout temps, il y a eu**

**confusion entre vie professionnelle et vie personnelle pour un grand nombre de métiers.** Ce fut le cas des **agriculteurs, artisans, professions libérales, commerçants.** Le chevauchement est ici dû à la coexistence du lieu de travail et de vie.

Ainsi, les télétravailleurs devront s'adapter à cette absence de frontière en créant leurs propres limites entre travail, famille, loisirs. Les directions des ressources humaines devront les y aider en organisant le travail et en fixant des **objectifs réalistes.** En réponse à ces excès et au débordement de la vie professionnelle au sein du foyer, la meilleure solution consiste à manager par objectifs. Ceci est plus adapté, mais nécessite la mobilisation de moyens adaptés pour définir les objectifs, les quantifier, en assurer le suivi...

Ainsi, en situation de télétravail, le salarié découvre que sa zone d'autonomie ressemble à une peau de chagrin. Joignable à tout moment avec son téléphone portable, il ne profite guère de l'éloignement de son supérieur hiérarchique et reste toujours disponible (messagerie).

Espérons que le 1<sup>er</sup> janvier prochain, les entreprises appliquent le « droit à la déconnexion » !

N.B. Tous les textes précédents sont extraits du site 'La Conversation' : <http://theconversation.com/fr> .  
Chaque contribution fait apparaître de nombreux liens qui, eux-mêmes, conduisent à d'autres publications d'universitaires ou bien à des données statistiques provenant d'agences reconnues.

#### Références :

7 février 2017

##### **« Société du travail », triste tropisme**

Xavier Philippe, *École de Management de Normandie – UGEI*

2 mai 2016

##### **Autonome, créatif et politique : l'ère du « travail sensationnel »**

Anthony Hussenot, *Université Paris Dauphine – PSL*

15 décembre 2016

##### **L'inversion de la courbe du temps de travail ou la fin du droit à la paresse**

Henri Jorda, *Université de Reims Champagne-Ardenne*

8 mai 2017

##### **Temps de travail en Europe : les vrais chiffres**

Hadrien Clouet, *Sciences Po – USPC*

15 septembre 2016

##### **La flexibilité du temps de travail est-elle un piège ?**

Heejung Chung, *University of Kent*

14 juin 2017

##### **Laisser ses salariés « prendre du temps » pour favoriser l'innovation dans les organisations**

Lucie Puech, *Université de Toulouse III - Paul Sabatier*

2 avril 2017

##### **Coopérer entre collègues, la solution pour ne plus souffrir au travail**

Christophe Dejourn, *Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)*

12 décembre 2016

**Télétravail : entre le salon et la cuisine, n'oubliez pas de mettre votre smartphone en mode avion**  
Caroline Diard, *École de Management de Normandie – UGEI*

## Autour d'André Gorz

Politis n° 66 – septembre-octobre 2017

Ce hors-série de *Politis* rend hommage au philosophe dont une grande part de son œuvre est dédiée au Travail : le "travail-emploi" en lequel il voyait une aliénation et non pas un pouvoir d'intégration mais dont il avait perçu les "métamorphoses" dues, à présent, à la robotisation et à l'individualisation.

---

**Bernard Stiegler** – Philosophe et fondateur de l'Institut de Recherche et d'Innovation (IRI)

**Prolétariat** : en 1848, la définition donnée par Marx et Engels d'un prolétaire est celle d'un producteur qui a perdu son savoir-faire. Dans son livre, les *"Adieux au prolétariat"*, Gorz affirme que le logiciel libre et les moyens d'autoproduction *high-tech*, généralement comparables à des périphériques d'ordinateur, constituent une organisation du travail où les producteurs sont aussi des concepteurs et produisent du savoir partageable : c'est ce qui est appelé : « le capitalisme cognitif ». Encore faut-il être prudent car les concepteurs perdent aussi leur savoir qui se trouve souvent uniquement chez les créateurs de logiciels. De même, en terme de prudence, des précautions sont à prendre : un prolétaire peut acquérir un savoir et une capacité critique dans sa participation à des organisations de lutte, parti ou syndicat.

**Salariat** : le "travail contraint" – qu'on appelle "l'emploi" et que Marx appelle le "salariat" – conduit à la prolétarianisation qui mène ensuite à l'automatisation dès que les possibilités techniques le permettent. Mais sortir du salariat, c'est remettre en cause la protection sociale qui s'est construite autour... Toutefois, un ouvrier salarié n'est pas toujours un prolétaire : il est susceptible de produire un savoir s'il œuvre à une finalité sans suivre des consignes strictes comme serait amené à la faire un "prolétaire".

**Travail** : Gorz appelait "temps libre", le temps disponible hors du "travail aliéné" mais ne considérait pas comme un "travail", les activités non contraintes, en autonomie, alors qu'une activité produisant du savoir peut être considérée comme du "travail" : bénévolat, autoproduction, création artistique, etc. Le risque associé à un temps libre étant une aliénation par la consommation. Il n'y aurait donc aucune "honte" à rémunérer le travail hors de l'emploi ; une sorte d'extension progressive du régime des intermittents du spectacle pour la valorisation du savoir (vivre, faire et concevoir).

**Emploi** : des secteurs nouveaux sont souvent là où l'automatisation est envisagée en premier car il n'y a personne à licencier.

---

**Christophe Fourel** – Economiste et Président de l'Association des lecteurs d'Alternatives Economiques

**André Gorz** : de son vrai nom *Gérad Hertz* est né en Autriche en 1923 et mort à Vosnon (Aube) le 22 septembre 2007. Il s'est suicidé pour "accompagner" son épouse gravement malade. Sous le nom de *Michel Bosquet*, il fut journaliste au *Nouvel Observateur*. Philosophe de formation, il était reconnu pour son sens de l'écoute et ses capacités d'analyse basées sur une grande culture, y compris économique.

**Le philosophe** : à travers des ouvrages politiques, il a tenté de faire passer des réflexions philosophiques telles que : « quand suis-je moi-même... l'auteur de mes pensées, actions, sentiments, valeurs ? », « dans quelle mesure l'individu a la possibilité d'assumer et façonner son rapport à son environnement et milieu social de manière à pouvoir le considérer comme le sien propre ? ». C'est la question de l'aliénation et d'un possible dépassement, l'émancipation.

**Revenu social garanti** : dans son livre "*Métamorphoses du travail Quêtes du sens*" (Galilée – 1988), Gorz voit dans l'instauration d'un "revenu de base", ou "revenu universel", le risque de donner lieu à des emplois au rabais (vu par l'employeur comme un revenu d'appoint) et celui d'une discrimination pour les femmes (vu comme un salaire ménager). Pour lui, travailler moins pour travailler tous et pour vivre mieux est la condition d'une libération du temps pour les activités autonomes. Le partage d'un temps de travail supposé se réduire est la réponse à la montée des gains de productivité, elle est aussi la réponse à l'épuisement des richesses naturelles.

Néanmoins, au milieu des années 1990, il avait revu cette position et envisagé l'allocation universelle d'un revenu d'existence (payé à chaque résident fiscal) déconnecté du temps de travail afin que ni la citoyenneté plénière, ni l'épanouissement de chacun ne soient conditionnés à l'occupation d'un emploi.

---

### **Robert Chenavier** - Philosophe

**Evolution de la pensée de Gorz** : il a amorcé une critique du capitalisme en prolongeant un marxisme refondé par Sartre. C'est par son travail que l'individu sera intégré à la société ; ce qui implique une appropriation par les travailleurs des moyens de production (*Le socialisme difficile* - 1967). Puis il conclut à l'impossibilité de cette appropriation et s'oriente vers le schéma d'une réduction de la part accordée à la nécessité sociale du travail afin de développer les domaines de la coopération choisie et de l'autonomie individuelle (*Adieux au prolétariat* – 1980 ; *Les chemins du paradis* – 1983). Les ouvrages suivants confirment cette concession : la seule forme de rationalité économique pure est celle du capital et nous ne pouvons "qu'encaster" les activités régies par la logique correspondante dans des objectifs sociétaux et écologiques (*Métamorphoses du travail* – 1988 ; *Misères du présent, richesse du possible* – 1997 ; *L'immatériel* – 2003).

---

### **Serge Lafaurie** – Journaliste, fondateur du *Nouvel Observateur*

**Gorz journaliste** : venant de *Paris Presse*, il est arrivé à *l'Express* en 1955. Grâce à son épouse, Dorine, qui la classait, il avait accumulé une documentation personnelle plus complète que celle du journal. Il écrivait sur l'économie, la politique internationale, les conflits sociaux, Concorde (qu'il défendait) et l'énergie nucléaire (qu'il combattait). Au contraire de ses livres, au difficile langage de philosophe, il montrait, dans ses articles, une clarté et une précision admirables qui garderont ces caractéristiques quand il travaillera ensuite au *Nouvel Observateur* à partir de 1964.

---

### **Thimothée Duverger** – Historien

**Les sources intellectuelles de Gorz** : homme de synthèse et d'œcuménisme philosophique, ce sont les premiers écrits de Marx, la conviction de Sartre que nous sommes libres de nous produire nous-mêmes, les pensées autogestionnaires d'Illich.

**La liberté** : chez Gorz, elle est liée à sa quête d'identité. Juif autrichien né *Hirsch* à Vienne en 1923, il grandit dans un contexte d'antisémitisme obligeant son père à changer son nom en *Horst*. Il passe les cinq années du second conflit mondial dans un internat suisse où il adopte le français comme langue courante. Il débute des études d'ingénieur chimiste durant lesquelles il écrit de la philosophie, influencé par l'existentialisme de Jean-Paul Sartre dont il fait la connaissance en Suisse en 1946.

**Le journaliste** : installé à Paris en 1949, il entame cette carrière au quotidien conservateur *Paris-Presse*.

A Paris-Presses puis à l'Express, en 1955, il signe ses articles du nom de Michel Bosquet mais c'est sous un autre pseudonyme, *André Gorz*, qu'il publie un roman autobiographique (*Le Traître* – 1958) préfacé par Jean-Paul Sartre qui le cooptera en 1960 au comité de rédaction de la revue *Les Temps modernes*.

**L'écologie politique** : dans son premier ouvrage théorique (*La Morale de l'histoire* – 1959), il critique la société de consommation accusée d'aliéner l'homme. Suit *Stratégie ouvrière et néocapitalisme* - 1964. Avec mai 1968, Gorz devient l'un des théoriciens de l'autogestion puis rejoint l'écologisme qui s'appuie sur l'antiétatisme, l'antiproduktivisme, l'autogestion et la réduction du temps de travail et collabore à la revue *Le Sauvage*. En 1975, dans *Écologie et politique*, reprenant concept de contre-productivité d'Illich, il forge le néologisme de "décroissance".

**Réduction du temps de travail** : en 1988, dans les *Métamorphoses du travail*, il plaide pour le développement d'activités autonomes où s'exerce une liberté de choix à l'opposé du salariat. Il prône aussi une diminution (par paliers) de la durée du travail (temps plein) de 1600 heures/an actuellement à 1000 h ; ce volume de travail économiquement nécessaire étant cumulable sur plusieurs années, voire sur la durée de la vie active. Le **temps disponible** permettrait à chacun de gérer ses périodes d'activité pour mener à bien parallèlement des études, l'apprentissage d'un nouveau métier, de militer, de prendre soin d'un parent, d'œuvrer dans un domaine artistique, etc. Chaque individu en âge de travailler percevrait un revenu (différé ou anticipé) provenant de l'employeur éventuel et de l'état. Et ce compte d'activité serait suivi au même titre que celui relatif à la retraite par ex.

**Revenu universel d'existence** : en 1997, dans *Misères du présent, richesse du possible*, Gorz se rallie à l'inconditionnalité d'une allocation libérant l'homme du travail pour multiplier les activités et les nouvelles solidarités. Cet infléchissement se confirme en 2003 dans *L'immatériel* qui s'inspire des écrits de Rifkin. Dans ses derniers écrits, les logiciels libres et les imprimantes 3D apparaissent comme des outils capables de libérer de l'aliénation d'un travail

---

**Richard Sobel** – Professeur d'économie à l'université de Lille

**Gorz réformiste** : Gorz ne pense ni "comme" Marx (marxisme-répétition), ni "sur" Marx (marxisme-commentaire), ni simplement "avec" Marx (marxisme-outil) ; il pense "dans" Marx et "avec" Sartre (marxisme-horizon) : saisir le propre de la condition humaine à partir d'une philosophie du travail entendu comme structure existentielle fondamentale avec une perspective sartrienne explicitant les enjeux en termes de liberté et d'émancipation. Réformiste plus que révolutionnaire, Gorz n'a jamais confondu l'utopie communiste avec les dérives totalitaires du "socialisme réel". Pour lui, la démocratie est la meilleure façon de gérer collectivement la tension entre le travail soumis à la logique de valorisation du capital (hétéronomie) et le travail en tant qu'activité de création et de coopération (autonomie).

**Rupture de Gorz avec le marxisme-réformiste** : au tournant des années 2000, Gorz s'éloigne de l'idée de la centralité du "travail" – activité transhistorique qui pourrait épanouir les travailleurs une fois le communisme installé - jugeant que les mutations contemporaines des forces productives vont vers un développement d'une économie de la connaissance ayant vocation à la mise en commun et à la gratuité et où le travail n'apparaît plus comme travail mais comme développement de l'activité personnelle. Reste aujourd'hui la question : Gorz n'a-t-il pas abandonné trop vite la lutte sur le terrain du "règne de la nécessité" pour des potentialités incertaines d'émancipation économique ?

**Expérience existentialiste** : pour avoir stigmatisé la double aliénation du travail et de la consommation et avoir suivi sur cinquante années les métamorphoses d'un capitalisme destructeur de milieux de vies, Gorz est connu comme un penseur radical de l'écologie politique. L'expérience existentialiste est décisive pour juger de la qualité d'une société de marché qui menace l'environnement naturel, produit des hommes superflus (chômage de masse) asservi aux techniques et au technocratisme d'appareils d'état – ou, de plus en plus, privés – bridant l'exercice d'une démocratie économique où se déciderait collectivement ce qu'il conviendrait de produire et de consommer, comment et à quel prix. Or, notre société de marché est-elle favorable à l'épanouissement de nos capacités cognitives et créatives ?

**Puis-je vouloir ce que je fais ?** Sur la base d'intuitions sartriennes, Gorz reste fidèle aux premiers écrits de Marx dans lesquels le travail est l'activité par laquelle les hommes se produisent eux-mêmes. Mais cela est impossible sous la forme (hétéronome) du travail-emploi né avec le capitalisme contrairement à des activités (autonomes) hors travail par coopération volontaire. C'est ce refus de l'identification de l'individu à son rôle de travailleur qui a fondé son plaidoyer pour une réduction massive du temps de travail couplée à la possibilité d'employer ce "temps libéré" à des activités productives non soumises à l'impératif de valorisation économique.

---

Thierry Paquot – Editeur d'Ivan Illich

**Lecture inspirée d'Illich** : Gorz, comme Illich viennois comme lui, est ouvert à la dénonciation du totalitarisme par les dissidents des pays de l'Est, au tiers-mondisme anti-impérialiste et à l'écologie politique. Cependant, Illich ne partage pas les mêmes références que Gorz au marxisme et, contrairement à ce dernier, ne propose pas des expérimentations sociales et des réformes institutionnelles.

**La contre-productivité** : des écrits d'Illich, on retient surtout ceux relatifs à la "contre-productivité" : passé un seuil, les "institutions" – telles que l'école, la santé, les transports, etc. – se retournent contre leur finalité. Ainsi, la médicalisation de la santé entraîne des empoisonnements médicamenteux, des opérations et des dépistages systématiques inutiles. La Santé n'est pas une affaire médicale mais sociale, environnementale, existentielle. L'humain ne pratique pas une hygiène de vie élémentaire, il est victime de maladies nées de la dégradation des écosystèmes, de la malbouffe, des pollutions diverses. Il ne perçoit plus, l'intensité propre de ses douleurs et ne meurt pas mais succombe à une maladie...

---

Carlo Vercellone – Maître de conférences en sciences politiques (Paris I)

**Le travail-emploi** : Gorz a forgé sa vision du capitalisme en théoricien de l'aliénation et en critique de la division capitaliste du travail dénommée "travail-emploi" pour bien le différencier du travail au sens anthropologique : activité d'expression de la subjectivité et de la créativité de l'homme. Le travail-emploi, impersonnel et asservi à la logique du capital, devient un simple moyen de "gagner sa vie" dans une activité subordonnée dont l'organisation et les finalités lui sont étrangères (hétérodéterminées).

**L'émancipation** : de l'approche citée précédemment, l'émancipation ne peut donc être pensée comme inhérente à la seule répartition du revenu mais se réfère à la maîtrise du sens et des objectifs sociaux de la production : quoi produire, de quelle manière, pour qui, pour satisfaire quels besoins ?

**Le temps libéré** : durant les années 1980 et jusqu'au milieu des années 1990, Gorz semble se résigner à considérer la logique du capital comme la seule manière économiquement rationnelle de gérer la production dans la sphère de la nécessité et, dans ce cadre, la sortie du capitalisme prendrait la forme d'une civilisation du temps libéré grâce à une réduction du temps de travail-emploi hétéronome.

**Le capitalisme cognitif** : puis, avec l'essor de l'économie de la connaissance, Gorz entrevoit la possibilité d'un projet de réappropriation des moyens de production et d'émancipation dans le travail. Le "travail cognitif" se présente comme la combinaison d'un travail intellectuel de concertation et d'élaboration des savoirs qui s'effectue dans le - et au dehors du - cadre du travail immédiat de production. Le travail mesuré au temps passé dans l'entreprise n'est plus qu'une fraction du temps de travail effectif. Le travail "matériel" simple et non qualifié cède la place à un travail "immatériel" auquel ni les étalons de mesure ni les mécanismes tayloriens de prescription ne sont désormais applicables ; comme si la production requérait une coopération auto-organisée susceptible de déboucher sur l'émancipation individuelle et collective des travailleurs.

**Misère du présent, richesse du possible** : richesse du possible car la rencontre entre l'intelligence collective et les technologies de l'information et de la communication s'incarnerait dans un artisanat *high-tech* où la technologie (imprimante 3D, par exemple) pourrait même assurer la production de biens matériels relevant de la sphère de la nécessité. Mais aussi misère du présent car le travail cognitif suppose une implication de toute la personne pouvant entraîner de nouvelles formes d'exploitation et d'aliénation plus redoutables que celles du taylorisme où subsiste une frontière entre le temps de travail salarié et le temps libre.

**Revenu d'existence** : le capitalisme cognitif empiète sur la vie elle-même et conduit le travailleur à se concevoir comme un entrepreneur de lui-même. C'est une des raisons qui vont conduire Gorz à adhérer à la proposition d'un revenu d'existence. Son caractère inconditionnel permettrait de développer un mode de production alternatif tant à la hiérarchie qu'au marché appelé, aujourd'hui : "Communs de l'écologie et de la connaissance".

---

**Roger Sue** – Professeur – université Descartes-Sorbonne

**Effondrement d'un ordre social** : avec l'effacement du travail, c'est l'effondrement d'un système de valeurs et d'identités, de rôles et de pouvoirs, du progrès et du sens de l'histoire qui est en cause. Gorz avait prévu : la montée des extrêmes au risque d'une violence de moins en moins contenue, se renforcera tant que sera maintenue l'illusion d'une société fondée sur le travail à dominante salariale.

**Economie de la connaissance** : avec la numérisation des tâches - fragilisant aussi des emplois qualifiés -, le travail se déporte sur la personne elle-même ; produire revient en grande partie à se produire : nous serons tous des intermittents du spectacle.

**Reconquête de l'autonomie (?)** : si la création de valeur et de richesse repose sur l'individu, celui-ci peut s'affranchir plus facilement du travail contraint : économie collaborative et d'association, *fab labs*, *coworking*. Cependant, "l'ubérisation" traduit la contradiction entre des activités participatives et leur marchandisation par un groupe qui en réglemente l'accès et recrée ainsi le cycle du capital et du travail.

**Revenu social garanti, universel et inconditionnel** : comment sortir sans violence de cette contradiction entre du capital qui supprime du travail et une libre activité que le capital s'efforce de transformer en travail subordonné ? En finançant, non pas un revenu d'assistance pour inactifs, mais la puissance créatrice de l'individu et ses capacités à produire librement de l'intelligence collective et de l'innovation. Ce n'est pas l'argument de l'efficacité qui s'oppose à cette évolution mais celui du maintien de la domination par la fiction d'une création de richesse qui ne vaudrait que par l'entreprise et le travail salarié.

---

**Evolution de la pensée de Gorz :** alors que, dans les années 1970, Gorz soutenait que le travail constituait le moyen principal de l'intégration sociale, les années 1980 voient un tournant dans sa pensée : la vraie vie commence hors du travail. Plus précisément, à côté du travail à but économique (le travail-emploi), coexistent le travail domestique et pour soi ainsi que l'activité autonome poursuivie comme une finalité en elle-même.

**Activité hétéronome et activité autonome :** le travail-emploi est hétéronome au sens d'une subdivision poussée des compétences et des tâches rationnellement adaptées à un but indépendamment de toute intention du travailleur de poursuivre ce but. L'hétéronomie du travail-emploi est le prix à payer pour l'efficacité productive et la propriété collective ne transformerait pas ce travail en activité autonome.

**Réduction du temps de travail :** les gains de productivité – certes confisqués par les actionnaires et à l'origine de l'augmentation du chômage et de la précarité – rendent possible la réduction du temps de travail hétéronome au profit d'activités autonomes et de la vie individuelle. De plus, la redistribution du travail restant est nécessaire afin que chacun puisse bénéficier de ce à quoi le travail-emploi donne accès : à une intégration (même si celle-ci est fonctionnelle et non sociale), à des droits et protections.

**Revenu inconditionnel suffisant :** au début des années 2000, Gorz abandonne l'idée d'un lien nécessaire entre l'attribution d'un revenu et la contribution de chacun à la production. Cette conversion s'appuie sur le constat que le volume de travail nécessaire diminue et que le niveau des connaissances constitue la force productive. Bien qu'il pense qu'un travail aliéné ne produit qu'un loisir lui-même aliéné, Gorz ne propose jamais de renoncer à l'amélioration de l'efficacité productive.

---

#### Dick Howard – Philosophe américain

**De la politique au politique :** à la fin des années 1960, Gorz dit qu'il n'a jamais appartenu à un parti politique car un "intellectuel marxiste" est plus libre dans sa recherche et exerce plus d'influence s'il conserve son autonomie. Plus particulièrement, il insiste sur les changements du capitalisme de l'après-guerre qui produisent des besoins nouveaux et nécessitent une vision nouvelle de la politique socialiste. Quinze ans après « *Stratégie ouvrière et néo-capitalisme* » (1964), Gorz publie « *Adieux au prolétariat – A delà du socialisme* » (1980). Il propose alors une distinction entre la sphère de l'autonomie – où se forment les valeurs morales – et celle de l'hétéronomie qui obéit aux impératifs de la rationalité technique. C'est là qu'apparaît "le politique", c'est-à-dire l'intersection entre la liberté et la nécessité, entre la morale et le nécessaire.

**Le politique** définit un cadre symbolique où se posent des questions pratiques telles que : "Faut-il remplacer des ouvriers par des robots ?" ou "Quels sont les coûts humains de l'augmentation de la productivité ?". Les réponses à apporter ne dépendent ni de la morale ni de la science ; il s'agit de choix relevant du politique où l'on peut débattre de la taxe à imposer pour compenser les coûts sociaux qui résultent de l'utilisation de robots ou des seuils de nuisances écologiques à ne pas dépasser et ces débats-là ne sont pas réductibles à un simple conflit d'intérêts.

**La politique :** son but est l'exercice du pouvoir. L'Etat définit la sphère de la nécessité en promulguant des lois qui peuvent apparaître comme des contraintes hétéronomes sur la liberté individuelle mais ces lois servent aussi à protéger les individus contre l'arbitraire. Dans « *Les chemins du paradis* » (1983), Gorz abandonne la théorie marxiste selon laquelle la prise de pouvoir sert à abolir l'inégalité sociale en imposant une rationalité permettant le dépassement de la sphère de la nécessité. Selon Gorz, le politique doit être le lieu (symbolique) d'affrontement entre l'exigence morale et les nécessités extérieures ; affrontement dont la permanence et la franchise pourront faire à la sphère de la nécessité la plus petite et à la sphère de l'autonomie la plus grande place possible.

**Réduction du temps de travail** : en 1988, dans son ouvrage "Métamorphoses du travail, Quête de sens", Gorz se dit convaincu que certaines activités ne peuvent être transformées en travail rémunéré sans que leur sens en soit dénaturé et plaide pour une réduction du temps de travail. Trente ans plus tard, deux thèses s'affrontent toujours : 1 - c'est la fin du travail car les robots et l'intelligence artificielle vont détruire les emplois ; 2 – si des emplois disparaissent ici, d'autres se créeront ailleurs (surtout dans les services à la personne) et il est donc inutile de changer le modèle. Il suffit d'améliorer la formation, d'autant que les gains de productivité réalisés jusqu'ici l'ont été grâce à une énergie bon marché.

**Le passé des 40 dernières années** : le débat ne progresse pas parce qu'une partie des élites se désintéresse de la souffrance des chômeurs et des précaires et parce qu'un chômage de masse contraint les salariés à accepter une stagnation des salaires qui profite aux actionnaires mais aussi parce que l'on ne prend pas assez en compte le passé récent. Les colloques sur le devenir du travail sont quasiment immuables : on s'interroge sur une éventuelle raréfaction du travail suivant la thèse 1 ou la thèse 2. Or, si l'emploi industriel s'est effondré ce n'est pas principalement à cause de la mondialisation mais de l'incapacité à gérer les gains de productivité : aux USA, l'emploi industriel a reculé de 30% tandis que la production industrielle a augmenté de 80% dans le même temps. La conséquence est un taux d'activité en forte baisse (63% des adultes), une multiplication des temps partiels et une durée moyenne hebdomadaire de moins de 34 heures (1783 heures par an en 2016 selon l'OCDE), toujours aux USA.

**Un projet de société** : simultanément à une réduction du temps de travail, doit se mener une réflexion sur un projet de société qui lutte contre le chômage et la précarité ("Le partage ou la barbarie"), la marchandisation et de faire en sorte que le temps libéré soit l'occasion d'une liberté nouvelle : bien faire ou refaire des études, changer de métier, s'engager dans la vie de la cité ; bref, du temps pour l'esprit...

---

### **Benoît Hamon**

**Le revenu universel (RU)** : il interroge notre rapport au travail, sa place dans la société à l'heure de la transition écologique et offre la possibilité de réexaminer les politiques de solidarité et de protection sociale. La proposition d'un RU repose sur une réalité et une conviction. La réalité, c'est la raréfaction de certaines tâches par l'automatisation, les techno-sciences décisionnelles se substituant à l'intelligence et à la subjectivité humaine. La conviction, c'est que l'utilité sociale, la place qu'occupe un individu dans la société et la gratification qu'il en retire ne doivent plus reposer exclusivement sur la production de biens ou de services marchands dans un contexte de précarité des conditions de travail. Pour ces deux raisons, le combat pour l'émancipation ne pouvant se résumer ni à l'augmentation du pouvoir d'achat ni à la réduction du temps de travail, le RU devient un moyen de permettre aux individus de s'épanouir et d'être reconnus autrement que par la vente de leur force de travail.

**La gratification du travail hors de l'emploi** : le RU restitue la capacité de déterminer la part de leur temps de vie qu'ils veulent consacrer au travail (emploi) mais reconnaît aussi le travail en dehors du lien de subordination à un employeur : travail domestique et travail bénévole contribuant au lien social.

**Le RU par étapes** : faut-il distribuer pour tous un revenu suffisant pour en vivre ou faut-il procéder par étapes sur le montant de la somme allouée ou sur le périmètre des bénéficiaires au risque de perdre le caractère universel ? La remise en question du travail et de son émancipation est d'abord culturelle. Elle se heurte à des résistances provenant tant que des détenteurs du capital que des travailleurs et de leurs représentants qui sont attachés à la fonction émancipatrice et à l'action intégratrice du travail-emploi.

---

**Clémentine Autain** – députée de France Insoumise et porte-parole d'Ensemble !

**Ecologie politique** : en 2007, peu de temps avant sa mort, Gorz a conçu un recueil d'articles, *Ecologica*, où il indique ("La sortie du capitalisme a déjà commencé"), qu'en partant de la critique du capitalisme, on arrive inmanquablement à l'écologie politique et sa théorie critique des besoins. Alors qu'en partant de l'impératif écologique, on peut arriver aussi bien à un anticapitalisme radical, qu'à un pétainisme vert, à un "écofascisme" ou à un communautarisme naturaliste. Autrement dit, l'écologie radicale doit être comprise comme la critique d'un mode de production et d'une consommation superflue qui atteint nos désirs et nos imaginaires où est rompu le lien entre le "plus" et le "mieux".

**Le nouveau visage du prolétariat** : Gorz tourne toujours autour du sujet de l'émancipation et affirme que les révolutions sont faites par l'alliance des plus opprimés avec ceux qui sont les plus conscients de leur propre aliénation ainsi que de l'aliénation des autres. Mais il va plus loin en évoquant comme majoritaire la masse croissante des précaires qui traverse toutes les anciennes classes sociales.

Le prolétariat contemporain, ce n'est plus l'ouvrier d'une usine automobile mais les caissières à temps partiel, les jeunes travailleurs dans la restauration rapide et ceux sans-papiers dans le bâtiment et les intellectuels à statut précaire. Après Sartre et l'existentialisme, Gorz est en quête de voies pour l'auto-organisation.

---

**Thomas Coutrot** – Membre du comité scientifique d'Attac

« **Plusieurs Gorz** » : le premier est celui des années 1960-1970 qui réfléchit sur la stratégie ouvrière dans le néo-capitalisme. Il analyse alors la nouvelle classe ouvrière dans le contexte de l'automatisation et contribue à élaborer le projet autogestionnaire. Il propose une stratégie syndicale d'émancipation passant pas la réappropriation du travail par les travailleurs.

A la fin des années 1970, le "second Gorz", sans doute déçu par le déclin de l'autogestion, adopte le point de vue selon lequel le travail est irrémédiablement une sphère d'aliénation. C'est dans les activités autonomes que vont se développer la créativité et le sens. Il faut donc réduire radicalement la durée du travail-emploi lequel ne peut émanciper et qui disparaît effectivement avec la robotique.

A la fin des années 1990, ce sont ses seconds "adieux au prolétariat" car il se rallie à l'idée d'un revenu inconditionnel – financé par ce qui reste du travail aliéné – qu'il voit comme le moyen d'anticiper l'effondrement d'un capitalisme où l'argent n'a plus besoin de travail pour se valoriser ; contrairement à l'approche marxiste où l'argent ne peut se valoriser sans exploiter la force de travail et donc le travail ne disparaît pas.

Dans ses derniers textes, ce sont, en quelque sorte, ses troisièmes "adieux au prolétariat" : il préconise la construction d'une économie parallèle liée à la gratuité (logiciels libres, Wikipédia, *fabs labs*, etc.) hors du salariat. Il avance la perspective d'une société alternative, conviviale, décentralisée et autonome qui nous prépare dès maintenant à l'effondrement du capitalisme rendu inéluctable pour des raisons écologiques. C'est d'ailleurs l'une des grandes forces de Gorz d'avoir, avec Illich, pensé l'écologie.

**Critique de l'aliénation productiviste** : Gorz décrit parfaitement l'absurdité du mode de vie capitaliste mais il considère que la liberté se joue ailleurs que dans le salariat incapable, selon lui, de s'extraire du toujours plus et du consumérisme. Selon Postone (« *Temps, travail et Domination Sociale* » – 1993), l'émancipation ne passe pas par l'abolition de tout travail mais par l'abolition de celui qui n'est tourné que vers la valorisation du capital, indépendamment de toute utilité concrète, de tout rapport avec les besoins sociaux et écologiques. Il faut donc penser un au-delà du salariat pas à un au-delà du travail. Gorz cherchait, lui, un substitut au prolétariat, un autre acteur de l'émancipation, "la non-classe des non-producteurs", les précaires et les chômeurs, sujets du projet d'autonomie.

**Travail et gains de productivité** : ces dernières années, la productivité n'a jamais augmenté aussi lentement et il n'y a jamais eu autant de salariés dans le monde. L'industrie décline mais l'emploi, certes précaire, augmente dans les services. Si la croissance est faible, c'est à cause des inégalités et de la crise écologique. Dans le capitalisme, ce n'est pas la valeur d'usage des biens et services qui importe, c'est leur valeur monétaire et celle-ci stagne. La contradiction fondamentale du capitalisme, ce n'est pas la disparition du travail, c'est la discordance entre le travail "abstrait" - qui s'auto-valorise, est indifférent à la valeur d'usage et aux effets qu'il produit – et le travail "vivant" dont on a besoin, ne serait-ce que pour réparer la nature.

---

**Note de l'auteur de ce résumé** des articles de la revue Politis : l'article résumé précédemment est le seul qui critique négativement les écrits de Gorz et, plus particulièrement, dans le dernier paragraphe où est défendu l'argument d'une productivité qui n'augmente plus (largement contredit par les chiffres diffusés par les offices statistiques) et celui de la création de nouveaux emplois comme allant de soi...

---

### Anselm Jappe – Philosophe

**Le dépassement du travail** : longtemps proche de Sartre et d'un marxisme traditionnel dont la préoccupation centrale était la défense du "travail" et des travailleurs, Gorz, au début des années 1980 commence à percevoir que les évolutions technologiques font baisser la quantité de travail requise pour une même production ; ce qui ne constitue pas une victoire du capitalisme dont le but n'est pas la valeur d'usage – satisfaction des besoins – mais la valeur marchande afin d'obtenir le plus possible de profit. Les mutations du capitalisme dues au développement des technologies de l'information et de la communication et la diminution du rôle du prolétariat en conséquence font que le projet de transformation de la société se fonde désormais sur un dépassement du travail : il s'agit de se libérer du travail et non de libérer le travail.

**La radicalité de sortie du capitalisme** : pour faire face à une raréfaction du travail, Gorz a proposé d'abord une économie duale où l'Etat et un secteur marchand, dont il suppose la continuation, alimente un secteur non marchand puis un revenu social garanti. Mais, dans ses derniers écrits, il nourrit des doutes quant à la possibilité d'une telle économie dualiste. Dans un texte rédigé en 2007, il précise que ce qui est visé, « ce n'est ni le plein-emploi ni un salaire pour tout le monde, c'est l'élimination du travail sous la forme socialement et historiquement spécifique qu'il a dans le capitalisme, c'est-à-dire du travail-emploi, du travail-marchandise. [...] Le capitalisme travaille à sa propre extinction et fait naître des possibilités sans précédent de passer à une économie affranchie de la domination du capital sur le mode de vie, les besoins et la manière de les satisfaire. [...] L'utopie de l'autoproduction communale coopérative aidera à faire perdre, dans la conscience, la pensée et l'imagination de tous, ce "travail" que le capitalisme abolit massivement tout en exigeant de chacun qu'il se batte contre tous les autres pour l'obtenir ».

**Une sortie civilisée ou barbare** : avec d'autres auteurs qu'on regroupe sous la bannière de "critique de la valeur", Gorz affirme que le capitalisme ne se caractérise pas tant par la domination d'une classe sur une autre - sur fond de propriété des moyens de production - que par une complicité entre le travailleur et le détenteur du capital qui tiennent la "croissance" comme indispensable. Au-delà d'une critique du néolibéralisme et de la finance débridée, il faut envisager une autre économie, d'autres rapports sociaux, d'autres moyens de production et modes de vie. « La sortie du capitalisme aura lieu d'une façon ou d'une autre, civilisée ou barbare. [...] Les chances d'une sortie civilisée du capitalisme dépendent avant tout de notre capacité à distinguer les tendances et les pratiques qui en annoncent la possibilité ».

---

**Alain Caillé** – Professeur émérite de sociologie (Nanterre) et animateur du mouvement convivialiste

**Le dépassement du néolibéralisme** : les "barbaries" que nous voyons poindre ne sont pas indépendantes des trois crises que sont : 1 - la crise environnementale dont le réchauffement climatique n'est qu'une composante ; 2 - la crise de l'emploi liée à un épuisement de la forme salariale et aux progrès de l'automatisation ; 3 - la crise de la démocratie induite par l'explosion planétaire des inégalités.

**La finitude et la démesure** : si aucune pensée politique globale n'est à la mesure des défis de notre époque, c'est que les doctrines héritées (libéralisme, socialisme, communisme, anarchisme) ne se sont pas confrontées à la finitude de notre planète – les ressources ne sont pas illimitées, l'environnement n'est pas éternellement exploitable et la croissance du PIB est de plus en plus improbable ou néfaste – et la démesure du désir de toute-puissance, qu'elle soit financière, économique, technique, scientifique ou religieuse.

**Les héritiers de Gorz** : c'est ainsi que peuvent se reconnaître les intellectuels qui, en 2013, ont rédigé le "Manifeste convivialiste" scellé sur quatre valeurs : commune humanité, commune socialité, légitime individuation et maîtrise des oppositions (opposition créatrice) ; valeurs qui reprennent respectivement l'inspiration centrale du communisme, du socialisme, de l'anarchisme et du libéralisme.

**Une société de prospérité sans croissance** : si le mouvement convivialiste n'a pas vocation à devenir un parti politique mais il peut esquisser les grandes lignes d'un projet politique : puisqu'il est impossible de faire reposer l'adhésion à la démocratie sur l'éternelle promesse d'une croissance forte du PIB (au prix, en outre, de gros risques environnementaux), il faut rechercher les fondamentaux de cette adhésion dans un profond renouvellement de l'idéal démocratique lui-même. Ce renouvellement passe par un équilibre entre démocraties représentative, participative, directe et d'opinion donnant toute sa place à la société civile. Il suppose que l'on s'interroge sur l'amélioration des institutions (école, hôpital, justice) et la lutte contre le chômage structurel reposant sur un revenu universel vu comme une incitation à la reprise du travail dans le cadre du développement d'une économie verte, sociale et solidaire. Il revient aux pays les plus riches de donner l'exemple d'une économie de marché allant de pair avec une lutte déterminée contre les inégalités, la spéculation financière, les paradis fiscaux et la corruption.

---

**Erwan Manac'h** – Journaliste

**L'activité en coopérative** : à Carcassonne, 19 ouvriers de l'ex usine de glaces Pilpa (sur 124) ont repris l'activité sous forme de coopérative : La Fabrique du Sud. Le propriétaire des glaces Pilpa avait revendu l'usine au leader européen R&R qui, dix mois plus tard, fermait l'usine en question après avoir récupéré des machines et les contrats commerciaux... Grâce à des appuis politiques, un compromis avantageux (un million d'Euros et la cession d'une ligne de production) et les contributions personnelles des 19 ouvriers ainsi qu'une aide aux chômeurs pour la création d'entreprise, La Fabrique du Sud a donné naissance à une gamme de glaces, La Belle Aude, vantant l'ancrage local et la qualité des produits. Il a fallu, pour cela, le soutien d'une section CGT, un actionnaire prêt à payer pour solder un conflit et la bienveillance du pouvoir politique.

**Au quotidien** : le travail n'est pas fondamentalement différent mais il a repris un sens depuis que les grandes décisions stratégiques se prennent en assemblée générale des coopérateurs. Globalement, des responsabilités sont assurées par d'ex simples ouvriers qui n'imaginaient pas qu'ils en étaient capables. Toutefois, du fait d'une activité saisonnière avec des cadences élevées de mai à décembre, il faut recourir à des intérimaires. En outre, il n'a pas été possible de se détourner de la grande distribution ce qui, entre autres, a conduit à remplacer le lait entier produit localement par du lait en poudre importé...

## Willy Gianinazzi – Historien

**Une autre manière de travailler :** sans doute, les salariés les plus affectés par le blocage persistant des salaires demandent-ils à travailler plus pour gagner plus. Mais beaucoup de jeunes qui connaissent d'emblée l'expérience du chômage ne sont pas prêts à intégrer placidement un travail-emploi qu'ils savent précaire ou trop prenant. Se dessine une autre manière de travailler faite de réseaux coopératifs, solidaires, collaboratifs, d'autoproduction locale qui tente de se soustraire à la logique de l'argent.

**Une économie plurielle :** la "production de soi", autrement dit la mise en œuvre créative de savoir-faire collectifs n'est pas complètement soumise au travail subordonné et ceux qui la portent ne demandent, à travers la revendication d'un revenu d'existence, qu'à l'y soustraire pour mieux l'épanouir.

---

## Rachel Knaebel – Correspondante de la revue Politis à Berlin

**Le fétichisme allemand du travail :** au lieu de soutenir le bénévolat et le travail familial, même le candidat social-démocrate à la chancellerie, Martin Schulz, veut coller les chômeurs âgés dans des cours de qualification. De plus en plus de gens sont insatisfaits dans leur emploi et, du fait d'un travail toujours plus précaire, personne ne prend plus au sérieux les politiques qui parlent de la sécurité de l'emploi.

**La politique de réduction du temps de travail :** en 1995, était instituée la semaine de 35 heures dans la métallurgie et l'imprimerie. Au printemps 2017, le puissant syndicat IG Metall a relancé une campagne de revendication d'une semaine de 30 heures mais le seul projet politique est celui du SPD avec un temps plein réduit à 32 heures pour parents (père et mère) de très jeunes enfants ; un enjeu social dans un pays où le retour au travail des femmes ayant eu un bébé est particulièrement compliqué.

**Le revenu universel :** c'est un nouvel aspect du débat et même certains grands patrons, comme celui de Siemens, se sont prononcés pour. Toutefois, ils sont soupçonnés de se débarrasser ainsi de la question du partage du travail - voire de la dignité des tâches – dans un contexte de suppressions massives d'emplois (un quart selon certaines estimations) à attendre du fait de la numérisation de l'économie. Un revenu d'émancipation pour tous serait alors une solution assurant à chacun une base minimale pour participer à la vie politique et culturelle de la société et pas seulement pour survivre. A l'heure actuelle où les deux tiers du travail social sont réalisés sans être payés, un revenu universel aiderait également à valoriser le bénévolat. Reste que les syndicats de travailleurs refusent encore l'idée d'un revenu de base.

**Le salariat :** la notion doit en être modifiée afin que les protections juridiques attachées à ce statut soient étendues aux travailleurs qui n'y ont plus accès du fait du développement des plateformes qui mettent directement en relation des travailleurs "indépendants" et des clients. Une commission composée à parts égales de chercheurs et de représentants syndicaux et patronaux réfléchit à un statut du salarié à l'avenir mais aussi à l'évaluation de la productivité dans une société où le travail industriel est largement valorisé au détriment de l'activité sociale de soin et de service. Par exemple, il est sûr que la mission d'éducation des crèches est considérée comme improductive à l'aune de la productivité en termes d'industrie et cette dépréciation du travail social dans la plus grande nation industrielle d'Europe est un gros problème du marché du travail allemand qui n'a pas véritablement intégré les femmes.

---

## Alexis Buisson – Correspondant de la revue Politis à New York

**Une taxe sur les robots :** c'est, en février 2017, ce qu'a proposé Bill Gates, le fondateur de Microsoft ! Un ouvrier paie un impôt sur le revenu et d'autres charges ; si un robot arrive et fait la même chose, il doit être taxé de la même manière. Cette mesure permettrait, entre autres, de financer la prise en charge des personnes âgées et l'éducation (moindres effectifs et soutien scolaire).

**Le culte du travail** : dans un pays où le travail est érigé en culte, le sujet de sa "fin" suscite beaucoup d'inquiétude due à la montée en puissance du thème de l'automatisation et des moindres besoins en main d'œuvre. Cette question n'est pas nouvelle aux Etats-Unis où des technologies innovantes (tracteurs automatiques, robots de désherbage autour des plants de légumes, etc.) vont intensifier la tendance actuelle à mettre progressivement au chômage des ouvriers agricoles. Par ailleurs, l'explosion de maladies professionnelles (tel que l'épuisement dû aux horaires de travail et à la non-déconnexion) ainsi que l'augmentation du salaire minimum dans plusieurs états en 2016 vont avoir pour effet pervers de favoriser le recours à des technologies moins coûteuses.

**La fin du travail ?** : en 2013, l'université d'Oxford a publié une étude qui a fait grand bruit : sur 700 professions analysées (caissiers, barmen, boulangers, etc.) 47% d'entre elles pourraient disparaître. En 2016, un restaurant sans serveurs a ouvert à San Francisco : les plats sont préparés en cuisine par des humains mais commandés et servis *via* des machines. Google travaille sur une voiture sans conducteur et des navettes circulent sans chauffeurs à Las Vegas. Dans les supermarchés, les caissiers humains se partagent la tâche avec des caisses automatiques où le client passe lui-même au scanner les produits.

**La prise de conscience** : outre des entrepreneurs de renom, des chercheurs universitaires et des économistes mettent en garde contre les conséquences de l'automatisation, plaident pour une éducation préparant la main d'œuvre à l'économie de demain et tentent même de promouvoir un revenu universel de base mais peu de politiques se sont saisis sérieusement des thèmes posés par ce bouleversement technologique. Les Républicains voient la raréfaction du travail comme la conséquence de l'immigration et de la mondialisation plutôt que celle de l'automatisation. Beaucoup de défenseurs de Donald Trump considèrent qu'ils ont été abandonnés et qu'ils ne peuvent participer au progrès. Pour le moment, ils sont focalisés sur la Chine et les immigrés mexicains mais la vérité est que la progression technologique est davantage responsable du déclin d'emplois stables pour la classe moyenne. Leur point de vue pourrait changer quand la technologie en question deviendra plus visible : des véhicules sans conducteurs circulant sur les routes ou des "robots" prenant les commandes dans les bars...



## Repenser le travail avec André Gorz

*Dossier coordonné par Anita Rozenholc et Emmanuel Dessendier*

▶ [Éditorial](#)

par la rédaction

▶ [Le vol du temps de travail](#)

par Karl Marx

▶ [Le travail dans la sortie du capitalisme](#)

par André Gorz

▶ [La nouvelle rupture au sein du capitalisme](#)

par Yann Moulier-Boutang

▶ [Adieu au socialisme](#)

par Yann Moulier Boutang

▶ [La valeur travail](#)

par Jean Zin

▶ [Le travail "par delà nature et culture"](#)

par Bernard Guibert

▶ [Indicateurs de richesse et valeur travail : "faire plus" est-il toujours mieux ?](#)

par Florence Jany-Catrice

▶ [Économie de l'intelligence et droit du travail : vers la fin de l'entreprise ?](#)

par Entretien avec Olivier Iteanu

▶ [Ambiance Bois, utopistes doux réalisateurs](#)

entretien avec Michel Lulek

▶ [Coopaname : créer son emploi dans une entreprise partagée](#)

entretien avec Stéphane Vayer

▶ [Easter-eggs : entreprise libre ?](#)

entretien avec le collectif Easter-eggs

▶ [La sortie du capitalisme est une urgence](#)

entretien Antonella Corsani

## André Gorz et nous...

*Mini-dossier coordonné par Marc Robert*

▶ [Éditorial](#)

par la rédaction

▶ [L'écologie, une éthique de la libération](#)

entretien avec André Gorz

▶ [La personne devient une entreprise](#)

par André Gorz

▶ [Vivre ensemble](#)

par Véronique Dubarry et Stéphane Lavignotte

▶ [André Gorz, une écologie politique](#)

par Jean Zin

▶ [Gorz ou la quête du sens](#)

par Alain Lipietz

En préparant ce numéro 28 de la revue, nous avons fini par oser demander à André Gorz d'écrire un article. Connaissant quelque peu l'état de santé de sa femme, nous n'avions pas été surpris par son premier refus et avons choisi d'un commun accord, de reproduire des passages d'articles récents déjà parus, pertinents pour notre sujet.

Insatisfait de cette formule, il nous avait à nouveau contacté : il préférerait tout compte fait rédiger [un article](#). Mais il faudrait faire vite nous disait-il, prétextant devoir partir bientôt en voyage à l'étranger... C'était courant septembre, André Gorz avait cette élégance. A nos remerciements chaleureux il répondait simplement qu'en tant que parrain de la revue, il était normal qu'il nous soutienne. Deux jours avant de partir en compagnie de D., il avait, d'une voix enjouée et à plus de 21h, expressément demandé de faire fonctionner notre fax qui n'avait pas répondu aux nombreuses tentatives d'envoi de son texte dactylographié. C'est ce souvenir emprunt d'une grande gentillesse, d'une extrême modestie et d'un engagement sans faille que nous garderons d'André Gorz.

L'article qu'André Gorz a produit pour EcoRev' témoigne de son acuité d'esprit, d'une pensée vivante, d'une implication dans la société du 21<sup>e</sup> siècle, tout autant que de sa capacité à identifier les signaux faibles où qu'ils s'expriment dans le monde. Il en appelle une fois encore à une révolution écologique, sociale et culturelle qui abolisse enfin les contraintes du capitalisme ; ouvrant les pistes d'un modèle de substitution à la marchandisation dont il perçoit dès aujourd'hui les prémises, et dans lequel le salariat serait aboli. Une révolution qui paraît d'autant plus nécessaire qu'avec lui nous sommes convaincus, que pour la première fois dans l'histoire de l'humanité nous sommes en surabondance de matière première brute : l'intelligence, le cognitif.

Or, c'est cette matière grise –considérée comme gisement inépuisable-, qui dans la société cognitive est créatrice de richesses -intrinsèques et universelles-. Elle peut devenir source de connaissances et de savoirs, à condition que chaque être humain soit en situation de pouvoir apporter sa contribution aux besoins sociétaux.

André Gorz avait, dès le début de nos derniers entretiens, émis le souhait de débattre avec Yann Moulier-Boutang et Jean Zin -que nous devons également solliciter pour ce numéro-. Nous avons donc prévus dans un premier temps d'initier ce débat. Compte tenu de sa mort soudaine, nous avons préféré éviter un débat à sens unique et donner à chacun des débatteurs l'opportunité de s'exprimer sur le sujet du travail et de sa nécessaire transformation.

Les contributions d'André Gorz, Yann Moulier-Boutang, Jean Zin et Bernard Guibert –qui nous livre une vision originale du travail d'André Gorz- constituent la première partie du dossier. Elles permettent d'offrir des réflexions qui, bien que non contradictoires sur le fond, expriment différents points de vue.

L'article de Florence Jany-Catrice et l'entrevue avec Olivier Itéanu, se situent dans une perspective de mises en question des superstructures idéologiques, ici statistique et juridique. Sont alors mis à jour les conflits et difficultés rencontrés par l'économie capitaliste, avec ses propres outils idéologiques ou lorsqu'elle tente de reculer le moment où il lui deviendra impossible de dépasser ses contradictions internes, qui minent déjà les conditions de sa reproduction comme le stipule André Gorz dans son article.

Une série d'entrevue décrit ensuite des expériences diverses ; formes d'expérimentation d'auto-organisation de la production, processus de singularisation qui se soustraient aux formes dominantes de socialisation -salariat/marché/hierarchie-, qui constituent d'ores et déjà pour nous des exemples locaux de ces signaux faibles -tels ceux du Sud pointés par André Gorz-.

Le dossier se termine par une entrevue avec Antonella Corsani, membre de la rédaction, qui nous livre ici son point de vue d'économiste sur des questions soulevées par le dossier.

André Gorz avec des ouvrages tels que *Misère du présent, Richesse du possible* et *L'immatériel* est aujourd'hui un précurseur engagé dans l'écologie politique, dont les thèses sont plus que jamais d'actualité. Nous sommes convaincus que la vision épurée des positions qu'il livre ici comme une sorte de testament militant, pourra contribuer à initier certains débats, plus que jamais nécessaires.

A ce dossier en forme d'hommage se sont associés certains de nos amis en livrant des textes plus personnels. Nos colonnes restent ouvertes à celles et ceux qui voudraient ultérieurement lui rendre également hommage.

La rédaction d'EcoRev' très affectée par le décès de son parrain André Gorz tentera dans ses prochaines publications de continuer le travail militant auquel il était extrêmement attaché et auquel il n'a jamais cessé de participer.

Voir aussi : <http://jeanzin.fr/index.php?2007/09/09/110-le-capitalisme-cognitif>

## Le travail dans la sortie du capitalisme

---

*alias "La sortie du capitalisme a déjà commencé"*

17/09/2007

par [André Gorz](#)

*La question de la sortie du capitalisme n'a jamais été plus actuelle. Elle se pose en des termes et avec une urgence d'une radicale nouveauté. Par son développement même, le capitalisme a atteint une limite tant interne qu'externe qu'il est incapable de dépasser et qui en fait un système qui survit par des subterfuges à la crise de ses catégories fondamentales : le travail, la valeur, le capital.*

La crise du système se manifeste au niveau macro-économique aussi bien qu'au niveau micro-économique. Elle s'explique principalement par un bouleversement technoscientifique qui introduit une rupture dans le développement du capitalisme et ruine, par ses répercussions la base de son pouvoir et sa capacité de se reproduire. J'essaierai d'analyser cette crise d'abord sous l'angle macro-économique [1], ensuite dans ses effets sur le fonctionnement et la gestion des entreprises [2].

[1] L'informatisation et la robotisation ont permis de produire des quantités croissantes de marchandises avec des quantités décroissantes de travail. Le coût du travail par unité de produit ne cesse de diminuer et le prix des produits tend à baisser. Or plus la quantité de travail pour une production donnée diminue, plus la valeur produite par travailleur - sa productivité - doit augmenter pour que la masse de profit réalisable ne diminue pas. On a donc cet apparent paradoxe que plus la productivité augmente, plus il faut qu'elle augmente encore pour éviter que le volume de profit ne diminue. La course à la productivité tend ainsi à s'accélérer, les effectifs employés à être réduits, la pression sur les personnels à se durcir, le niveau et la masse des salaires à diminuer. Le système évolue vers une limite interne où la production et l'investissement dans la production cessent d'être assez rentables. Les chiffres attestent que cette limite est atteinte. L'accumulation productive du capital productif ne cesse de régresser. Aux États-Unis, les 500 firmes de l'indice Standard & Poor's disposent de 631 milliards de réserves liquides ; la moitié des bénéfices des entreprises américaines provient d'opérations sur les marchés financiers. En France, l'investissement productif des entreprises du CAC 40 n'augmente pas même quand leurs bénéfices explosent.

La production n'étant plus capable de valoriser l'ensemble des capitaux accumulés, une partie croissante de ceux-ci conserve la forme de capital financier. **Une industrie financière se constitue qui ne cesse d'affiner l'art de faire de l'argent en n'achetant et ne vendant rien d'autre que diverses formes d'argent. L'argent lui-même est la seule marchandise que l'industrie financière produit par des opérations de plus en plus hasardeuses et de moins en moins maîtrisables sur les marchés financiers.** La masse de capital que l'industrie financière draine et gère dépasse de loin la masse de capital que valorise l'économie réelle (le total des actifs financiers représente 160 000 milliards de dollars, soit trois à quatre fois le PIB mondial). La "valeur" de ce capital est purement fictive : elle repose en grande partie sur l'endettement et le "good will", c'est-à-dire sur des anticipations : la Bourse capitalise la croissance future, les profits futurs des entreprises, la hausse future des prix de l'immobilier, les gains que pourront dégager les restructurations, fusions, concentrations, etc. Les cours de Bourse se gonflent de capitaux et de leurs plus-values futurs et les ménages se trouvent incités par les banques à acheter (entre autres) des actions et des certificats d'investissement immobilier, à accélérer ainsi la hausse des cours, à emprunter à leur banque des sommes croissantes à mesure qu'augmente leur capital fictif boursier. La capitalisation des anticipations de profit et de croissance entretient l'endettement croissant, alimente

l'économie en liquidités dues au recyclage bancaire de plus-value fictives, et permet aux États-Unis une "croissance économique" qui, fondée sur l'endettement intérieur et extérieur, est de loin le moteur principal de la croissance mondiale (y compris de la croissance chinoise). **L'économie réelle devient un appendice des bulles spéculatives entretenues par l'industrie financière. Jusqu'au moment, inévitable, où les bulles éclatent, entraînent les banques dans des faillites en chaîne, menaçant le système mondial de crédit d'effondrement, l'économie réelle d'une dépression sévère et prolongée (la dépression japonaise dure depuis bientôt quinze ans).**

On a beau accuser la spéculation, les paradis fiscaux, l'opacité et le manque de contrôle de l'industrie financière (en particulier des hedge funds), la menace de dépression, voire d'effondrement qui pèse sur l'économie mondiale n'est pas due au manque de contrôle ; elle est due à l'incapacité du capitalisme de se reproduire. Il ne se perpétue et ne fonctionne que sur des bases fictives de plus en plus précaires. Prétendre redistribuer par voie d'imposition les plus-values fictives des bulles précipiterait cela même que l'industrie financière cherche à éviter : la dévalorisation de masses gigantesque d'actifs financiers et la faillite du système bancaire.

La "restructuration écologique" ne peut qu'aggraver la crise du système. Il est impossible d'éviter une catastrophe climatique sans rompre radicalement avec les méthodes et la logique économique qui y mènent depuis 150 ans. Si on prolonge la tendance actuelle, le PIB mondial sera multiplié par un facteur 3 ou 4 d'ici à l'an 2050. Or selon le rapport du Conseil sur le climat de l'ONU, les émissions de CO2 devront diminuer de 85% jusqu'à cette date pour limiter le réchauffement climatique à 2°C au maximum. Au-delà de 2°, les conséquences seront irréversibles et non maîtrisables.

La décroissance est donc un impératif de survie. Mais elle suppose une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux. En leur absence, l'effondrement ne pourrait être évité qu'à force de restrictions, rationnements, allocations autoritaires de ressources caractéristiques d'une **économie de guerre. La sortie du capitalisme aura donc lieu d'une façon ou d'une autre, civilisée ou barbare.** La question porte seulement sur la forme que cette sortie prendra et sur la cadence à laquelle elle va s'opérer.

La forme barbare nous est déjà familière. Elle prévaut dans plusieurs régions d'Afrique, dominées par des chefs de guerre, par le pillage des ruines de la modernité, les massacres et trafics d'êtres humains, sur fond de famine. Les trois *Mad Max* étaient des récits d'anticipation.

Une forme civilisée de la sortie du capitalisme, en revanche, n'est que très rarement envisagée. L'évocation de la catastrophe climatique qui menace conduit généralement à envisager un nécessaire "changement de mentalité", mais la nature de ce changement, ses conditions de possibilité, les obstacles à écarter semblent défier l'imagination. Envisager une autre économie, d'autres rapports sociaux, d'autres modes et moyens de production et modes de vie passe pour "irréaliste", comme si la société de la marchandise, du salariat et de l'argent était indépassable. En réalité une foule d'indices convergents suggèrent que **ce dépassement est déjà amorcé** et que les chances d'une sortie civilisée du capitalisme dépendent avant tout de notre capacité à distinguer les tendances et les pratiques qui en annoncent la possibilité.

[2] Le capitalisme doit son expansion et sa domination au pouvoir qu'il a pris en l'espace d'un siècle sur la production et la consommation à la fois. En dépossédant d'abord les ouvriers de leurs moyens de travail et de leurs produits, il s'est assuré progressivement le monopole des moyens de production et la

possibilité de subsumer le travail. En spécialisant, divisant et mécanisant le travail dans de grandes installations, il a fait des travailleurs les appendices des mégamachines du capital. Toute appropriation des moyens de production par les producteurs en devenait impossible. En éliminant le pouvoir de ceux-ci sur la nature et la destination des produits, il a assuré au capital le quasi-monopole de l'offre, donc le pouvoir de privilégier dans tous les domaines les productions et les consommations les plus rentables, ainsi que le pouvoir de façonner les goûts et désirs des consommateurs, la manière dont ils allaient satisfaire leurs besoins. C'est ce pouvoir que la révolution informationnelle commence de fissurer.

Dans un premier temps, l'informatisation a eu pour but de réduire les coûts de production. Pour éviter que cette réduction des coûts entraîne une baisse correspondante du prix des marchandises, il fallait, dans toute la mesure du possible, soustraire celles-ci aux lois du marché.

Cette soustraction consiste à conférer aux marchandises des **qualités incomparables** grâce auxquelles elles paraissent **sans équivalent** et cessent par conséquent d'apparaître comme de simples marchandises.

La valeur commerciale (le prix) des produits devait donc dépendre davantage de leurs **qualités immatérielles** non mesurables que de leur utilité (valeur d'usage) substantielle. Ces qualités immatérielles - le style, la nouveauté le prestige de la marque, la rareté ou "exclusivité" - devaient conférer aux produits un statut comparable à celui des œuvres d'art : celles-ci ont une **valeur intrinsèque**, il n'existe aucun étalon permettant d'établir entre elles un **rapport d'équivalence** ou "juste prix". Ce ne sont donc pas de vraies marchandises. Leur prix dépend de leur rareté, de la réputation du créateur, du désir de l'acheteur éventuel. Les qualités immatérielles incomparables procurent à la firme productrice l'équivalent d'un monopole et la possibilité de s'assurer une **rente** de nouveauté, de rareté, d'exclusivité. Cette rente masque, compense et souvent surcompense la diminution de la valeur au sens économique que la baisse des coûts de production entraîne pour les produits en tant que marchandises par essence échangeable entre elles selon leur rapport d'équivalence. Du point de vue économique, l'innovation ne crée donc pas de valeur ; elle est le moyen de créer de la rareté source de rente et d'obtenir un surprix au détriment des produits concurrents. La part de la rente dans le prix d'une marchandise peut être dix, vingt ou cinquante fois plus grand que son coût de revient, et cela ne vaut pas seulement pour les articles de luxe ; cela vaut aussi bien pour des articles d'usage courant comme les baskets, T-shirts, portables, disques, jeans etc.

Or la rente n'est pas de même nature que le profit : elle ne correspond pas à la création d'un surcroît de valeur, d'une plus-value. Elle **redistribue** la masse totale de la valeur au profit des entreprises rentières et aux dépens des autres ; elle n'augmente pas cette masse [1].

Lorsque l'accroissement de la rente devient le but déterminant de la politique des firmes - plus important que le profit qui, lui, se heurte à la limite interne indiquée plus haut - la concurrence entre les firmes porte avant tout sur leur capacité et rapidité d'innovation. C'est d'elle que dépend avant tout la grandeur de leur rente. Elles cherchent donc à se surpasser dans le lancement de nouveaux produits ou modèles ou styles, par l'originalité du design, par l'inventivité de leurs campagnes de marketing, par la "personnalisation" des produits. L'accélération de l'obsolescence, qui va de pair avec la diminution de la durabilité des produits et de la possibilité de les réparer, devient le moyen décisif d'augmenter le volume des ventes. Elle oblige les firmes à inventer continuellement des besoins et des désirs nouveaux, à conférer aux marchandises une valeur symbolique, sociale, érotique, à diffuser une "culture de la

consommation" qui mise sur l'individualisation, la singularisation, la rivalité, la jalousie, bref sur ce que j'ai appelé ailleurs la "socialisation antisociale".

Tout s'oppose dans ce système à l'autonomie des individus ; à leur capacité de réfléchir ensemble à leurs fins communes et à leurs besoins communs ; de se concerter sur la meilleure manière d'éliminer les gaspillages, d'économiser les ressources, d'élaborer ensemble, en tant que producteurs et consommateurs, une norme commune du suffisant - de ce que Jacques Delors appelait une "abondance frugale". De toute évidence, la rupture avec la tendance au "produire plus, consommer plus" et la redéfinition autonome d'un modèle de vie visant à **faire plus et mieux avec moins**, suppose la rupture avec une civilisation où on ne produit rien de ce qu'on consomme et ne consomme rien de ce qu'on produit ; où producteurs et consommateurs sont séparés et où chacun s'oppose à lui-même en tant qu'il est toujours l'un et l'autre à la fois ; où tous les besoins et tous les désirs sont rebattus sur le besoin de gagner de l'argent et le désir de gagner plus ; où la possibilité de l'autoproduction pour l'autoconsommation semble hors de portée et ridiculement archaïque - à tort.

Et pourtant : la "dictature sur les besoins" perd de sa force. L'emprise que les firmes exercent sur les consommateurs devient plus fragile en dépit de l'explosion des dépenses pour le marketing et la publicité. La tendance à l'autoproduction regagne du terrain en raison du poids croissant qu'ont les contenus immatériels dans la nature des marchandises. Le monopole de l'offre échappe petit à petit au capital. Il n'était pas difficile de privatiser et de monopoliser des contenus immatériels aussi longtemps que connaissances, idées, concepts mis en œuvre dans la production et dans la conception des marchandises étaient définis en fonction de machines et d'articles dans lesquels ils étaient incorporés en vue d'un usage précis. Machines et articles pouvaient être brevetés et la position de monopole protégée. La propriété privée de connaissances et de concepts était rendue possible par le fait qu'ils étaient inséparables des objets qui les matérialisaient. Ils étaient une composante du capital fixe. Mais tout change quand les contenus immatériels ne sont plus inséparables des produits qui les contiennent ni même des personnes qui les détiennent ; quand ils accèdent à une existence indépendante de toute utilisation particulière et qu'ils sont susceptibles, traduits en logiciels, d'être reproduits en quantités illimitées pour un coût infime. Ils peuvent alors devenir un bien abondant qui, par sa disponibilité illimitée, perd toute valeur d'échange et tombe dans le domaine public comme **bien commun** gratuit - à moins qu'on ne réussisse à l'en empêcher en interdisant l'accès et l'usage illimités auxquels il se prête.

Le problème auquel se heurte "**l'économie de la connaissance**" provient du fait que la dimension immatérielle dont dépend la rentabilité des marchandises n'est pas, à l'âge de l'informatique, de la même nature que ces dernières : elle n'est la **propriété privée** ni des entreprises ni des collaborateurs de celles-ci ; elle n'est pas de par sa nature privatisable et ne peut par conséquent devenir une vraie marchandise. Elle peut seulement être déguisée en propriété privée et marchandise en réservant son **usage exclusif** par des artifices juridiques ou techniques (codes d'accès secrets). Ce déguisement ne change cependant rien à la réalité de bien commun du bien ainsi déguisé : il reste une non-marchandise non vendable dont l'accès et l'usage libres sont interdits **parce qu'ils demeurent toujours possibles**, parce que le guettent les "copies illicites", les "imitations", les usages interdits. Le soi-disant propriétaire lui-même ne peut les vendre c'est-à-dire en transférer la propriété privée à un autre, comme il le ferait pour une vraie marchandise ; il ne peut vendre qu'un droit d'accès ou d'usage "sous licence".

L'économie de la connaissance se donne ainsi pour base une richesse ayant vocation d'être un bien commun, et les brevets et copyrights censés le privatiser n'y changent rien ; l'aire de la gratuité s'étend irrésistiblement. L'informatique et internet minent le règne de la marchandise à sa base. Tout ce qui est traduisible en langage numérique et reproductible, communicable sans frais tend irrésistiblement à devenir un bien commun, voire un bien commun universel quand il est accessible à tous et utilisable par tous. N'importe qui peut reproduire avec son ordinateur des contenus immatériels comme le design, les plans de construction ou de montage, les formules et équations chimiques ; inventer ses propres styles et formes ; imprimer des textes, graver des disques, reproduire des tableaux. Plus de 200 millions de références sont actuellement accessibles sous licence "creative commons". Au Brésil, où l'industrie du disque commercialise 15 nouveaux CD par an, les jeunes des favelas en gravent 80 **par semaine** et les diffusent dans la rue. Les trois quarts des ordinateurs produits en 2004 étaient autoproduits dans les favelas avec les composants de matériels mis au rebut. Le gouvernement soutient les coopératives et groupements informels d'autoproduction pour l'auto approvisionnement.

Claudio Prado, qui dirige le département de la culture numérique au ministère de la Culture du Brésil, disait récemment : "L'emploi est une espèce en voie d'extinction... Nous comptons sauter cette phase merdique du **20<sup>e</sup>** siècle pour passer directement du **19<sup>e</sup>** au **21<sup>e</sup>** siècle". L'autoproduction des ordinateurs par exemple a été officiellement soutenue : il s'agit de favoriser "l'appropriation des technologies par les usagers dans un but de transformation sociale". La prochaine étape sera logiquement l'autoproduction de moyens de production. J'y reviendrai encore.

Ce qui importe pour le moment, c'est que la principale force productive et la principale source de rentes tombent progressivement dans le domaine public et tendent vers la gratuité ; que la propriété privée des moyens de production et donc le monopole de l'offre deviennent progressivement impossibles ; que par conséquent l'emprise du capital sur la consommation se relâche et que celle-ci peut tendre à s'émanciper de l'offre marchande. Il s'agit là d'une rupture qui mine le capitalisme à sa base. La lutte engagée entre les "logiciels propriétaires" et les "logiciels libres" (libre, "free", est aussi l'équivalent anglais de "gratuit") a été le coup d'envoi du conflit central de l'époque. Il s'étend et se prolonge dans la lutte contre la marchandisation de richesses premières - la terre, les semences, le génome, les biens culturels, les savoirs et compétences communs, constitutifs de la culture du quotidien et qui sont les préalables de l'existence d'une société. De la tournure que prendra cette lutte dépend la forme civilisée ou barbare que prendra la sortie du capitalisme.

Cette sortie implique nécessairement que nous nous émanciperons de l'emprise qu'exerce le capital sur la consommation et de son monopole des moyens de production. Elle signifie l'unité rétablie du sujet de la production et du sujet de la consommation et donc l'autonomie retrouvée dans la définition de nos besoins et de leur mode de satisfaction. L'obstacle insurmontable que le capitalisme avait dressé sur cette voie était la nature même des moyens de production qu'il avait mis en place : ils constituaient une mégamachine dont tous étaient les serviteurs et qui nous dictait les fins à poursuivre et la vie à mener. Cette période tire à sa fin.

Les moyens d'autoproduction high-tech rendent la mégamachine industrielle virtuellement obsolète. Claudio Prado invoque "l'appropriation des technologies" parce que la clé commune de toutes, l'informatique, est appropriable par tous. Parce que, comme le demandait Ivan Illich, "chacun peut [l']utiliser sans difficulté aussi souvent ou aussi rarement qu'il le désire... sans que l'usage qu'il en fait empiète sur la liberté d'autrui d'en faire autant" ; et parce que cet usage (il s'agit de la définition

illichienne des outils conviviaux) "stimule l'accomplissement personnel" et élargit l'autonomie de tous. La définition que Pekka Himanen donne de **l'Éthique Hacker** est très voisine : un mode de vie qui met au premier rang "les joies de l'amitié, de l'amour, de la libre coopération et de la créativité personnelle". Les outils high-tech existants ou en cours de développement, généralement comparables à des périphériques d'ordinateur, pointent vers un avenir où pratiquement tout le nécessaire et le désirable pourra être produit dans des ateliers coopératifs ou communaux ; où les activités de production pourront être combinées avec l'apprentissage et l'enseignement, avec l'expérimentation et la recherche, avec la création de nouveaux goûts, parfums et matériaux, avec l'invention de nouvelles formes et techniques d'agriculture, de construction, de médecine etc. Les ateliers communaux d'autoproduction seront interconnectés à l'échelle du globe, pourront échanger ou mettre en commun leurs expériences, inventions, idées, découvertes. Le travail sera producteur de culture, l'autoproduction un mode d'épanouissement.

Deux circonstances plaident en faveur de ce type de développement. La première est qu'il existe beaucoup plus de compétences, de talents et de créativité que l'économie capitaliste n'en peut utiliser. Cet excédent de ressources humaines ne peut devenir productif que dans une économie où la création de richesses n'est pas soumise aux critères de rentabilité. La seconde est que "l'emploi est une espèce en voie d'extinction".

Je ne dis pas que ces transformations radicales se réaliseront. Je dis seulement que, pour la première fois, nous pouvons vouloir qu'elles se réalisent. Les moyens en existent ainsi que les gens qui s'y emploient méthodiquement. Il est probable que ce seront des Sud-Américains ou des Sud-Africains qui, les premiers, recréeront dans les banlieues déshéritées des villes européennes les ateliers d'autoproduction de leur favela ou de leur township d'origine.

## **André Gorz**

**NDLR** : Ce texte qu'André Gorz a terminé d'écrire le 17/09/2007\* est une version revue et approfondie de celui écrit pour le manifeste d'*Utopia*. Rebaptisé pour notre dossier *Le travail dans la sortie du capitalisme* il a depuis été publié dans son livre posthume *Écologica* sous le titre *La sortie du capitalisme a déjà commencé*.

\* cinq jours avant son décès.

[1] La valeur travail est une idée d'Adam Smith qui voyait dans le travail la substance commune de toutes les marchandises et pensait que celles-ci s'échangeaient en proportion de la quantité de travail qu'elles contenaient.

**La valeur travail** n'a rien à voir avec ce qu'on entend par là aujourd'hui et qui (chez Dominique Méda entre autres) devrait être désigné comme **travail valeur** (valeur morale, sociale, idéologique etc.).

Marx a affiné et retravaillé la théorie d'A. Smith. En simplifiant à l'extrême, on peut résumer la notion **économique** en disant : **une entreprise crée de la valeur dans la mesure où elle produit une marchandise vendable avec du travail pour la rémunération duquel elle met en circulation (crée, distribue) du pouvoir d'achat.**

Si son activité n'augmente pas la quantité d'argent en circulation elle ne crée pas de valeur. Si son activité détruit de l'emploi elle détruit de la valeur. La rente de monopole consomme de la valeur créée par ailleurs et se l'approprie.

## André Gorz, penseur de l'émancipation

par [Christophe Fourel](#) & [Francoise Gollain](#), le 3 décembre 2013

La pensée d'André Gorz, multiforme, est entièrement tournée vers la libération : du travail qui empêche l'épanouissement de l'individu, de la consommation qui ne cesse d'enfler, du système social qui fait de l'individu une simple pièce dans une « mégamachine ».

Dans la cartographie du paysage intellectuel européen de la critique sociale depuis les années 1960, la figure d'André Gorz se distinguerait par son originalité et sa singularité. Son œuvre de philosophie sociale et politique occupe incontestablement une place à part, à la fois reconnue et méconnue.

### Il y a plusieurs manières de faire le portrait intellectuel d'un auteur.

Une première façon consiste à retracer son itinéraire et proposer l'histoire de l'évolution et de la réception de ses idées. Une autre consiste à énumérer les principales thématiques de son œuvre et discuter ses apports spécifiques sur chacun d'eux. Une troisième, consiste à identifier, car il y en a toujours un, le fil conducteur de cette pensée et montrer en quoi celui-ci structure et unifie celle-là. Ces différentes façons ne sont pas exclusives l'une de l'autre bien entendu, elles se complètent et permettent alors une certaine fidélité à l'auteur. La mort d'André Gorz, fin septembre 2007, nous autorise aujourd'hui à revenir sur son œuvre complète et à en faire l'exégèse. Dans ce texte nous privilégierons donc la troisième voie. Elle nous semble pertinente pour deux raisons essentielles. La première est que son œuvre n'a pas été reçue de la même façon partout. Lors du dernier entretien accordé du 14 au 20 décembre 2006 au *Nouvel Observateur*, dont il fut journaliste économique pendant près de vingt ans sous le pseudonyme de Michel Bosquet, André Gorz aborde pour la première fois sa filiation doctrinale en indiquant ceci : « Les Britanniques me considèrent comme un héritier de Sartre ; les Allemands, comme un descendant de l'École de Francfort (Adorno et Marcuse) ; en France, je passe plutôt pour un disciple d'Illich ». Existentialisme, Théorie critique et Écologie politique : toute la nature protéiforme de son œuvre peut être résumée par ces quelques phrases relatives à la façon dont celle-ci a été reçue, perçue, interprétée selon la localisation de ses lecteurs. La deuxième raison qui motive l'orientation de ce portrait intellectuel repose sur la conception particulière qu'André Gorz avait de la discipline philosophique. Contrairement par exemple à Gilles Deleuze qui considérait que la philosophie sert d'abord à élaborer des concepts, André Gorz y voyait, lui, surtout une façon de se penser soi-même : « Je ne comprends donc pas la philosophie à la manière des créateurs de grands systèmes philosophiques, mais comme la tentative de se comprendre, de se découvrir, de se libérer, de se créer », disait-il [1] dans un entretien accordé en 1984 à la revue des jeunes du Parti social-démocrate allemand, le SPD. Et c'est bien cette conception particulière de la philosophie qui peut donner la clé des origines, le fil conducteur de sa réflexion. Cet épicycle qui provoquera par la suite les ondes de choc successives au fil de son œuvre tourne incontestablement autour de la question de l'aliénation. Et bien entendu aussi autour de la façon de la dépasser : désaliénation, libération, émancipation sont donc, en quelque sorte, les points cardinaux de la philosophie gorzienne. Que celle-ci soit pensée au niveau individuel ou à un niveau plus collectif, ou mieux encore l'articulation entre les deux. Un peu plus loin, dans l'entretien de 1984, André Gorz affirme : « L'aliénation a été pour moi la question philosophique qui éclairait le mieux mon expérience personnelle. Dès la prime enfance, j'ai eu le sentiment d'être pour les autres quelqu'un que je ne pouvais être moi-même (et inversement) ». Au delà de son cas singulier, ce qui le préoccupe est de comprendre ceci : « comment les gens peuvent se masquer indéfiniment le décalage fondamental entre ce qu'ils sont pour eux-mêmes et ce qu'ils sont dans et par leurs interactions avec les autres et prétendent coïncider, s'identifier avec leur être social, leur nom, leur appartenance ? Et la même question doit évidemment être posée à l'envers également : pourquoi les individus ne peuvent-ils se reconnaître dans les résultats de leur action ni même, le plus souvent, comme auteurs, ou sujets, de leur action ? ».

Les trois premiers ouvrages de Gorz sont de purs essais philosophiques : *Fondements pour une morale* (publié dans une version allégée en 1977 mais écrit entre 1946 et 1955) ; *Le Traître* (1958) et *La Morale de l'Histoire* (1959). Ils constituent le socle sur lequel André Gorz va jeter les bases de sa réflexion autour de l'aliénation, de la libération et l'émancipation des individus, des classes sociales et de la société tout entière. Même si on peut « entrer » dans l'œuvre de Gorz par n'importe lequel de ses ouvrages, nous pensons que la compréhension profonde de sa pensée ne peut être atteinte que si on a eu l'occasion de se confronter à cette trilogie pionnière.

Au moment où Gorz « s'attaque » à la question de l'aliénation, celle-ci n'est pas nouvelle dans les débats théoriques. Elle a fait l'objet de nombreuses réflexions, notamment autour des travaux de Lukács dans l'Allemagne des années 1920. Mais en France, la puissance dominatrice du Parti communiste sur la pensée critique et ce que Gorz (et d'autres) appelait « le catéchisme stalinien » empêchait de donner plus d'ampleur à cette problématique philosophique. C'est l'une des raisons qui conduit d'ailleurs Gorz à se rapprocher des principaux leaders du Parti Communiste Italien qui entretenaient des rapports beaucoup plus distancés vis-à-vis de l'URSS que leurs homologues du PCF. Gorz permettra notamment la publication de textes emblématiques de ces courants d'idées dans la revue *Les Temps Modernes* à laquelle il a pris une part très active auprès de Sartre et Beauvoir. Une des thématiques privilégiées de ce courant était celle du rapport au travail.

### La disparition du travail

André Gorz est souvent présenté comme un des théoriciens de « la fin du travail » pour reprendre le titre du livre de Jeremy Rifkin (lui aussi rangé dans cette même catégorie). Cette catégorisation n'est pas abusive bien entendu mais elle fait l'impasse non seulement sur la subtilité de l'analyse gorzienne mais surtout sur l'évolution de sa pensée en la matière.

Dans une réflexion sur « Emploi et travail chez André Gorz » [2], Denis Clerc et Dominique Méda concluent leur texte par ces quelques mots : « Oui, nous dit Gorz, le travail est important parce qu'il nous permet de produire ce dont nous avons besoin. Oui, la technique est importante, parce qu'elle permet de réaliser cette production avec la moindre dépense de travail. Mais ni l'économique ni le travail ne sont le tout de la vie : remis à leur juste place (modeste), ils joueront le rôle d'un marchepied vers une société cessant d'être « unidimensionnelle » : là est le véritable enrichissement ». Puis ils prolongent : « Le travail permet sans doute que le règne de la nécessité cède la place au règne de la liberté, mais Gorz ajoute, à juste titre, que si le travail est la condition pour sortir du règne de la nécessité, il n'organise en rien le règne de la liberté ». Règne de la nécessité d'un côté, règne de la liberté de l'autre, on le sait cette distinction a été pour la première fois formulée par Marx dans un court (et célèbre) passage du livre III du *Capital*.

Gorz, en effet, se situe dans le droit fil de la pensée de Marx qui, comme l'exprime Richard Sobel « tient la question de la libération du travail (en tant qu'il se trouve ici et maintenant, sous l'oppression capitaliste) comme étant le seul et véritable point de départ pour toute pensée de l'émancipation sociale » [3]. Il est cependant allé au-delà de Marx sur cette question en affirmant une conception anthropologique du travail plus proche de celle d'Hannah Arendt que de celle de l'auteur du *Capital* tout en ayant nourri sa réflexion d'un dialogue ininterrompu avec certains textes de Marx.

Sans être trop schématique, on peut distinguer plusieurs phases dans l'évolution de la pensée de Gorz au sujet du rôle du travail dans l'émancipation sociale. Dans un premier temps, c'est-à-dire dans les années soixante, Gorz est sur une ligne marxiste « classique » (l'homme est avant tout *homo faber*) toutefois inspirée par la critique hétérodoxe développée notamment par son ami et syndicaliste, l'italien Bruno Trentin (qui deviendra bien plus tard secrétaire général de la confédération européenne des syndicats, ou CES). Ainsi, Gorz souligne-t-il à cette époque dans *Le socialisme difficile* (1967) que « la production sociale continuera de reposer principalement sur du travail humain ; le travail social de production restera la principale activité de l'individu ; et c'est par son travail, principalement, que celui-ci sera intégré et appartiendra à la société ». Le front de la lutte pour l'émancipation se situe alors dans

la capacité à résister à la dépossession des savoir-faire à laquelle le capitalisme soumet les ouvriers par la division du travail de plus en plus fine. La véritable évolution de la pensée de Gorz, et son originalité vis-à-vis de celle de Marx, va s'opérer en 1980 avec la parution de son livre *Adieux au prolétariat* [4]. Cet ouvrage, malgré son audience indéniable n'aura pas toujours été bien compris, notamment des milieux syndicaux (de la CFDT en particulier, avec qui Gorz gardera des liens pourtant très étroits). Il est vrai que Gorz y développe l'idée que le mouvement ouvrier n'est plus le lieu au sein duquel peut se penser le dépassement du capitalisme. En conséquence, l'émancipation de la classe ouvrière ne peut pas être la condition d'une libération de la société tout entière. Mais à l'occasion de ce livre, s'agissant de sa réflexion sur l'aliénation et l'émancipation, Gorz transforme l'approche de la dichotomie marxienne sphère de la nécessité/sphère de la liberté en y « important » (ou plutôt en y incorporant) les concepts d'hétéronomie et d'autonomie que lui a inspirés la pensée d'Ivan Illich avec lequel il a développé une complicité intellectuelle depuis le début des années 1970. Faut-il pour autant parler de tournant dans la pensée gorzienne ? Il est difficile de trancher cette question. Le cadre de cet article nous permet pas de développer ce point ; soulignons seulement que si la pensée de Gorz incorpore des concepts Illichiens, c'est que cette façon de prolonger (et même dépasser) la conception marxienne était déjà latente depuis les premiers ouvrages de Gorz, notamment *La Morale de l'Histoire* (1959).

Par ailleurs, Gorz est un observateur perspicace et anticipateur des évolutions à l'œuvre du capitalisme. Or, la nature du travail productif a évolué principalement par une division du travail accrue. Gorz cherche donc à adapter sa compréhension de ces évolutions à partir d'outils intellectuels rénovés. Il n'est donc plus possible, selon lui, d'imaginer que la puissance productive du collectif de travailleurs puisse devenir un instrument adapté de libération pour la société dans son ensemble. Le travail social productif est ainsi devenu la sphère de l'hétéronomie. C'est-à-dire pour lui « l'ensemble des activités que les individus ont à accomplir comme des fonctions coordonnées de l'extérieur par une organisation préétablie ». Mieux vaut, dans ces conditions, chercher à ce que ce travail sur lequel les travailleurs ont de moins en moins de prise en termes d'organisation, de coopération (voire d'autogestion) devienne le plus efficace possible en sorte de faire porter la lutte pour l'émancipation sur le front de la réduction du temps de travail puisque les gains de productivité pourront le permettre. Ainsi, les individus pourront espérer obtenir un épanouissement en dehors du travail et y développer des activités autonomes, c'est-à-dire pour Gorz, des activités qui sont à elles-mêmes leur propre fin. L'autre aspect qui poussera Gorz à évoluer dans ses conceptions concerne la dynamique de l'emploi. Il fait en effet le constat que les gains de productivité obtenus par la division du travail et le progrès technique sont tels que l'emploi est condamné à se rétrécir toujours plus. Au point que Gorz affirme dans *Les Métamorphoses du travail* que « l'économie n'a plus besoin (et aura de moins en moins besoin) du travail de tous et de toutes » [5]. « La société de travail est caduque, ajoute-t-il : le travail ne peut plus servir de fondement à l'intégration sociale ». D'où le sous-titre de ce livre : « *quête du sens* ». Une société qui fait tout pour économiser du travail ne peut donc pas, en même temps glorifier le travail comme la source de l'identité et l'épanouissement personnels. Les politiques publiques qui se donnent comme finalité de créer de l'emploi sont donc vouées à l'échec, et même plus : elles sont un leurre. Pour lui, au contraire, une politique lucide devrait consister à mettre en œuvre des « formules de redistribution du travail qui en réduisent la durée pour tout le monde, sans pour autant le déqualifier ni le parcelliser » [6]. Cependant, plusieurs auteurs ont critiqué les raisonnements économiques de Gorz et contesté, statistiques à l'appui, ses thèses selon lesquelles la réduction de l'emploi serait inéluctable [7]. Plus précisément, ils lui reprochaient une généralisation excessive du phénomène, tout en reconnaissant qu'elles étaient loin d'être infondées dès lors que l'on se donne la peine de prendre du recul. On doit ajouter que ces critiques adressées à André Gorz étaient antérieures à la « crise » économique et financière survenue avec la faillite de la banque Lehmann Brothers au cours de l'automne 2008. Depuis, non seulement les évolutions de l'emploi (hausse vertigineuse du chômage, précarisation accrue, détérioration de la qualité de l'emploi) mais également l'inefficacité grandissante des politiques de l'emploi n'ont fait que renforcer les thèses gorziennes en leur donnant une pertinence plus aigüe encore.

André Gorz a ensuite franchi une étape supplémentaire sur la question de l'émancipation vis-à-vis du travail, en se prononçant, à partir du milieu des années 1990, pour l'instauration d'un Revenu d'existence sur lequel nous reviendrons en dernière partie de ce texte.

### Une philosophie de la praxis aliénée — L'idéal d'autonomie

La distinction entre sphère de l'hétéronomie et sphère de l'autonomie qui apparaît dans *Adieux au prolétariat* a donné lieu à des critiques comme à des erreurs régulières de lecture. Une appréciation correcte de cette dichotomie est par ailleurs rendue délicate par le fait que Gorz finira par rejeter lui-même cette théorisation initiale en termes de « sphères » notamment lorsqu'il publie *Misères du présent, richesse du possible* (1997). Il s'agit pourtant là d'une représentation, fondée sur des considérations de philosophie morale et politique, qui constitue l'un des traits permanents de son œuvre. Cette philosophie singulière développée, non seulement en disciple créatif de Sartre et de Marx, est directement redevable à la pensée critique allemande ainsi qu'en convergence profonde avec la philosophie du sujet d'Alain Touraine. Si la double problématique esquissée en introduction — aliénation définie comme l'impossibilité de vouloir ce que l'on fait et donc d'assumer des actions que l'on aurait prises pour fin et, à l'opposé, souveraineté et autonomie du sujet — fait d'abord sens rapportée globalement à dialectique sartrienne de la liberté exposée dans *L'Être et le néant*, elle emprunte plus spécifiquement à la relecture des thèses marxistes par Sartre dans *La Critique de la raison dialectique* (CRD) qu'on résumera très sommairement de la manière suivante : si les conditions d'existence sociale déterminent l'existence individuelle, celles-ci sont le produit de la libre praxis de ces individus. Cette pratique matérialisée, collective mais non collaborative, ne se confond cependant pas avec la finalité posée par chaque individu. En effet, selon Gorz, « la plus grosse partie de l'œuvre de Marx montre comment les hommes « voient leur praxis objectivée et détournée de sa finalité propre par la praxis *des autres*, devenir pour elle-même *autre* et retomber dans un *système* inerte dont les nécessités inhumaines se réalisent par la liberté aliénée des individus. La raison fondamentale de l'aliénation est que (je simplifie beaucoup) le monde, au lieu d'être produit comme l'objet *volontaire commun* de tous (par coopération et division volontaires du travail) est produit *par-dessus le marché* comme totalisation non voulue, par la matière inerte et les lois inorganiques, d'un fourmillement de praxis antagonistiques » [8].

Lorsqu'à partir de 1980, Gorz refuse tout crédit à la thèse dont il avait été l'un des promoteurs passionnés depuis les années 1960 et selon laquelle il serait possible d'autogérer le processus social de production dans sa globalité, il fait retour, stimulé par l'apport d'Illich, à une conception sartrienne selon laquelle les activités, qu'il disait ressortir de la « sphère de l'hétéronomie », concernent le fonctionnement de la société en tant que système matériel ; à ceci près que, désormais, l'organisation de cette sphère répond à un dessein en partie conscient puisqu'elle comprend non seulement les transactions marchandes mais encore l'appareil administratif et les services publics qui se sont simultanément étendus dramatiquement (transports, télécommunications, formation, médecine, appareil juridique et policier, monnaie comme équivalent universel). Il n'en reste pas moins que l'idée que sa logique et ses effets échappent à *chacun des sujets* demeure centrale. « Effet de système », le pouvoir — qui n'est pas à confondre avec la domination — demeure analysé comme résultant « de la structuration du système matériel de rapports dans lequel une loi des choses asservit les hommes par l'intermédiaire d'autres hommes » [9].

Sa thèse de l'époque peut donc se résumer de la façon suivante : l'existence des deux sphères distinctes est donc la condition de l'autonomie de l'individu d'une part et de la liberté d'association qui fonde une société civile d'autre part.

### La phénoménologie existentielle : le non socialisable comme source de la moralité

L'œuvre d'André Gorz appelle ainsi une réflexion et à une redéfinition des rapports entre individu et société dans les sociétés modernes. Sa problématisation du processus de socialisation empruntait à la

phénoménologie et l'amenait à insister sur le fait que le « monde vécu » des sociologues n'a qu'un rapport lointain avec celui des phénoménologues — avec le *Lebenswelt* de Husserl ; d'où un divorce avec Jürgen Habermas et une connivence théorique avec Alain Touraine : « Pour Habermas, l'autonomie individuelle est une compétence morale et psychologique acquise par le biais de la socialisation, pour Gorz, l'autonomie est un acte de souveraineté qui marque les limites de la socialisation » [10]. La compréhension commune à Habermas et Touraine de la modernité comme processus fondamentalement émancipateur ne devrait pas aboutir à ignorer cette différence essentielle : la centralité du « monde vécu » éclipse le caractère de *sujet* des acteurs sociaux chez le premier alors que cette dimension est fondamentale chez le second qui se reconnaissait une veine sartrienne, soulignait Gorz [11].

Bien que reconnu comme critique sociale, André Gorz est en effet *d'abord et avant tout* un philosophe, et non un sociologue. Pour lui, comme pour Sartre, l'expérience personnelle déborde toujours l'expérience sociale parce qu'il refuse de réduire l'individu à la somme de ses rôles sociaux ; celui de travailleur notamment.

Bien sûr, le travail salarié peut être source de gratification, de stimulation, et bien sûr d'identité, ainsi que d'une existence sociale et donc aussi publique, contre l'enfermement de la sphère privée. Gorz reconnaît effectivement qu'en ce sens le capitalisme a inventé la figure de l'individu moderne, et que l'identité politique et la liberté juridique sont intimement liées au développement du travail, dit « libre » par Marx, par lequel l'individu aliène sa force de travail [12].

Cependant, notre société qui continue à s'organiser autour du travail, mais qui en réalité voue à l'inutilité une proportion grandissante de la population ne sert plus les individus. Appelant à « sortir du travail » Gorz, comme Touraine, affirme le caractère caduc du critère de fonctionnalité. C'est la raison pour laquelle il appelle au dépassement de ce qu'il nomme « une société du travail ». Son dépassement vers une véritable « société de culture » reposera nécessairement sur ceux qui s'identifient le moins à leur rôle de salarié et refusent de *fonctionner* principalement comme des rouages du système de production-consommation. Ces individus incarnent potentiellement une nouvelle figure de l'individu moderne. Ils approchent également le concept de *Sujet*, élaboré par Touraine, qui s'oppose « à la logique de domination sociale au nom d'une logique de la liberté, de la libre production de soi » [13].

Ce présupposé d'un hiatus entre l'identité du sujet comme être social d'une part, et son existence individuelle non socialisable d'autre part, constitue le cœur de l'éthique et de la pensée politique d'André Gorz : c'est sur cette base en effet qu'André Gorz participe d'un courant novateur de la gauche ayant saisi la perte de centralité du travail et du prolétariat comme réservoir d'énergie utopique (Habermas) au profit d'une mutation culturelle portée par les nouveaux mouvements sociaux — et au premier chef le mouvement écologiste — fondée sur une éthique de soi, capable de comprendre le soin des autres .

### Une écologie du monde vécu — Le politique comme lieu de la tension essentielle

À la suite de la parution tardive de *Fondements...* en 1977, Gorz expliquait à propos de la nécessaire et fondamentale philosophie morale qui devrait être au principe de l'action politique : « ce genre d'investigation doit partir des certitudes les plus fondamentales qui sont toujours déjà obliées ou occultées par notre éducation ou notre culture : les certitudes sensibles, en commençant par celles du corps » [14]. C'est sur la base de ces certitudes que les révoltés, questionnant les acquis culturels, s'efforcent de jeter les bases d'une nouvelle rationalité. Cette affirmation des droits de la sensibilité « n'a rien d'apolitique d'ailleurs : la seule manière de faire vraiment de la politique aujourd'hui c'est à la manière de faire des mouvements écologistes, de s'occuper des *préalables* de toute activité politique vraie » [15].

L'expérience sensible, intime du monde, déniée par l'exercice de la raison instrumentale — les choix technologiques et les priorités socio-économiques posées par une caste de technocrates, sont

justement ce qui a motivé les écologistes à s'emparer de la question du politique de manière à contester les impératifs systémiques [16]. En revanche, l'écologie purement scientifique qui vise à déterminer des limites écologiquement supportables pour le développement de l'industrialisme sans remettre en question l'hégémonie de sa rationalité instrumentale « relève d'une conception typiquement anti-politique. Elle abolit l'autonomie du politique en faveur de l'expertocratie, en érigeant l'État et les experts d'État en juges des contenus de l'intérêt général et des moyens d'y *soumettre* les individus. L'universel est séparé du particulier, l'intérêt supérieur de l'humanité est séparé de la liberté et de la capacité de jugement autonome des individus » [17]. C'est la raison pour laquelle, pour Gorz la « défense de la nature » est en vérité une « défense du monde vécu », ce monde qui résulte des actions et des intentions des individus [18].

Sa conception de l'exercice de la démocratie est fondée sur le postulat de tensions irréductibles entre les déterminations de la matérialité et exigences morales. Gorz renvoie à la structure bipolaire du politique mise en exergue par le philosophe américain Dick Howard [19]. Après lui, il le définit comme la nécessaire et perpétuelle médiation publique entre les droits de l'individu et l'intérêt de la société prise dans son ensemble, qui fonde et conditionne ses droits. Toute tentative d'abolition de cette polarité n'est rien moins qu'une négation du politique, un fantasme de retour à une pré-modernité.

### Un Marx contre l'autre

André Gorz a affirmé de manière répétée que c'est le maintien de ce *modèle dialectique* qui peut nous sauver de tous les totalitarismes, qu'ils soient capitalistes, communistes, technologiques, ou d'ailleurs anti-technologiques.

Ces différents types de société se caractérisent tous par un idéal de transparence et l'exigence d'une personnalisation des contraintes systémiques dans laquelle le règne de la nécessité est sublimé et régit la vie communautaire. Ils supposent une micro-société à structure familiale mais « coextensive à l'humanité entière » [20], qu'on rencontre chez Marx et dans tous les fantasmes d'autosuffisance absolue et de re-tribalisation. Gorz a ainsi trouvé dans certains textes de Marx des instruments théoriques pour s'opposer à d'autres qui exhibent une conception communautariste de la communauté des « producteurs associés » [21]. Ces textes présupposent la possibilité pour l'être social d'intégrer toutes les dimensions de l'existence individuelle, qui fut la racine des collectivismes totalitaires abolissant le sujet de la moralité ; est ainsi vidé de son sens le concept de même d'une morale socialiste. En bref, contre ces fantasmes d'abolition de l'ordre moderne, Gorz faisait, une fois encore, valoir que les pouvoirs d'une « machinerie sociale inerte » (Sartre), les « puissances sociales autonomisées » (Marx) ne peuvent jamais être totalement détruites.

En raison de l'impossibilité d'une élimination complète de l'aliénation, il insistait, au niveau philosophique, sur le caractère asymptotique de la poursuite de l'autonomie : elle est un but vers lequel tendre, une valeur éthique. Le sujet se produit contre les limites qui sont imposées à son autonomie ; par exemple, à la réduction de son identité à son employabilité ou bien à une définition de ses besoins par des technocrates [22].

C'est également la raison pour laquelle, en termes politiques, dans la perspective gorzienne, le socialisme ne se définissait pas en fonction d'autres *modèles* existants mais en tant que critique radicale de certaines formes de société : il est à concevoir « non comme un système économique et social différent mais, au contraire, comme le projet pratique de réduire tout ce qui fait de la société un système, une mégamachine, et de développer en même temps des formes de sociabilité auto-organisées » [23].

### Norme politique du suffisant, garantie du revenu et sortie du capitalisme

Ce développement des individualités, *indépendamment de leur utilité sociale*, assigne à un projet de transformation radicale la mise en question de l'aliénation par les besoins aussi bien que par le travail (ses conditions, sa précarité, son manque). Gorz a en effet montré que l'invention du travail au sens

moderne du terme est corrélative de l'incapacité des individus à reconnaître ce qu'il appelait une « norme commune du suffisant ». Or, les traditions et les éléments culturels pouvant servir de point d'appui à une diminution du travail et de la consommation ayant été éliminés par le développement du capitalisme peuvent être rétablis *collectivement* ; « [cette norme du suffisant] doit être institué[e] ; [elle] relève du politique, plus précisément de l'écopolitique et du projet écosocial » [24] qui vise à une autonomie et une sécurité existentielle accrues pour chacun.

L'attribution d'un revenu garanti constitue dans sa perspective une pièce essentielle de cette sécurité existentielle ; cependant il nous faut souligner une évolution significative de sa conception.

À partir de la parution de son livre *Les chemins du paradis* [25] en 1983, il défend l'idée de l'instauration d'un « revenu à vie » sous la forme d'un « revenu social » déconnecté du temps de travail. Il précise également que la garantie d'un revenu indépendant de l'occupation d'un emploi ne peut devenir émancipatrice qu'à la condition qu'elle ouvre de nouveaux espaces d'activité individuelle et sociale, sinon elle ne s'apparenterait qu'à un salaire social de leur inactivité forcée. Jusqu'au milieu des années 1990, Gorz reste sur cette ligne et fera de la réduction générale de la durée du travail (jusqu'à 20 000 heures sur la vie précisait-il) avec la garantie de revenu ses principaux arguments en faveur d'une transformation sociale.

Cette conception d'un découplage entre *temps* travaillé et *niveau* du revenu l'opposait non seulement aux libéraux mais également aux partisans d'un découplage complet entre travail et revenu sous forme d'une allocation universelle. On le sait, André Gorz a longtemps récusé cette proposition parce qu'il y voyait un obstacle à son idée première : puisque le travail « hétéronome » est une nécessité sociale, mais que, en même temps, en limitant l'autonomie de ceux qui l'exercent, il va à l'encontre d'une vie bonne, autant faire que chacun porte sa part de fardeau.

L'année 1997 marque un véritablement tournant dans sa pensée lorsqu'il abandonne sa conception précédente pour se rallier à l'instauration d'un revenu d'existence déconnecté du travail, influencé par son dialogue avec différents partisans de l'inconditionnalité [26] mais aussi, et surtout, par Jean-Marie Vincent l'incitant à revenir aux *Grundrisse* de Karl Marx et à son court (mais percutant) passage sur le « general intellect ». Sur cette question, il fait désormais route avec les théoriciens du Capitalisme cognitif [27] ; puis, à partir de 2003-2004, il radicalise encore sa position lorsqu'il se reconnaît une forte parenté avec le courant marxiste dit de « la critique de la valeur », représenté aux États-Unis par Moishe Postone [28], et dans l'espace germanophone par Robert Kurz et les groupes *Krisis* puis *Exit*, ainsi que par la revue *Streifzüge* basée à Vienne.

Gorz franchit le pas vers une inconditionnalité totale de l'attribution d'un revenu qu'il souhaitait voir établi à un niveau « suffisant » pour permettre de vivre sans dépendre du travail, en raison de changements profonds de la nature du travail : tandis que le modèle tayloriste de la période industrielle reposait sur une prescription des corps, l'autonomie est désormais exigée des individus. La performance repose de plus en plus, non seulement sur le niveau des connaissances formelles, l'échange et la gestion de flux d'informations mais encore sur les savoirs informels et qualités toutes personnelles des individus (aptitude à collaborer, imagination, etc.) ; donc sur une dimension immatérielle d'« intelligence collective » plutôt que sur la matérialité de l'acte productif. Par conséquent, il devient de plus en plus difficile envisager une réduction homogène du temps de travail en définissant « une quantité de travail incompressible à accomplir par chacun au cours d'une période déterminée » [29]. D'ailleurs, ce temps de travail visible est infime en regard du temps nécessaire à la reproduction des compétences très larges de la force de travail. En effet, dans une économie post-industrielle désormais fondée sur la connaissance, ce n'est plus dans les entreprises mais désormais dans la société tout entière que s'opère l'essentiel des processus de création de savoirs et de richesses, selon une logique qui trouve sa figure exemplaire dans le modèle coopératif et non marchand du logiciel libre et de la *Wikiéconomie*. Gorz voit alors dans une utilisation subversive des nouvelles technologies de l'information la possibilité d'aller vers une économie de la gratuité, c'est-à-dire d'une production de richesses véritables (et non plus de biens marchands) résultant d'activités échappant au salariat et à la logique du profit ; en bref, d'une

sortie du capitalisme. Ces activités deviendraient prépondérantes au niveau mondial et ne se limiteraient plus à une « sphère » de l'autonomie.

Pour conclure, la revendication gorzienne se distingue de positions proches en faveur de ce type de revenu par le refus d'une définition élargie du travail et une insistance sur la nécessité de sortir de la perspective et des catégories économiques : dans son optique, il ne s'agit pas de *rémunérer* les individus en vertu de leur contribution sous formes diverses à la société (même hors entreprise) mais, au contraire, de faire du *développement inconditionnel des individualités* (Marx) le critère premier de son attribution et, ce faisant, d'amorcer « l'exode de la société du travail et de la marchandise » [30]. Cette justification — philosophique et non économique — peut donc être comprise dans sa radicalité comme l'aboutissement de l'effort d'une vie entière pour penser la sortie de l'aliénation.

#### Notes

[1] « L'Homme est un être qui a à se faire ce qu'il est », entretien pour la revue mensuelle du syndicat allemand DGB, janvier 1984, reproduit in Christophe Fourel (dir.), *André Gorz, un penseur pour le XXI<sup>ème</sup> siècle*, p. 249-267 (deuxième édition, La Découverte, 2012).

[2] Voir le Chapitre 5 in *André Gorz, un penseur pour le XXI<sup>ème</sup> siècle, op. cit.*

[3] Richard Sobel, « Le règne de la nécessité borne-t-il l'émancipation sociale ? », *Revue économique* — vol. 62, N°2, mars 2011.

[4] Sous-titre : *au-delà du socialisme*, Paris, Seuil, [édition originale : Galilée], 1980.

[5] *Métamorphoses du travail, quête du sens*, Paris, Galilée 1988, p. 93.

[6] *Ibid.*, p. 95.

[7] Cf. D. Clerc et D. Méda, *op. cit.*

[8] Dans un document inédit non daté mais qu'on peut dater approximativement du tournant des années 50 : « Force et faiblesse du marxisme aujourd'hui », Fonds André Gorz, Institut Mémoires de l'Édition Contemporaine (IMEC), reproduit avec l'aimable autorisation de son directeur Olivier Corpet, et exécuteur testamentaire pour l'ensemble de l'œuvre d'André Gorz.

[9] *Adieux ...*, *op. cit.*, p. 80.

[10] Finn Bowring, « Habermas and Modernity », *Telos*, 106, hiver 1996, p. 95. Notre traduction.

[11] Cf. *Misères du présent, richesse du possible*, Paris, Galilée, 1997, Digression 1.

[12] Comme le rappelait Bernard PERRET, « La politique sans l'économie ? À propos des *Métamorphoses du travail* d'André Gorz », *Esprit*, mars-avril 1990, p. 93-107.

[13] Touraine, *Critique de la modernité*, Le livre de poche/Fayard, Paris, 1992.

[14] André Gorz, François Châtelet, "Et si la politique redécouvrait la morale...", (Propos recueilli par Gilles Anquetil), *Les Nouvelles littéraires*, n° 2583, 5 mai 1977, p. 11.

[15] *idem.*

[16] C'est l'existence même de ce sujet incarné et sensible qu'André Gorz défendait avec tant de ferveur dans ses derniers textes contre les idéologies montantes du post-humanisme et du trans-humanisme et constituait un de ces différents avec le courant cognitiviste avec lequel il partageait de nombreux présupposés. cf. *L'Immatériel*, Paris, Galilée, 2003, chapitre IV.

[17] André Gorz, « L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation » (1992) reproduit dans l'anthologie posthume : *Ecologica*, Galilée, 2008. Cet article qui constitue son testament écologique ré-élabore dans un sens phénoménologique les intuitions du fameux essai de 1977 « Écologie et liberté », in *Écologie et Politique*, Points/Seuil, 1978, p. 47. Il occupait ainsi une position tout à fait originale dans le champ de l'écologie ; cf. Françoise Gollain 'André Gorz était-il un écologiste ? ', *Écologie et politique*, 44, mars 2012, p. 77-92.

[18] *Ibid.*, p. 49.

[19] Cf. « De la tentation de l'anti-politique à la politisation de la politique » et « Droit et démocratie : de Habermas à Kant » in Dick Howard, *Pour une critique du jugement politique*, Cerf, 1998.

[20] Gorz se réfère ici à l'analyse de Pierre Rosanvallon, *Le Capitalisme utopique. Histoire de l'idée de marché*, Le Seuil, 1979 ; coll. Points Politique, 1989 (sous le titre *Le Libéralisme économique*) ; nouvelle édition sous le titre initial, Points Essais, 1999.

[21] Y compris ceux du jeune Marx : *Les Manuscrits de 1844* et *L'Idéologie allemande*. En accord avec Richard Sobel, on peut dire que la boussole de Gorz est restée fidèle aux exigences que Marx avait formulées dans le livre III du *Capital* et qu'ainsi il « a pu échapper au risque de fuite dans le communautaire qui menace toute pensée de l'émancipation sociale », cf. Richard Sobel, *op. cit.*, p. 211.

[22] Entretien avec André Gorz, in Françoise Gollain, *Une critique du travail. Entre écologie et socialisme*, Paris, La Découverte, 2000, p. 231.

[23] *Capitalisme, socialisme, écologie*, Paris, Galilée, 1991, p. 104-105.

[24] André Gorz, « L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation », *art. cit.*, p. 66.

[25] Paris, Galilée.

[26] Citons entre autres Philippe Van Parijs, Marie-Louise Duboin qui poursuivait l'oeuvre du mouvement abondanciste fondé par Jacques Duboin (cf. leurs contributions respectives in *André Gorz, un penseur pour le XXIème siècle*, *op. cit.*), ainsi qu'Alain Caillé et le Mouvement Anti-Utilitariste dans les Sciences Sociales (MAUSS).

[27] Et notamment Carlo Vercellone dont il se sentait le plus proche au sein de cette école de pensée ; c.f. sa contribution : *Sortir du capitalisme : le scénario Gorz*, sous la direction d'Alain Caillé et Christophe Fourel, Le Bord de l'Eau, novembre 2013.

[28] Son ouvrage séminal est : *Temps, travail et domination sociale. Une réinterprétation de la théorie critique de Marx, Mille et une nuits*, Paris, 2009.

[29] *Misères du présent ...*, *op. cit.*, p. 144.

[30] Titre de son article publié dans *Mouvements*, 50, juin 2007, et le texte le plus fouillé sans doute des publications de sa dernière année.

## Salariat ou revenu d'existence ?

*Lecture critique d'André Gorz par [Robert Castel](#), le 6 décembre 2013*

Gorz a mesuré, avec justesse, les transformations du travail à partir des années 1970, devenant à ses yeux de plus en plus aliénant. Il en a conclu qu'afin de s'en libérer, il fallait promouvoir un revenu d'existence assurant pour tous des conditions de vie décentes. La proposition est séduisante, mais, comme le souligne R. Castel dans ce texte posthume, elle est économiquement et historiquement contestable.

Je voudrais proposer quelques remarques critiques sur la conception du travail élaboré par André Gorz. Je les formule avec un certain embarras car j'ai une grande admiration pour l'homme, pour la manière dont il a conduit sa vie et dont il a choisi sa mort. Je me rattache aussi, à une dizaine d'années près, à cette génération en voie d'extinction qui a commencé à réfléchir dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale et qui a fait de l'émancipation de l'individu la valeur de référence, ce qu'il fallait essayer de réussir pour soi-même et de partager avec les autres. Cette posture affective et intellectuelle a voulu associer, ce qui peut paraître paradoxal et même contradictoire aujourd'hui, une éthique sartrienne de la liberté et une conscience marxienne du poids écrasant des déterminismes sociaux, de la violence, des contraintes et des injustices de l'histoire. Je partage avec André Gorz cette double sensibilité et une fidélité indéfectible aux valeurs de la gauche.

S'agissant du travail, je reconnais qu'André Gorz a été un précurseur extraordinairement lucide dans la prise de conscience des transformations intervenues depuis une quarantaine d'années dans ce champ, en particulier en comprenant toute l'importance d'un processus de dégradation de l'emploi devenant, à travers l'installation d'un chômage de masse et le développement de la précarité, un élément déterminant de la conjoncture actuelle qui nous oblige à repenser la problématique du travail. Je reconnais aussi qu'il a tiré de ces transformations des implications décisives comme la nécessité de promouvoir une politique résolue de réduction du temps de travail ou une critique avant la lettre de l'idéologie du « travailler plus pour gagner plus » qui vaut plus que jamais aujourd'hui.

Cependant, en dépit de ces complicités qui ont pour moi valeur d'hommages, je pense aussi qu'à un certain moment de sa trajectoire André Gorz a dérapé. En radicalisant ses analyses sur le travail il a opéré une fuite en avant le conduisant à préconiser un « exode hors de la société du travail » qui me paraît à la fois sociologiquement erroné et politiquement dangereux. Ce sont surtout ces extrapolations que je voudrais contester avec beaucoup de respect pour l'auteur d'une telle œuvre, et en rappelant aussi que l'apport d'André Gorz est loin de se réduire à cette interprétation de la thématique du travail.

### Libération par le travail ou libération du travail

Dans la perspective émancipatrice qui est la sienne, il était en quelque sorte naturel qu'André Gorz rencontre et adhère à la conception marxiste du travail, et spécialement à celle du jeune Marx qu'il interprète, dit-il en 1969, « en tant qu'humanisme de la pratique et du libre développement humain » [1]. Il affirme explicitement dès 1967 que « la production sociale continuera de reposer sur le travail humain ; le travail social de production restera la principale activité de l'individu ; et c'est par son rapport au travail, principalement que celui-ci sera intégré et appartiendra à la société » [2]. Gorz a d'ailleurs toujours été allergique à l'interprétation structuraliste, althussérienne, du marxisme alors dominante en France, du moins dans les milieux intellectuels. Il est plus proche dans sa filiation historique des positions du jeune Marx et dans les années 1960 de certains courants italiens liés au mouvement ouvrier et syndical de Bruno Trentin, qui font de la libération du travail et de la libération par le travail à la fois l'objectif politique prioritaire et le moyen nécessaire de la libération de l'homme. Comme le dit Alain Supiot commentant la position de Bruno Trentin : « Toute cité est d'abord une cité du travail et elle n'est vraiment libre que si elle promet à ses membres d'éprouver leur liberté dans le

travail » [3]. André Gorz, ami de Bruno Trentin, aurait pu et même dû, me semble-t-il, adhérer à l'époque à ce type de position. C'est une sorte d'actualisation de la conception prométhéenne du prolétariat qu'avait portée Marx, une classe complètement aliénée par le travail mais qui aurait la capacité de libérer l'ensemble de l'humanité en se libérant elle-même.

Cette perspective change profondément dans *Les adieux au prolétariat. Au-delà du socialisme* paru en 1980. Entre-temps il a dû advenir bien des déceptions : la prise de conscience que des espérances qui s'étaient levées autour de 1968 avaient tourné court, un désaccord profond avec les groupes gauchistes et maoïstes se réclamant de la révolution prolétarienne... mais je ne me permettrai pas de faire la psychologie d'André Gorz. Le fait est qu'il entérine le constat que le prolétariat n'est plus, sociologiquement et politiquement parlant, ce qu'il avait été pour Marx et pour une grande partie du mouvement socialiste depuis le début du XIXe siècle, cette force alternative capable de porter une transformation globale de la société capitaliste.

Ce livre avec son titre et son sous-titre quelque peu agressifs ont pu choquer parce qu'ils paraissaient prendre à contre-pied les traditions de la gauche. Cependant l'ouvrage exprimait une position qui n'était pas foncièrement originale à l'époque, même si elle était surtout représentée de l'autre côté de l'échiquier politique. C'est ainsi par exemple que Michel Crozier déclarait dès 1959 : « Une phase de notre histoire sociale doit être définitivement close, la phase religieuse du prolétariat » [4]. Pour beaucoup et même pour la majorité des analystes sociaux surtout à partir des années 1970, le prolétariat, et aussi la classe ouvrière qui était devenue sa forme d'organisation, ne pouvaient plus être tenus, comme ils l'avaient été depuis un siècle, pour le centre de gravité autour duquel tournerait l'essentiel de l'histoire sociale.

Derrière ce constat dont les conséquences politiques sont lourdes il y a chez Gorz une interprétation des transformations de la nature du travail lui-même qu'il a été l'un des premiers à élaborer. Le travail n'a plus, si tant est qu'il ne l'ait jamais eue, cette fonction prométhéenne que lui prêtait Marx et qui l'aurait rendu capable de libérer le travailleur et de libérer l'humanité avec lui. Dans son instrumentalisation par le capitalisme, « c'est dans l'immense majorité des cas une activité passivée, préprogrammée, totalement assujettie au fonctionnement d'un appareil et ne laissant pas de place à l'initiative individuelle » [5]. Ainsi, au lieu d'être la voie privilégiée vers l'autonomie, le travail sous la forme que lui a imposée le capitalisme a une dimension fondamentalement « *hétéronome* ». Non seulement le travail est aliéné, mais il est lui-même un facteur d'aliénation.

André Gorz tire de cette analyse une implication décisive. Faute de pouvoir se libérer *par le travail*, il faudrait plutôt *se libérer du travail*, c'est-à-dire essayer de réduire le plus possible son importance dans la vie sociale. Gorz enchaîne en préconisant une diminution drastique de la durée du travail, qui « pourrait n'occuper que deux heures par jour ou une dizaine d'heures par semaine ou encore quinze semaines par an ou une dizaine d'années dans une vie » [6]. Dès lors, et cette conséquence sera explicitée dans *Les chemins du Paradis* (1983), l'intérêt de la vie glisse du travail au non-travail, vers les activités du temps libre, l'investissement dans le facultatif, le gratuit et l'éphémère, qui deviennent, davantage que le travail, des formes de production donnant son sens et sa saveur à la vie [7].

En ce qui me concerne je pense que les propositions d'André Gorz en vue d'une réduction du temps de travail sont tout à fait justifiées. À condition que le travail continue à donner les moyens d'assurer les besoins de base de l'individu – c'est essentiel, et j'y reviendrai – il n'y a que des avantages à ce qu'il occupe une durée de plus en plus limitée dans la vie des sujets sociaux. C'est même un enseignement irrécusable de l'histoire sociale : le prolétaire du XIXe siècle passait de 70 à 80 heures de travail hebdomadaires dans le malheur, ce fut une grande conquête sociale que les salariés du Front populaire n'en passent plus que 40, et pourquoi ne pas espérer, compte tenu aussi des gains de productivité, qu'ils n'en passent plus à l'avenir que 30, ou 20, ou même moins encore ?

Cependant on peut et on doit distinguer franchement (ce que Gorz ne fait peut-être pas dans ses premiers textes, et en tous cas qu'il ne continuera pas à faire) une relativisation de l'importance *quantitative* du travail dans la vie des travailleurs et une relativisation, et une remise en cause totale, de son importance en tant que *condition de possibilité* pour assurer une certaine indépendance économique et sociale aux sujets sociaux. Pour ma part, je continue aujourd'hui à penser, en dépit des déclarations dans l'air du temps sur le « travailler plus pour gagner plus » que la réduction du temps de travail est un objectif de politique progressiste très important – à condition qu'elle ne se paye pas d'une réduction des prérogatives et des droits (droits du travail, protection sociale) attachés à la condition de travailleur. Mais s'agissant d'André Gorz il me semble que lorsque cette idée émerge dans sa réflexion au début des années 1980 c'est sous une forme ambiguë, et que, comme on le verra, cette ambiguïté va malheureusement être levée par la suite dans le sens de l'abandon complet de cette exigence de continuer à faire du travail un support d'intégration.

### Dégradation du travail ou disparition du travail

André Gorz a aussi joué un rôle précurseur et positif, au moins dans un premier temps, dans une autre perspective. Il a en effet été l'un des premiers à saisir l'importance du processus de précarisation du travail et de développement du chômage de masse qui remet profondément en question la place qu'occupait l'emploi stable et protégé dans l'organisation du travail. Ainsi dans *Les Métamorphoses du travail* il souligne l'importance d'une enquête allemande faisant la distinction entre un noyau stable d'emplois assurant la sécurité des travailleurs, et une « main d'œuvre périphérique » composée soit de travailleurs sous-qualifiés occupant des positions instables sur le marché du travail, soit de travailleurs intermittents à temps partiel, parfois qualifiés, mais complètement instrumentalisés en fonction des exigences des employeurs. Il insiste sur le fait que cette dissociation est destinée à s'aggraver pour restreindre le noyau stable des emplois au quart de la population active dans les années 1990 [8]. Revenant sur ces données dans *Misères du présent, richesse du possible* (1997), Gorz surenchérit sur le caractère catastrophique de cette évolution et va jusqu'à déclarer : « L'industrie post fordiste est le fer de lance d'une transformation en profondeur qui abolit le travail, abolit le salariat et tend à réduire à 2% la part de la population active assurant la totalité de la production matérielle » [9].

Ces analyses sont une manifestation de la profonde ambiguïté de l'apport d'André Gorz sur cette question centrale de l'importance et de l'avenir du travail – ou du moins à ce que je ressens comme une profonde ambiguïté. D'une part, on ne peut que saluer la lucidité d'une approche qui détecte précocement la gravité d'une transformation de l'organisation du travail bouleversant la structure de la société salariale. Mais d'autre part, Gorz procède par une sorte de fuite en avant (faut-il parler de dérive ?) qui extrapole le sens de ces données et leur donne une signification absolue. On peut et on doit souligner les graves menaces qui pèsent sur le travail, mais personne aujourd'hui n'est en droit de dire que le travail est « aboli », ou que le salariat est « aboli ».

Cette eschatologie du pire est encore accentuée par l'importance qu'André Gorz donne de plus en plus au « travail immatériel » et au « capitalisme cognitif » dans la mouvance d'une série de réflexions élaborées dans le prolongement des intuitions de Marx sur le « général intellect » [10]. À partir des années 1990 Gorz est proche de la mouvance que constituent Jean Marie Vincent et Toni Negri fondateurs de la revue *Futur Antérieur*, de la revue *Multitudes* autour de Yann Moulier Boutang et d'une équipe de chercheurs du Matisse-CES de l'Université de Paris 1. Cette mouvance souhaite promouvoir une nouvelle « économie de la connaissance » à travers la prolifération du travail immatériel qui opère une subversion profonde du capitalisme. En effet ce « capital-connaissance » circule en principe librement, il produit des savoirs communicables à tous qui n'ont pas la vocation d'être des marchandises commercialisables pour un marché. C'est la fin de la notion de valeur, en tous cas « au sens économique de valeur d'échange [qui] ne s'applique donc qu'aux marchandises, c'est-à-dire à des biens et à des services qui ont été *produits en vue de leur échange marchand* » [11] (souligné par Gorz). Il en conclut que « le capitalisme dit cognitif est la crise du capitalisme » [12] parce que le capitalisme repose sur la

production et l'échange de biens et de services susceptibles de produire de la plus-value. C'est ainsi qu'André Gorz croit pouvoir déclarer : « La sortie du capitalisme a déjà commencé » [13].

On retrouve ici cette capacité peu commune d'André Gorz à saisir la nouveauté des transformations de l'ordre du travail et à comprendre leur dynamique. L'émergence et le développement du travail immatériel représentent à coup sûr une mutation profonde des manières de produire et d'échanger qui pourrait effectivement être considérée comme une mutation de tout un secteur du capitalisme. Mais ici aussi l'extrapolation que fait Gorz de ces analyses est plus que contestable. Ainsi, pendant le temps où se développe cette « civilisation de l'immatériel », et en dépit de la baisse simultanée des effectifs industriels, le nombre des emplois qui ne se rattachent pas tous, loin de là, à une économie de la connaissance, continue à progresser. Denis Clerc et Dominique Méda [14] rappellent qu'entre 1997 et 2007 dans l'Union européenne le nombre d'emplois a progressé de 16% et qu'en France au cours de ces dix années il s'est créé près d'un million d'emplois supplémentaires (+ 17%). Non seulement il y a encore des emplois « classiques » (plus de la moitié des emplois en France), mais encore des formes de taylorisme ou de néo-taylorisme et une foule de services à la personnes et de relations de néo-domesticité (dont Gorz a par ailleurs dénoncé la nocivité) qui n'ont rien à voir avec une économie « immatérielle ». Plus profondément, si les formes de production qui dominaient sous le capitalisme industriel pour produire la plus value sont souvent dépassées, le nouveau régime du capitalisme qui lui a succédé sous l'hégémonie du capital financier international continue plus que jamais à ponctionner l'essentiel de la richesse sociale. Il me semble que, bien loin que « la sortie du capitalisme ait commencé », nous vivons plutôt aujourd'hui sous un régime du capitalisme plus redoutable que jamais, comme on peut le constater tous les jours avec l'aggravation de ce que l'on appelle encore, en usant d'un euphémisme, « la crise ».

### Les ambiguïtés du travail-emploi

C'est cependant à propos de la conception qu'il se fait du « travail-emploi », c'est-à-dire de ce qui a constitué le socle de la société salariale, que les propositions d'André Gorz sont selon moi les plus discutables. Il a bien vu que pour construire cette structure d'emplois, « travail et capital sont fondamentalement complices » [15] : le travailleur accepte la subordination salariale, il travaille non pas pour lui mais pour son employeur en contrepartie d'un salaire. Pour l'essentiel, pense Gorz, il « gagne de l'argent », le travail est une marchandise comme une autre et le travailleur est dépossédé du sens de son travail et de la capacité de se l'approprier. Ainsi « l'emploi rend le travail structurellement homogène au capital » [16].

C'est en fait une reprise de l'analyse marxiste du travail aliéné mais Gorz en tire une implication radicale : « Le travail marchandise engendre le pur consommateur de marchandises » [17]. Le travailleur devient un pur consommateur et André Gorz avance des analyses très radicales sur l'aliénation dans la consommation. En fait, à partir de la structure du travail – emploi entièrement assujéti au capital, le salarié est complètement mystifié à la fois comme travailleur, comme consommateur et comme sujet social.

Ces évaluations, ou plutôt ces condamnations, sont unilatérales. Le travail-emploi, du moins sous la forme de ce que les juristes appellent *le statut de l'emploi*, tel qu'il s'est constitué dans la dernière phase du capitalisme industriel dans un cadre « fordiste » (un emploi stable, encadré par le droit du travail et auquel sont rattachées les principales sécurités de la protection sociale) a été le résultat d'un compromis (ce que l'on a appelé « le compromis social du capitalisme industriel ») qui a aussi donné aux salariés des droits conséquents et des protections consistantes. Il a formé le socle de ce que l'on peut appeler une citoyenneté sociale, une reconnaissance sociale du travailleur en tant que sujet de droit qui lui garantit un minimum d'indépendance économique et sociale. Ce n'est certes pas une solution héroïque. La Révolution n'a pas eu lieu, du moins en Europe Occidentale, et là où elle a eu lieu, dans les pays du « socialisme réel », le moins que l'on puisse dire c'est que la situation n'a pas été enviable. Mais la condition du salarié protégé des années 1960 est incomparablement meilleure, et à vrai dire c'est une

quasi différence de nature, comparée à celle du prolétaire des débuts de l'industrialisation, lorsque le travail, effectivement, n'était qu'une marchandise et le travailleur un instrument au service du capital.

Je pense qu'André Gorz a sous-estimé cette différence, qui certes n'est pas absolue, mais qui est conséquente. Il a sous-estimé la reconnaissance de l'activité laborieuse comme un acte social qui est en même temps la reconnaissance de l'utilité sociale du travailleur et qui commande son accès à l'espace public et le fait reconnaître comme sujet de droit. Cette occultation de la part de Gorz peut paraître d'autant plus étonnante que, tout en insistant sur l'hétéronomie du travail salarié, il avait aussi reconnu sa fonction émancipatrice : « Si les enfants de paysans ont déserté les campagnes et si les femmes revendiquent le droit de travailler, c'est que le travail salarié, si contraignant et déplaisant qu'il puisse être par ailleurs, libère de l'enfermement dans une communauté restreinte dans laquelle les rapports interindividuels sont des rapports de force mouvants, de chantage affectifs, des obligations impossibles à formaliser. Les prestations que les membres de la communauté échangent n'ont pas de valeur sociale publiquement reconnue et ne leur confèrent pas de statut social » [18].

Autrement dit et aux yeux de Gorz lui-même, c'est le travail-emploi qui a donné au salarié un *statut* qui est aussi une reconnaissance sociale et juridique. Il *dignifie*, pourrait-on dire, le travailleur (et peut-être plus encore la travailleuse) en même temps qu'il l'aliène. C'est cette tension dialectique qui caractérise le travail-emploi, forme dominante que prend le travail en régime capitaliste : il contraint le travailleur en même temps qu'il lui procure le socle lui permettant d'être reconnu. André Gorz abandonne un des termes de cette tension dialectique pour en revenir à une conception du travail-marchandise qui date des débuts du capitalisme industriel avant sa saisie par le droit. Et il va même plus loin puisque selon lui, non seulement le travail est une marchandise, mais le travailleur lui-même devient un simple producteur de marchandises qui « engendre le pur consommateur de marchandise » [19], comme si son rôle social s'épuisait désormais à être un consommateur de biens matériels grâce à son salaire comme seule contrepartie de son travail.

On pourrait ajouter qu'André Gorz paraît avoir aussi une conception singulièrement réductrice de cette consommation que le travail-emploi rend possible et généralise. Il me semble partager une représentation quelque peu méprisante, mais fréquente dans les milieux intellectuels de gauche, de « la consommation de masse » qui n'assouvirait que de grossiers appétits matérialistes. Pourtant une analyse sociologique sans parti pris des modes de consommation populaire montre au contraire que l'accès à la consommation a représenté une victoire assez extraordinaire sur le règne de la rareté, sur l'état de précarité permanente qui avait été le lot séculaire de la grande majorité du peuple. La possibilité de consommer au delà de ce qui assure à peine la survie a desserré l'étau de la nécessité que fait peser le besoin immédiat sur l'existence quotidienne, un peu comme l'accès aux loisirs grâce aux congés payés a desserré l'étau du travail sur la vie des salariés. Par exemple, contrairement aux analyses de Gorz sur « la bagnole » inspirées par Ivan Illich [20], la petite 4 CV française au début de la « consommation de masse » dans les années 1950, ou la petite Fiat italienne (ou la vespa), ou la petite coccinelle allemande, me paraissent avoir été *aussi* des marchandises qui ont promu un certain accès à la liberté et peut-être même à la démocratie dans les milieux populaires – à moins que l'on considère que l'accès à la mobilité est un privilège qui devrait être réservé aux classes supérieures.

Je sais bien que l'aspiration à la mobilité s'engloutit dans l'exaspération des embouteillages automobiles, et que plus profondément le développement du progrès matériel et des effets de la croissance portent de très lourdes contre-finalités. Le culte de la consommation impose de produire toujours plus et n'importe quoi au risque de détruire à terme les ressources de la planète. Nous voilà sur le terrain écologique, terrain sur lequel je ne commettrai pas l'imprudence de m'aventurer ici. Je dirais seulement et trop vite que sur ce point aussi André Gorz a eu l'immense mérite d'être un des premiers à poser cette question dans toute sa gravité, et il faut bien évidemment discuter les réponses qu'il avance. Cependant, il faut aussi prendre garde qu'au nom de la décroissance on ne vienne pas à renoncer à la

dynamique d'émancipation de l'humanité qui était chère à Gorz, et qui passe aussi par la maîtrise de la nature, voire par l'ouverture de la capacité pour tous de consommer sur toute la planète.

### Les impasses d'un revenu d'existence.

Finalement et pour en revenir au travail, je dirai que l'ambivalence que j'éprouve à l'égard de l'œuvre d'André Gorz se cristallise autour de la conception qu'il a forgée pour « garantir à tous un revenu suffisant » [21].

André Gorz avait donné dans un article de la revue *Futuribles* en 1994 [22] une critique aigüe de ces formes dites « d'allocation universelle », ou « de revenu d'existence » ou de « revenu de citoyenneté » qui consistent à fixer, indépendamment de tout travail, une allocation financière permettant à chacun de vivre, ou de survivre, dans notre société. J'avais inconditionnellement apprécié cet article, et j'ai moi-même défendu des arguments semblables à plusieurs reprises, en particulier à l'occasion de discussions avec des partisans de ces mesures dans la *Revue du Mauss* ou dans *Multitudes* [23]. Mais André Gorz a par la suite inversé sa position et s'est rallié à ce type de mesures. Il a changé, mais je crois que ce n'était pas sa pente, contrairement à la plupart des promoteurs de ces formules, comme en témoigne précisément l'article très critique de *Futuribles*. S'il a abandonné ses propres positions, c'est certainement en vertu du diagnostic de plus en plus pessimiste, et finalement désespéré, qu'il a cru devoir porter sur la possibilité de maintenir ou de reconstituer à l'avenir des formes de travail qui pourraient pourvoir aux besoins et à la protection minimale des travailleurs. S'il n'y a plus rien à attendre du côté des ressources que l'on peut tirer du travail, pourquoi ne pas se résigner ce type de prestations ? Mais il a opéré ce ralliement en insistant à plusieurs reprises et sous de multiples formes, qu'il devrait s'agir d'un « revenu suffisant » [24].

On peut opposer deux objections qui me paraissent réhivitoires à ce ralliement de Gorz. La première c'est que, sans prétendre chiffrer précisément ce qui rendrait un tel revenu « suffisant », c'est-à-dire permettant de vivre une vie à peu près décente dans une société comme la nôtre, on peut convenir qu'il devrait être au moins de l'ordre d'un SMIC. Mais c'est totalement impossible, politiquement et socialement, de pouvoir même envisager une telle perspective. On peine aujourd'hui à dégager 2 milliards d'euros pour financer le revenu de solidarité active (RSA) qui procure un médiocre revenu de subsistance (moins d'un demi SMIC) aux plus malheureux de nos concitoyens, que l'on stigmatise de surcroît en les accusant de devenir ainsi des parasites assistés. On ne voit pas quel régime politique, fût-il de gauche ou même d'extrême gauche (en France, en Europe, ou dans le monde ?), pourrait assurer les quelques dizaines ou centaines de milliards d'euros nécessaires pour garantir à tous un revenu « suffisant », que l'on travaille ou que l'on ne travaille pas. Si quelque chose comme un revenu de ce type se met en place, ce qui n'est pas exclu, ce sera nécessairement un revenu « insuffisant », assurant à peine des conditions minimales de survie – ce dont conviennent d'ailleurs la plupart des partisans de ces mesures dont les chiffrages sont beaucoup plus réalistes que ceux d'André Gorz. L'idée d'un revenu d'existence ou de citoyenneté « suffisant » me paraît représenter le type même de la mauvaise utopie, non pas qu'il faille condamner les utopies, mais veiller à défendre celles qui sont susceptibles d'avoir un minimum de prise sur la réalité.

Il y a à mon sens une seconde raison pour refuser ce type de mesures, c'est qu'elles entérineraient la rupture complète de la relation entre travail et protections qui a constitué la grande conquête de l'histoire sociale depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Si la condition salariale est devenue incommensurablement supérieure à la condition prolétarienne des débuts de l'industrialisation, c'est parce que – à la suite d'un siècle de luttes et de conflits, mais aussi de compromis et de négociations – des droits forts ont été attachés au travail (droit du travail, protection sociale) qui ont limité, sans l'abolir, l'emprise du capital. Ce sont principalement ces protections construites à partir du travail qui sont parvenues, du moins dans une certaine mesure, à « domestiquer le marché », pour reprendre la formule de Karl Polanyi.

Il est vrai, et sur ce point l'enseignement de Gorz est irrécusable, que cette articulation du travail et des protections a perdu énormément de la consistance qu'elle avait à la fin du capitalisme industriel dans les années de 1960 – jusqu'au début des années 1970. Mais est-il possible aujourd'hui de promouvoir une nouvelle articulation du travail et des protections sous ce nouveau régime du capitalisme plus sauvage dans lequel nous sommes entrés depuis les années 1970 ? C'est là le cœur de la question sociale actuelle. Il n'y a pas de solutions miracles, mais ce sont des formules qui sont en chantier du côté de syndicats de salariés et de partis de gauche (ainsi une « sécurité sociale professionnelle » selon la CGT, ou une « sécurisation des parcours professionnels » selon la CFDT), recherches d'un nouveau compromis social entre les exigences de mobilité et de compétitivité des entreprises et les exigences de sécurité et de protection minimales du côté des travailleurs.

En découplant complètement le travail et les protections, l'éventualité d'un revenu d'existence ou de citoyenneté sanctionne le renoncement à ces tentatives qui sont aussi le nerf des luttes à mener sur le front du travail. Pour le dire un peu brutalement, elle entérine les exigences du capital et du marché et lui laisse toute la place. Car pourquoi le marché et le capital ne profiteraient-ils pas de cet abandon des protections attachées au travail pour resserrer encore leur emprise ? Un stock de travailleurs potentiels déjà partiellement rémunérés par un médiocre revenu de subsistance constituerait une nouvelle armée de réserve sur laquelle le nouveau capitalisme pourrait librement puiser au moindre coût. En ce qui me concerne je regrette qu'André Gorz ait finalement cédé à une idéologie de disqualification totale du travail qui me paraît des plus suspectes et qui s'inscrit mal dans la trajectoire intellectuelle et politique qui lui est propre.

Je souhaiterais que ces critiques que j'ai cru pouvoir adresser à certains aspects de l'œuvre d'André Gorz soient néanmoins lues en même temps comme un témoignage de reconnaissance à son égard, et peut-être même de proximité avec l'esprit de sa démarche. C'est au lecteur d'en juger, mais je suis convaincu qu'André Gorz n'aurait pas récusé l'idée que l'on puisse aussi le critiquer, lui qui a fait de l'exercice de la critique la marque par excellence de la pensée libre.

#### Notes

[1] André Gorz, *Réforme et révolution*, Le Seuil, Paris, 1969, p. 199.

[2] André Gorz, *Le socialisme difficile*, Le Seuil, Paris, 1967, p. 133.

[3] Alain Supiot, introduction à la traduction de Bruno Trentin, *La cité du travail, le fordisme et la gauche*, Fayard, Le Seuil, 2012. Cette traduction qui vient de paraître (la première édition italienne date de 1997) est un très riche réflexion sur le sens complexe du travail pour une pensée de gauche qui peut aussi éclairer la trajectoire d'André Gorz.

[4] Michel Crozier, « Qu'est-ce que la classe ouvrière française ? », numéro spécial de la revue *Arguments*, janvier-mars 1959, p. 33.

[5] André Gorz, *Adieux au prolétariat. Au-delà du socialisme*, Galilée, Paris, 1980, p. 93.

[6] *Ibid*, p. 100.

[7] Cf *Les chemins du Paradis*, Galilée, Paris, 1983, en particulier p. 117.

[8] *Les Métamorphoses du travail, op. cit.*, p. 89 et sq.

[9] André Gorz, *Misères du présent, richesse du possible*, Galilée, Paris, 1997

[10] Karl Marx, *Grundrisse* Dietz, Berlin, 1953, que cite par exemple André Gorz dans le premier chapitre « Le travail immatériel » de *L'Immatériel. Connaissance et valeur du capital*, Galilée, Paris, 2003.

[11] *Ibid*, p. 35.

[12] *Ibid.*, p. 55.

[13] André Gorz, *Écologica*, Galilée, Paris 2008, p. 25.

[14] Denis Clerc, Dominique Méda, « Emploi et travail chez André Gorz » in Christophe Fourel (dir.), *André Gorz, un penseur pour le XXIème siècle*, La Découverte, Poches, Paris, 2009, p. 115 et p. 116.

[15] *Ecologica*, op.cit p.133. Il s'agit dans ce chapitre de la publication posthume d'un entretien intitulé « Richesse sans valeur, valeur sans richesse » d'abord publié à Sao Paulo, Brésil, en 2005.

[16] *Ibid.*

[17] *Ibid.*, p. 134.

[18] « Revenu minimum et citoyenneté. Droit au travail vs. Droit au revenu », *Futuribles* n°184, février 1994, P.59

[19] *Ecologie*, p.34

[20] « L'idéologie sociale de la bagnole », in *Écologica*, op.cit, p. 71-87.

[21] Voir par exemple *Misère du présent, richesse du possible*, op.cit p.134

[22] « Revenu minimum et citoyenneté », op. cit. André Gorz renouvelle ces critiques in « Le RMG, version allemande » in *Futuribles* N°188, juin 1994.

[23] Voir en particulier Robert Castel, « Redéployer de manière pluraliste le droit du social », entretien avec Yann Mouliez Boutang, *Multitudes* N°8, mars-avril 2002, p. 114-127.

[24] La première référence à ma connaissance à cette notion de « revenu suffisant » par André Gorz précise qu'il « doit rester lié au *droit* et au *devoir* pour chaque citoyen d'accomplir une certaine quantité incompressible de travail professionnel au cours d'une année, d'un quinquennat ou d'une vie entière » (souligné par Gorz, et je soulignerai pour ma part « de travail professionnel ») (« Revenu minimum et citoyenneté », *loc. cit*, p. 60).

---

## Écologie et émancipation

par [Bernard Perret](#), le 11 décembre 2013

Pour André Gorz, la transition écologique n'aura lieu que si les individus acceptent librement de limiter leur consommation. N'est-ce pas surestimer l'autonomie individuelle et la capacité de révolte – et négliger l'importance des institutions dans la lutte contre tout ce qui nous aliène ?

André Gorz est l'un de ceux qui nous ont permis de comprendre que « la domination de la rationalité économique sur toutes les autres formes de rationalité est l'essence du capitalisme » [1]. Cette clarification a pour effet de replacer la critique des inégalités, du pouvoir de la finance et de l'exploitation du travail dans le cadre plus large d'une critique de la marchandisation et du productivisme. Prendre la mesure de ce qu'implique cette mise en perspective reste un enjeu majeur, tant il est vrai que l'usage non critique des catégories économiques reste la routine de pensée la mieux partagée du monde. Le corps du délit, que Gorz n'est certes pas le seul à pointer, est la naturalisation de la valeur économique – l'idée largement admise *de facto* qu'il existe quelque chose comme une substance homogène susceptible d'être produite, échangée et quantifiée, unique but et mesure de l'activité sociale. Déconstruire l'idéologie économique est un préalable pour réinvestir avec une radicalité suffisante la question des finalités du développement social, dont l'actualité s'impose, au moins aux européens, dès lors que la croissance tend à devenir, à plus d'un titre, un objectif problématique.

Cette extension du domaine de la critique sociale ouvre un large domaine de convergence avec la pensée écologique, mais, à y regarder de près, le rapprochement entre l'écologie et les courants d'idées issus du marxisme ne va pas sans difficultés. À cet égard, le cas de Gorz – qui s'est lui-même réclamé de cette convergence – est emblématique. L'écologie, certes, implique une critique de la raison économique, mais les choses se compliquent lorsqu'on passe aux attendus philosophiques et aux implications pratiques. Malgré sa rupture avec l'orthodoxie marxiste, Gorz est resté un héritier assumé de la tradition révolutionnaire, fidèle à la conviction que l'émancipation de l'individu donne un sens à l'Histoire. Or, comme nous l'ont appris un certain nombre de penseurs contemporains [2], il existe un rapport étroit, en dépit de certaines apparences, entre l'individualisme radical qui sous-tend l'idée moderne de révolution et la domination de la raison économique. On voit mal, pour être plus concret, comment penser la transition écologique sans réhabiliter des valeurs de responsabilité et d'acceptation des contraintes sociales *a priori* peu compatibles avec l'idéalisme révolutionnaire.

### L'émancipation par l'action politique, contre les conditionnements sociaux

C'est leur attachement commun à l'idée d'émancipation qui relie Gorz à l'humanisme révolutionnaire du jeune Marx. La véritable cause défendue par Gorz, d'un bout à l'autre de son œuvre, est celle de l'autonomie du sujet, qu'il voit menacée non seulement par la domination des puissants, mais aussi par tous les conditionnements sociaux. Une citation permettra d'illustrer la force d'une revendication qui prend la forme d'une affirmation philosophique, mais qui reflète manifestement une sensibilité personnelle ancrée dans sa biographie :

« La question du sujet est restée centrale pour moi, comme pour Sartre, sous l'angle suivant : nous naissons à nous-mêmes comme sujets, c'est à dire comme des êtres irréductibles à ce que les autres et la société nous demandent et nous permettent d'être. L'éducation, la socialisation, l'instruction, l'intégration nous apprendront à être Autres parmi les Autres, à renier cette part non socialisable qu'est l'expérience d'être sujet, à canaliser nos vies et nos désirs dans des parcours balisés, à nous confondre avec les rôles et les fonctions que la mégamachine sociale nous somme de remplir » [3].

Cette pensée de l'émancipation se situe dans la double filiation de l'existentialisme (et de la phénoménologie) et du premier Marx. Dans les manuscrits de 1844, ce dernier développe une critique de la division du travail, source d'aliénation (être séparé de soi-même), et un projet d'émancipation, de réconciliation de l'homme avec lui-même. Gorz ne dit pas autre chose, même s'il élargit la notion marxiste d'aliénation sous l'influence d'Ivan Illich. L'émancipation passe par la reconquête d'une autonomie dans le travail, mais aussi par la réappropriation par chaque individu du cadre matériel de son existence quotidienne.

On peut parler ici, comme chez Marx, d'individualisme radical, malgré l'attente placée dans l'action collective. Le rapport entre l'individu et le « social-historique » est vu, d'une manière fort peu dialectique, comme un rapport foncièrement antagonique. On est loin, par exemple, des efforts de Castoriadis pour articuler l'autonomie, la nature sociale de l'être humain et le caractère toujours déjà institué du social : « L'individu social ne pousse pas comme une plante, mais est créé-fabriqués par la société, et cela *toujours* moyennant une rupture violente de ce que sont l'état premier de la psyché et ses exigences. Et de cela *toujours* une institution sociale, sous une forme ou sous une autre, aura la charge » [4]. Si l'on suit Castoriadis, et beaucoup d'autres penseurs en accord avec lui sur ce point, opposer frontalement autonomie et « hétéronomie » n'a aucun sens. Comment, par exemple, imaginer une action politique à visée émancipatrice qui ne soit pas enracinée dans le continuum des processus de socialisation préexistants ? C'est pourtant ce que suggère la citation suivante :

« Le politique se définit originairement par sa structure bipolaire : il doit être et ne peut rien être d'autre que la médiation publique sans cesse recommencée entre les droits de l'individu, fondés sur son autonomie, et l'intérêt de la société dans son ensemble, qui à la fois fonde et conditionne ces droits.

Toute démarche tendant à abolir la tension entre ces deux pôles est une négation du politique et de la modernité à la fois » [5].

Au risque d'enfoncer une porte ouverte, on objectera à cela que l'activité politique est indissociable d'un ensemble d'institutions et de processus de socialisation. On ne naît pas citoyen, on le devient par l'effet d'apprentissages divers et, pour ne prendre qu'un exemple, c'est en vue de cette tâche qu'a été instituée l'École républicaine. Il n'y a pas d'action politique sans communauté politique de référence adossée à des institutions.

Pour Gorz, l'école, le droit, la famille, le travail, etc. ne sauraient être des lieux ou des terrains d'émancipation : seule la révolte émancipe. Il est resté, en ce sens, un révolutionnaire. Si nombre de penseurs de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, Furet, Lefort et bien d'autres, ont rompu avec le communisme et l'imaginaire révolutionnaire sous l'effet d'une nouvelle compréhension du phénomène totalitaire, tel n'est pas le cas de Gorz. Sa rupture avec le marxisme orthodoxe est entièrement contenue dans sa critique du productivisme. Seule sa fidélité au projet marxien de libérer l'homme du travail le sépare du communisme. Il ne semble pas qu'il ait vu dans les horreurs du « socialisme réel » la conséquence d'une surestimation du pouvoir instituant de l'action politique.

### Une volonté constante de relier la question écologique aux autres contradictions du système

La question écologique occupe une grande place dans les écrits de Gorz, en lien étroit avec la critique du productivisme, mais elle n'a jamais été sa préoccupation première. Il avait certes conscience de l'ampleur des menaces écologiques, mais il voyait d'abord celles-ci comme une illustration de l'incapacité constitutive du système capitaliste à se maintenir dans la durée : « Il est impossible d'éviter une catastrophe climatique sans rompre radicalement avec les méthodes et la logique économique qui y mènent depuis 50 ans ». Le caractère non soutenable du capitalisme est d'abord lié aux contradictions proprement économiques analysées par Marx. Comme ce dernier, Gorz pense que « le système évolue vers une limite interne où la production et l'investissement dans la production cessent d'être assez rentables » [6].

Par ailleurs, pour Gorz, la préservation de la nature ne saurait être une fin en soi. Les « exigences de l'écosystème » n'ont d'importance qu'en tant que celui-ci constitue le cadre de l'existence humaine. Il rejoint ici tous les tenants d'une écologie humaniste pour qui le souci de la nature doit rester subordonné au souci de l'humain. Chez Gorz, cependant, l'écosystème n'est pas seulement le milieu physique de la vie humaine, c'est en tant que *cadre d'une existence autonome* qu'il doit être défendu : « La "défense de la nature" doit donc être comprise originairement comme défense d'un *monde vécu*, lequel se définit notamment par le fait que le résultat des activités correspond aux intentions qui les portent, autrement dit que les individus sociaux y voient, comprennent et maîtrisent l'aboutissement de leurs actes » [7]. Quand il parle de la « bagnole », Gorz n'insiste pas tant sur les nuisances qu'elle provoque que sur le fait qu'elle entraîne ses possesseurs dans une spirale sans fin de dépendance vis à vis du travail et de dégradation de leur cadre de vie.

On est donc loin de l'écologie profonde, qui reconnaît aux espèces naturelles des droits opposables à ceux de l'humanité. Mais on est également loin d'un Hans Jonas pour qui l'attitude écologique trouve sa principale justification dans le devoir moral de préserver le droit à l'existence des générations futures. Gorz n'évoque guère les droits de nos descendants, et l'idée qu'ils puissent être en contradiction avec ceux des humains actuellement vivants n'entre pas dans son champ de réflexion. L'horizon de la faillite du système productiviste est une révolution porteuse de progrès et non une catastrophe susceptible de détruire les bases de la civilisation. Or, comme l'avait vu Jonas, toute idéalisation de l'avenir risque de faire obstacle au sentiment d'urgence et à la conscience de nos responsabilités. Ce n'est par pour rien qu'il se méfiait de l'utopie sociale : « la restriction bien plus que la croissance devra devenir le mot d'ordre et celui-ci sera encore plus difficile aux prêcheurs de l'utopie qu'aux pragmatiques qui ne sont pas liés par une idéologie » [8].

## L'émancipation conduit-elle nécessairement à une autolimitation des besoins ?

L'écologie, en effet, est souvent associée à l'idée de contrainte. Son fondement est la prise en compte du caractère limité des ressources et de la fragilité des écosystèmes. Or, ces limites exercent nécessairement des contraintes sur l'activité humaine, et donc sur l'autonomie des individus. Le problème des transports l'illustre mieux que tout. Tous les spécialistes du domaine en conviennent : on voit mal comment lutter contre le changement climatique sans restreindre certaines formes de mobilité. Il est exclu que les 9 milliards d'habitants que comptera bientôt la planète prennent fréquemment l'avion. S'il est facile de s'en prendre au consumérisme vulgaire, à l'accumulation d'objets peu utiles et rapidement obsolètes (la « société de consommation »), il n'en va pas de même avec la mobilité. La possibilité concrète de parcourir le monde semble être l'une des formes les plus tangibles de l'émancipation. La « bagnole » est une cible de choix pour la critique écologique, mais il ne suffira pas pour s'en libérer de développer les transports collectifs. Ceux-ci, en effet, ne peuvent répondre à la demande d'autonomie que satisfait l'automobile. Pour réfléchir concrètement aux implications sociales du défi écologique, rien n'est plus indiqué que de s'attaquer au casse-tête suivant : comment limiter la mobilité sans réduire l'autonomie ? Dans le texte sur l'automobile déjà cité, Gorz imagine que l'on pourrait rendre les lieux d'habitation suffisamment plaisants pour que les gens n'aient pas envie de s'en éloigner. Il faudrait pour cela que « le quartier, ou la commune redevienne le microcosme modelé par et pour toutes les activités humaines, ou les gens travaillent habitent, se détendent, s'instruisent, s'ébrouent et gèrent en commun le milieu de leur vie commune » [9]. On ne peut qu'adhérer à une telle perspective, mais on voit mal, tout bien considéré, comment les gens pourraient cesser d'eux-mêmes d'avoir envie d'aller et venir toujours plus librement, plus loin et plus vite.

Gorz n'ignorait pas la difficulté de dissocier écologie et contrainte sociale : « Le problème qui se pose à l'écologie est donc celui des modalités pratiques qui permette la prise en compte des exigences de l'écosystème par le jugement propre d'individus autonomes, poursuivant leur propre fin au sein du monde vécu » [10]. La question est bien formulée, mais la réponse laisse insatisfait. Gorz se met lui-même dans l'impasse en posant comme principe absolu que les individus doivent être autonomes dans la détermination des fins qu'ils poursuivent.

Reprenons un point clef de son raisonnement : les besoins humains sont limités et l'avidité apparente des consommateurs modernes n'est qu'une « production » du système capitaliste [11]. Qui peut croire cela ? Il est certes peu douteux qu'une bonne partie de nos achats vise à satisfaire des désirs stimulés par la publicité. Mais il faut aussi compter, entre autres choses, avec le désir mimétique. Si l'on suit René Girard, les désirs humains sont radicalement sous-déterminés et donc potentiellement illimités : « Une fois leurs besoins naturels assouvis, les hommes désirent intensément, mais ils ne savent pas exactement quoi, car aucun instinct ne les guide. Ils n'ont pas de désir propre. Le propre du désir est de ne pas être propre » [12]. Le désir est donc bien un phénomène social, mais dans un sens plus radical que ce qu'en dit Gorz. Sa dynamique explosive est inhérente aux relations entre les hommes et, si la structure sociale conditionne les individus, c'est d'abord pour en canaliser les effets. L'individu, en tous cas, ne possède par lui-même aucune propension à l'autolimitation.

On peut ajouter à cela que l'ampleur des efforts à fournir pour sauver la planète va bien au-delà d'une simple modération des désirs. Comme on l'a suggéré dans le cas de la mobilité (mais la même conclusion vaudrait pour le chauffage des logements et l'alimentation), le changement climatique oblige à envisager des contraintes qui ne portent plus seulement sur le superflu mais bel et bien sur une partie du nécessaire (accepter de vivre dans des logements chauffés à 19° et non à 22, manger du poulet plutôt que de la viande rouge, etc.)

Soyons clairs : Gorz a raison de dire qu'il n'y aura pas de transition écologique sans autolimitation acceptée des besoins et des désirs. Mais, contrairement à ce qu'il suggère, cette vertu ne naîtra pas spontanément de l'émancipation des chaînes du capitalisme. La simplicité ne fait nullement partie des aspirations naturelles de l'individu. Reconnaître cela n'implique pas que nous soyons condamnés à la

dictature écologique. La logique des comportements humains est, heureusement, plus complexe et subtile. L'ordinaire de la condition humaine est fait de contraintes sociales réflexivement interprétées et assumées. La liberté se conquiert à l'intérieur d'un cadre de rationalité fait de normes, d'institutions, de valeurs et d'outils de compréhension du réel. Ce cadre se présente toujours à l'individu comme un ensemble d'injonctions et de limitations, mais c'est aussi une création permanente à laquelle il participe, ne serait-ce qu'en lui donnant librement un sens toujours nouveau. L'enjeu de la transition écologique peut se comprendre comme la transformation consciente du cadre de la rationalité collective, le passage de la raison économique à une « raison écologique » tenant compte de la finitude de la biosphère. Nous sommes placés devant la tâche inédite de nous donner à nous-mêmes de nouvelles contraintes [13] et de nouvelles institutions [14], en même temps que de nouvelles valeurs.

### Autonomie, institutions et *empowerment* : l'angle mort de la pensée progressiste

Dans cette ligne de pensée, c'est la notion même d'autonomie, au sens de Gorz, qui fait problème. Dans quel contexte d'action, en effet, pourrait-on dire : « la fin se reflète dans les moyens et inversement ; il n'y a pas de différence entre l'une et les autres » [15] ? À l'aune d'un tel critère, toute division du travail, toute mise en jeu d'une technique complexe est à proscrire.

À l'idée d'autonomie, on peut préférer celles d'*empowerment* ou de « capacités » au sens d'Amartya Sen. Dans les deux cas, l'accent est mis sur la possibilité concrète d'agir plus que sur l'indépendance. L'important, c'est le fait d'être en capacité de prendre des initiatives, d'accroître ses compétences et de maîtriser son environnement – que celui-ci soit ou non structuré par la technique et les institutions. Or, l'*empowerment* n'est pas tant le résultat d'une émancipation que d'une socialisation réussie.

Comme le souligne Anthony Giddens, il n'y a pas lieu d'opposer l'action autonome des individus et les contraintes structurelles de la vie sociale. En règle générale, c'est au contraire à travers les contraintes que s'inventent de nouvelles formes d'action : « Toutes les formes de contrainte sont aussi, selon des formes qui varient, des formes d'habilité. Elles servent à rendre possibles certaines actions en même temps qu'elles en restreignent ou en empêchent d'autres » [16].

De fait, n'est-ce pas ce que l'on constate ? Là où des pratiques sociales vraiment nouvelles émergent (réseaux de troc et d'échange de services, monnaies sociales, etc.), c'est toujours à l'articulation de stratégies de survie et de nouvelles quêtes de bonheur. La transition écologique n'émergera pas de désirs individuels enfin rendus à leur authenticité primitive, mais de la volonté collective d'affronter un péril vital pour l'humanité et de s'adapter à de nouvelles conditions d'existence.

Débattre avec Gorz oblige à s'interroger sur la persistance de l'idéalisme révolutionnaire. La prégnance de cette vision du monde va bien au-delà de l'attente d'un « grand soir ». Elle s'exprime dans un trait récurrent de la pensée française, à savoir la tendance à penser la liberté contre les institutions. Luc Boltanski a récemment souligné la « tendance partagée par un grand nombre d'auteurs critiques français des années 1960 –1970 à décrire surtout les institutions sous le rapport des effets de domination qu'elles exercent » [17]. Il est en effet frappant de constater que, chez quelques-uns des penseurs qui ont dominé la scène intellectuelle française (Foucault et Bourdieu, notamment), la question du rapport aux institutions est surdéterminée par celle de la domination. Pour le dire de manière polémique, la critique du totalitarisme reste inachevée. Elle a restauré le politique comme activité autonome, mais elle n'est pas allée jusqu'à rompre avec l'anthropologie qui sous-tend l'idéalisme révolutionnaire.

S'il est devenu nécessaire de défaire le lien entre la critique de la société de marché et ce qui reste de l'utopie marxiste, c'est qu'il fait obstacle à l'émergence du réformisme radical dont nous avons besoin. La seule manière pertinente de s'opposer à l'hégémonie du principe marchand consiste en effet à défendre la diversité des ordres de valeur et, pour cela, renforcer les institutions (l'École, le Droit, la Science, la Culture, les normes éthiques, etc.) qui incarnent une autre idée de *ce qui vaut*. Quelles que

soient par ailleurs les formes de domination qui s’y manifestent, elles permettent à d’autres logiques de reconnaissance de structurer les pratiques sociales. Or, tant qu’elles seront vues principalement comme des lieux d’aliénation et des obstacles à l’émancipation, il sera difficile de s’atteler sérieusement à la tâche de les réformer.

#### Notes

- [1] André Gorz, *Misère du présent, richesses du possible*, Paris, Galilée, 1997, p. 69.
- [2] Cf. Louis Dumont, *Homo Aequalis*, Paris, Gallimard, 1977.
- [3] André Gorz, *Écologica*, Paris, Galilée, 2008, p. 12.
- [4] Cornélius Castoriadis, *L’institution imaginaire de la société*, Paris, « Points », le Seuil, 1999, p. 453.
- [5] *Ecologica*, p. 48.
- [6] *Ibidem*, pp. 26 et 29.
- [7] *Ibidem*, p. 49.
- [8] Hans Jonas, *Le Principe Responsabilité*, 1979, p. 306.
- [9] *Ibidem*, p. 85.
- [10] *Ibidem*, p. 55.
- [11] « ce n’est que dans la mesure où le capital a besoin des consommateurs pour ses produits que la production est aussi au service des besoins humains. Ces besoins, toutefois, ne sont plus des besoins ou désirs « naturels », spontanément éprouvés, ce sont des besoins et désirs produits en fonction des besoins de rentabilité du capital. » (*ibidem*, p. 62).
- [12] René Girard, *Je vois Satan tomber comme l’éclair*, Paris, Grasset, 1999, pp. 1-5.
- [13] On peut illustrer cela par l’exemple du tri sélectif des déchets ménagers. La généralisation de comportements écologiquement responsables suppose un ensemble cohérent de signaux et d’incitations (consignes de tri et signalétique adaptés, éducation, contrôle social, etc.). Voir Bernard Perret, *Pour une raison écologique*, Flammarion, 2011.
- [14] J’emploie ici le mot *institution* dans un sens large incluant les normes et conventions et l’ensemble des dispositifs sociaux qui contribuent à orienter et réguler les conduites individuelles.
- [15] *Ibidem*, p. 206.
- [16] Anthony Giddens, *La constitution de la société*, PUF, 2005, p. 231.
- [17] Luc Boltanski, *De la critique*, Paris, NRF Essais, Gallimard, 2009, p. 96.

<http://www.laviedesidees.fr/>

The screenshot shows the top navigation bar of the website 'la vie des idées.fr'. The header is dark brown with white text. On the right, there is a red button labeled 'Books & Ideas'. Below the header is a search bar with a 'search' button. The main navigation menu is a dark grey bar with white text, containing links for 'Politique', 'Société', 'Économie', 'Art & littérature', 'International', 'Philosophie', 'Histoire', 'Essais & débats', 'Livres & études', and 'Dossiers'.

<https://www.monde-diplomatique.fr/1993/03/GORZ/45105>

**Bâtir la civilisation du temps libéré** par André Gorz (mars 1993)\_

Dramatique, en constante expansion, le chômage ne pourra être résorbé par la croissance. Les discours sur la nécessité ou la possibilité de revenir à une situation de plein emploi ne font que retarder la recherche d'une nouvelle utilisation du temps dans les sociétés industrialisées.

- L'économie n'a pas pour tâche de donner du travail, de créer de l'emploi. Sa mission est de mettre en œuvre, aussi efficacement que possible, les facteurs de production, c'est-à-dire de créer le maximum de richesses avec le moins possible de ressources naturelles, de capital et de travail. Le monde industrialisé s'acquitte de mieux en mieux de cette tâche. Ainsi, au cours des années 80, l'économie française a augmenté de 30 % sa production annuelle de richesses, tout en diminuant de 12 % la quantité annuelle de travail dont elle a besoin.

Cette évolution est appelée à se poursuivre et, comme l'écrit Guy Roustang, « *la production de richesses économiques sera de moins en moins centrale dans la vie sociale (1)* ». Nous sommes entrés dans une civilisation où « *le temps contraint est largement dépassé par le temps libre (...). Un homme salarié de vingt ans avait, en 1946, la perspective de passer au travail en moyenne un tiers de sa vie éveillée ; en 1975, un quart ; et aujourd'hui, moins d'un cinquième. Ces fractures récentes mais profondes devraient se prolonger et induire d'autres logiques de production et d'échange (2)* ».

Outre un volume accru de biens et de services, l'économie produit donc massivement, aujourd'hui, cette ressource cardinale qui, pour les fondateurs de la théorie moderne, devrait être « *la vraie mesure de la richesse* » : le temps libéré des nécessités et des contraintes économiques. « *Là où les hommes travaillaient douze heures, ils n'en travailleront que six, et c'est cela la richesse nationale, la prospérité nationale (...). La richesse est liberté, elle est temps disponible et rien de plus* », écrivait, en 1821, un disciple anonyme de Ricardo, que Marx aimait à citer.

Une perspective nouvelle s'ouvre ainsi à nous : la construction d'une civilisation du temps libéré. Mais, au lieu d'y voir une tâche exaltante, nos sociétés tournent le dos à cette perspective et présentent la libération du temps comme une calamité. Au lieu de se demander comment faire pour qu'à l'avenir tout le monde puisse travailler beaucoup moins, beaucoup mieux, tout en recevant sa part des richesses socialement produites, les dirigeants, dans leur immense majorité, se demandent comment faire pour que le système consomme davantage de travail - comment faire pour que les immenses quantités de travail *économisées* dans la production puissent être gaspillées dans des petits boulots dont la principale fonction est d'occuper les gens.

Et, comme il devient évident que les petits boulots ne suffiront pas à rétablir le plein emploi à plein temps, on nous présente maintenant la réduction de la durée du travail non comme une émancipation possible, mais comme un sacrifice nécessaire et une contrainte : celle d'un partage du travail et des salaires, ceux-ci devant diminuer dans la même proportion que la durée de celui-là.

Quelle décevante différence avec cet appel lancé à la gauche européenne, il y a presque six ans, par M. Peter Glotz, l'un des principaux penseurs de la social-démocratie allemande : « *La gauche européenne a, à portée de la main, une utopie concrète qui pourrait mobiliser des millions de gens : la réduction de la durée du travail, conçue non pas seulement comme l'instrument technocratique d'une plus juste répartition du travail, mais comme la voie vers une société différente procurant aux gens plus de temps disponible. La chance historique qui nous est ici offerte ne s'est encore jamais présentée à l'humanité : faire en sorte que le temps dont chacun dispose pour sa quête du sens soit plus important que le temps dont il a besoin pour*

*son travail, ses récréations et son repos. La gauche n'a plus de but ? En voici un qui est déjà l'enjeu de luttes sociales. Il devrait être possible de faire de la lutte pour la réduction systématique de la durée du travail sans perte de revenu le plus important objectif d'un mouvement qui n'aurait pas honte de se réclamer de l'idée d'émancipation (3) . »*

M. Peter Glotz soulignait « sans perte de revenu ». C'est que, dès lors que l'appareil économique produit plus et mieux avec de moins en moins de travail, le niveau du revenu ne peut plus dépendre de l'évolution de la quantité de travail fournie par chacun. Au contraire, la redistribution des gains de productivité doit permettre à tous de travailler moins, et une croissance, même faible, de la production doit permettre l'emploi d'un plus grand nombre d'actifs, sans que le revenu réel de chacun diminue.

Mais cette redistribution du travail, du temps libéré et de la richesse socialement produite implique une politique d'ensemble, inscrite dans la durée. Elle devra nécessairement comporter l'introduction d'un revenu binôme : revenu du travail, d'une part, qui peut diminuer avec la durée du travail ; et revenu social, d'autre part, dont l'importance relative augmente à mesure que le salaire direct et la durée du travail diminuent. Seules les heures réellement travaillées restant à la charge des entreprises, leurs coûts de revient ne sont pas affectés (4).

Pour avoir un effet sensible sur la qualité de la vie et le niveau de l'emploi, la durée du travail devra être réduite par paliers successifs, de façon « massive et générale », comme le préconisait, dès 1980, l'association Echange et projets, dans *la Révolution du temps choisi* (5), à une échéance fixée par la loi. Échéance assez éloignée pour permettre au niveau politique, au niveau interprofessionnel, au niveau des branches, puis de chaque entreprise, des négociations « sur l'évolution des coûts salariaux et sociaux et sur le calendrier des créations nouvelles d'emplois ». Tout cela « implique des syndicats plus puissants et mieux organisés, des chefs d'entreprise prêts à discuter sur des points qu'ils considèrent à l'heure actuelle comme relevant de leur compétence exclusive. C'est une nouvelle étape de la transformation des relations industrielles, amorcée entre 1969 et 1972 ».

Ni la semaine de vingt-cinq heures, prévue par les gauches néerlandaises ni la semaine de trente heures en cinq jours, inscrite au programme d'orientation de la social-démocratie allemande, ne peuvent être considérées comme des buts définitifs. La libération du temps ne mérite son nom que si elle offre le choix entre une large gamme de modalités : réduction de la durée du travail journalier, hebdomadaire, mensuel (comme au Québec) ou annuel ; droit à l'année sabbatique ou, comme au Canada, à un an de congé tous les cinq ans ; droit à un congé parental d'éducation très étendu (trente-six mois dans l'ex-Tchécoslovaquie, douze à quinze mois en Suède), avec maintien de 70 % à 90 % du dernier salaire, et possibilité, pour les parents, de fractionner et de se partager ce congé à leur guise ; généralisation du droit au congé individuel de formation qui, en France, permet actuellement vingt-quatre mois d'études payées à 70 % du dernier salaire ; droit à congés payés pour prendre soin d'un parent ou d'un enfant malade (formule suédoise), etc.

C'est une réelle autogestion du temps et des horaires qu'il faut viser (6), qui permette d'ajuster les plages de temps libéré au projet ou à la situation familiale de chacun et de « développer une culture centrée sur les activités autodéterminées » afin d' « empêcher l'exploitation des gens par l'industrie du divertissement et des loisirs. » (7)

Il ne faut donc pas espérer de la libération du temps une prolifération indéfinie des emplois de service. Au contraire, elle n'a de sens que si elle accroît la prise en charge, par chaque personne et communauté, de sa propre existence, de son cadre de vie, de la vie de la cité, de la définition et du mode de satisfaction de ses aspirations et désirs, des modalités de la coopération sociale (8). Il faut attendre d'elle qu'elle « relativise l'économie et le remette à sa place », qu'elle établisse « un nouvel équilibre entre travail rémunéré et activités productives non rémunérées », en développant « les prestations réciproques de voisinage (9) » , les

réseaux de solidarité auto-organisée, les coopératives d'autoproduction et les équipements collectifs coopératifs, les cercles de culture, toutes choses qui avaient jadis fait la force et l'autonomie d'un mouvement ouvrier pour lequel « socialisme » était synonyme d'autogestion et de dépérissement de l'Etat.

Pareil étoffement du tissu social relativisera l'importance du revenu monétaire. En restreignant la sphère de l'économie marchande, il permettra un arbitrage permanent entre travail rémunéré et activités sans but monétaire, entre niveau de consommation et degré d'autonomie, entre « avoir » et « être ». De cet arbitrage pourra naître, enfin, ce que les auteurs de *la Révolution du temps choisi* ont appelé « l'abondance frugale », c'est-à-dire une civilisation qui, tout en garantissant à tous une autonomie et une sécurité existentielles croissantes, élimine progressivement les consommations pléthoriques, source de manque de temps, de nuisances, de gaspillages et de frustrations, au profit d'une vie plus détendue, conviviale et libre. Ce qui est nécessaire du point de vue de l'écologie et de la transformation des rapports Nord-Sud peut aussi, en fin de compte, devenir normativement désirable.

André Gorz

Auteur des *Métamorphoses du travail* (Galilée, Paris, 1988) et de *Capitalisme, socialisme, écologie* (Galilée, Paris, 1991).

(1) Guy Roustang, *l'Emploi : un choix de société*, Syros, Paris, 1987. Ce livre fournit une excellente démonstration de l'impossibilité de réaliser le plein emploi par la multiplication des services aux personnes. A lire également, de Guy Roustang et Bernard Perret, *l'Economie contre la société. Affronter la crise de l'intégration sociale et culturelle*, Le Seuil, Paris, 1993, 275 pages, 140 F.

(2) Jacques Delors et Clisthène, *la France par l'Europe*, Grasset, Paris, 1988.

(3) Peter Glotz, *Die Malaise der Linken, Der Spiegel*, n° 51, 1987.

(4) Pour une présentation concise des différentes formules de revenu garanti, voir *Garantir le revenu, une solution à l'exclusion*, document n° 3, *Transversales Science/Culture*, mai 1992. Voir également pages 14 et 15 l'article de [Jean-Paul Maréchal](#).

(5) Echange et projets, *la Révolution du temps choisi*, Albin Michel, Paris, 1980. Cet ouvrage, d'une richesse inépuisable, mérite de toujours figurer au chevet des militants écologistes.

(6) De grandes et moyennes entreprises, à durée du travail autogérée par le personnel et horaires entièrement libres, existent en Suisse, en Allemagne et au Canada.

(7) Programme d'orientation ( *Grundwerteprogramm* ) du SPD allemand.

(8) Voir André Gorz, « [Pourquoi la société salariale a besoin de nouveaux valets](#) », *le Monde diplomatique*, juin 1990.

(9) Echange et projets, *op. cit*



## André Gorz

### BIOGRAPHIE

Né en 1923 à Vienne (Autriche), décédé le 22 septembre 2007, pseudonyme de Gérard Horst. Études à l'école d'ingénieurs de l'Université de Lausanne d'où il sort en 1945 avec un diplôme d'ingénieur chimiste. Sa rencontre avec Sartre dès 1946 sera décisive pour sa formation intellectuelle. Il s'installe à Paris en 1949. Il travaillera successivement au Mouvement des Citoyens du Monde, puis comme secrétaire d'un attaché militaire de l'ambassade d'Inde. Il publie ses premiers articles à Paris-Presse sous le pseudonyme de Michel Bosquet. Remarqué par Jean-Jacques Servan-Schreiber, celui-ci l'appellera à l'Express en 1955 comme journaliste économique.

Sa proximité avec Sartre et les sartriens le fera s'orienter vers une approche existentialiste du marxisme. Ses premiers livres, qu'il signe André Gorz, *Le Traître* (Le Seuil, 1958), *La Morale de l'histoire* (Le Seuil, 1959), *Fondements pour une morale* (Galilée, 1977) ont pour particularité d'interroger les mécanismes sociaux sous l'angle du vécu. La question de l'autonomie individuelle est au centre de ses réflexions parce qu'elle est pour lui le moteur et la condition du changement social.

En 1961, il entre au comité de rédaction des *Temps Modernes*. On le définit bientôt comme « le chef de file de la tendance dite « italienne » de la nouvelle gauche. » Il publie en 1964, au Seuil, *Stratégie ouvrière et néocapitalisme*, critique radicale du capitalisme en même temps qu'analyse des différentes stratégies offertes au mouvement ouvrier.

1968 le rapproche des thèses d'Ivan Illich. L'évolution de sa pensée toujours plus attentive à tout ce qui limite la liberté l'éloigne progressivement des orientations prises par les *Temps Modernes* dont il est devenu en 1969 le responsable éditorial. Il démissionnera en 1974. C'est le mensuel écologiste *Le Sauvage* qui sera au milieu des années 70 le meilleur relais de ses idées. *Écologie et politique* qui paraît en 1975 chez Galilée peut être à juste titre considéré comme le fondateur de l'écologie moderne. Sa critique radicale de la logique capitaliste du consumérisme fera date. Puis c'est en 1980, *Adieux au prolétariat* (Galilée), mise à mort de marxisme et du mythe du prolétariat. Il répondra aux attaques dont il sera l'objet avec *Les Chemins du paradis* (Galilée, 1983). Puis ce seront successivement *Métamorphoses du travail*, *Quête du sens* (1988), *Capitalisme, Socialisme, Écologie* (1991), *Misère du présent, richesse du possible* (1997), *L'Immatériel. Connaissance, valeur et capital* (2003), tous titres parus aux éditions Galilée.

En 2006, il publie *Lettre à D. Histoire d'un amour* (Galilée) où il exprime avec une sincérité poignante son amour pour sa femme, Dorine, atteinte d'une grave maladie. C'est avec elle qu'ils choisiront de se donner la mort le 22 septembre 2007. Avant de disparaître, il avait préparé la publication d'un recueil d'articles parus sur plus de 30 ans, *Ecologia* (Galilée, 2008), ouvrage visionnaire à plus d'un titre sur l'évolution du monde et la destruction du capitalisme par lui-même.

### BIBLIOGRAPHIE

#### Aux éditions Galilée

*Fondements pour une morale*, 1977

*Adieux au prolétariat*, 1980

*Les Chemins du Paradis*, 1983

*Métamorphoses du travail*, 1988

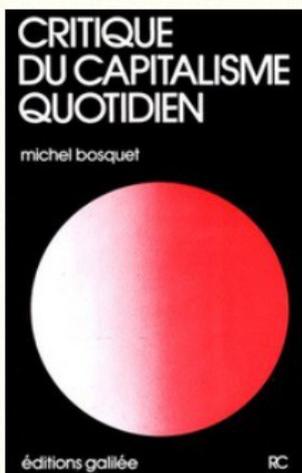
*Capitalisme, Socialisme, Écologie*, 1991

*Misères du présent, richesse du possible*, 1997

*L'Immatériel*, 2003

*Lettre à D.*, 2006

*Écologia*, 2008



Format : 13,5 x 21,5 cm  
Nombre de pages : 344  
Prix : 27 €  
Date de parution : 1973  
ISBN : 9782718600000

R/C

**Michel Bosquet**

EXTRAIT

## **Critique du capitalisme quotidien**

### **PRÉSENTATION**

Ce livre parle des événements et des conflits de tous les jours. Il les analyse et fait apparaître derrière eux la logique, les contradictions et les impasses d'un système, mais aussi l'annonce de son dépassement.

À travers le « portrait » des frères Willot ou de Ralph Nader, des trusts du médicament ou de la lessive ; à travers des reportages de grève, des études sur les O.S., sur l'école, sur l'Amérique, sur l'impérialisme..., Michel Bosquet montre l'invasion de notre vie par une rationalité à la fois familière et inacceptable.

Mieux qu'un exposé théorique, cette succession d'analyses vivantes et concises donne à voir le règne du Capital – sa civilisation, ses lois, sa politique – et ce qui, dans les faits ou dans nos désirs, le nie ou le conteste.

Cet ouvrage s'adresse aussi bien à « ceux qui ne savent pas » et veulent comprendre, qu'à « ceux qui savent » et cherchent des outils pour compléter, illustrer et transmettre leur savoir.

Michel Bosquet anima à partir de 1964 la rubrique économique et sociale du *Nouvel Observateur*.

Format : 13,5 x 20 cm  
Nombre de pages : 192  
Épuisé  
Date de parution : 1975  
ISBN :

R/C

**Michel Bosquet**

## **Ecologie et politique**

### **PRÉSENTATION**

Tant qu'on raisonnera dans les limites de cette société inégalitaire, la non-croissance signifiera pour la masse des gens la condamnation à une médiocrité sans espoir. Aussi n'est-ce pas d'abord à la croissance qu'il faut s'attaquer mais à un système social qui en entretient le besoin en inventant sans cesse des biens rares par essence et réputés "meilleurs" que ceux de tout le monde. La devise de la société actuelle pourrait être : "Ce qui est bon pour tous ne vaut rien pour toi." Seule peut rompre avec la croissance une société fondée sur le principe inverse : "Ce qui est bon pour tous est seul digne de toi. Seul mérite d'être produit ce qui ne privilégie ni n'abaisse personne." Seules les sociétés sans privilèges n'ont pas de pauvres. L'exigence écologique ne se débarrassera de ses équivoques que si elle répond d'abord à cette question préalable : Que voulons-nous ? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques comme il s'est accommodé de la Sécurité sociale – ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et, par là même, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur travail et à la nature ? » M. B.



Format : 13,5 x 21,5 cm  
Nombre de pages : 608  
Prix : 34 €  
Date de parution : 1977  
ISBN : 9782718600598

R/C

**André Gorz**

EXTRAIT

## **Fondements pour une morale**

### **PRÉSENTATION**

« Lorsque les hasards de la naissance et de l'histoire font qu'aucune culture, place, conduite ou valeur ne vous apparaissent comme vôtres, en vertu de quels critères pouvez-vous préférer telle place, action, valeur ou conduite ? En vertu de quoi l'esclave révolté vaut-il mieux que l'esclave soumis, le joueur que l'avare, le rebelle sans cause que l'inquisiteur ?

Telles sont les questions, vécues et vitales, qui ont motivé cet ouvrage. Parce que rien n'était donné à son auteur comme allant de soi pas même l'adhésion à la vie du corps, il lui fallut produire lui-même ses préférences et certitudes ; et comme le sol ni les instruments culturels de cette production ne lui étaient pas non plus donnés, il lui fallait fonder – au sens radical que la phénoménologie donne à ce terme – une axiologie ou hiérarchie des possibles, et une théorie de l'aliénation qui expliquât pourquoi cette hiérarchie peut être niée ou non respectée en pratique.

Le point de départ devait nécessairement être une ontologie existentielle : sans elle il n'y a pas d'anthropologie (philosophique) ni de morale possibles. On verra comment la seule ontologie existentielle qui existe, celle de Sartre, a pu être pliée aux besoins de cette entreprise : elle a permis de dégager les trois directions fondamentales de valorisation d'où découlent trois possibilités fondamentales d'éthique : les valeurs et attitudes vitales, puis esthétiques, puis, imprescriptible et jamais acquise, la valorisation de la valorisation elle-même par quoi la liberté, au terme d'une rupture (ou "conversion"), se dépend de toutes les valeurs au profit de sa propre activité souveraine.

Pour moitié environ, ce volume est constitué d'analyses existentielles visant à vérifier la valeur opératoire de cette classification a priori : phénoménologie des valeurs corporelles, sensorielles, esthétiques, psychanalyse existentielle des attitudes de la "Vie aliénée", puis de celles, "esthétiques", de l'instantanéiste, de l'aventurier, du poète, du saint.

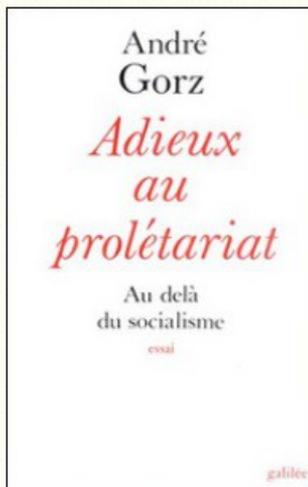
La dernière partie porte sur l'articulation et l'intégration des trois niveaux axiologiques dans la perspective d'une éthique de la libération. On y trouvera un essai d'élaboration des instruments et de la méthode d'une compréhension de soi par soi, base de toute libération possible.

Ce livre qui est par certains côtés une "somme" de l'existentialisme, en indique en même temps l'articulation avec le marxisme et son indispensable mais encore impossible dépassement pratique. Il fournit non point une morale, mais les instruments et les repères permettant d'en inventer une, de comprendre pourquoi la morale est impossible et de suppléer à son impossibilité. »

A. G.

### **SOMMAIRE**

Préface
INTRODUCTION : ÊTRE ET VÉRITÉ
I. L'IDÉE DE VÉRITÉ ABSOLUE
II. L'ÉVIDENCE
III. LE SENS
IV. VÉRITÉ ET AUTHENTICITÉ
PREMIÈRE PARTIE : AUTHENTICITÉ ET LIBERTÉ
I. RÉFLEXION ET CONNAISSANCE DE SOI
II. LA RÉFLEXION PURIFIANTE
DEUXIÈME PARTIE :
Chapitre 1, LA VIE ET LES ATTITUDES VITALES
I. LA VIE NATURELLE
II. LA VIE ALIÉNÉE
III. LA VIE CONSCIENTE DE SOI
Chapitre 2, LES ATTITUDES ESTHÉTIQUES
I. LA CONVERSION ESTHÉTIQUE
II. L'INSTANTANÉISTE
III. L'AVENTURIER, LE JOUEUR
IV. LE RÉVOLTÉ, LE POÈTE, LE SAINT
TROISIÈME PARTIE : LE CHOIX DE LA LIBERTÉ
I. LA CONVERSION MORALE
II. LA MORALISATION DE LA SITUATION
III. AXIOLOGIE ABSOLUE ET RELATIVE



Format : 13,5 x 21,5 cm  
Nombre de pages : 248  
Prix : 21 €  
Date de parution : 1980  
ISBN : 9782718601663

**André Gorz**

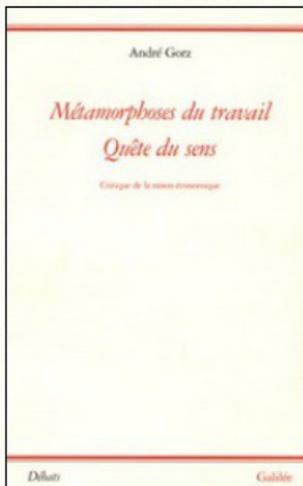
EXTRAIT

## **Adieux au prolétariat**

### **PRÉSENTATION**

« La crise des systèmes industriels n'annonce aucun monde nouveau. La société qui se décompose sous nos yeux n'est grosse d'aucune autre. Ce silence de l'Histoire rend les individus à eux-mêmes : nous savons désormais que la société ne sera jamais "bonne" par son organisation mais seulement en raison des espaces d'autonomie, d'auto-organisation et de coopération volontaire qu'elle offre aux individus. »

A. G.



Format : 15 x 24 cm  
Nombre de pages : 304  
Prix : 29 €  
Date de parution : 1988  
ISBN : 9782718603407



**André Gorz**

EXTRAIT

## **Métamorphoses du travail**

Quête du sens

(disponible chez Gallimard/Folio)

### **PRÉSENTATION**

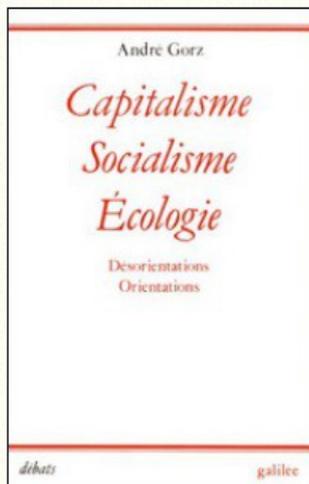
« Ce que les postmodernes prennent pour la fin de la modernité et la crise de la raison, est en réalité la crise d'un "credo" irrationnel qu'une rationalisation sélective a soustrait à l'examen argumenté et à la critique : la croyance quasi religieuse que "plus vaut plus", que toute activité – y compris la maternité, la culture, le loisir – est justiciable d'une évaluation économique et peut être régulée par l'argent.

Le principal objet de cet essai est de déterminer les limites – existentielles, culturelles, ontologiques – que la rationalité économique ne peut franchir sans se renverser en son contraire et miner de non-sens pervers le contexte socio-culturel qui la porte.

Il faut essayer de comprendre pourquoi la raison économique a pu imposer sa loi ; provoquer le divorce du travail et de la vie, de la production et des besoins, de l'économie et de la société. Pourquoi elle est en train de radicalement désintégrer celle-ci ; pourquoi nombre d'activités ne peuvent être transformées en travail rémunéré et en emploi sans être dénaturées dans leur sens par cette transformation.

Cet essai tient donc à la fois de l'histoire et de la sociologie du travail, de la philosophie morale et existentielle, de la critique sociale et économique ; finalement et accessoirement de la tentative de redéfinir la vision directrice et les tâches essentielles d'une gauche qui ne rougirait pas de renouer avec sa vocation originelle : celle de remettre la raison économique à sa place subalterne, au service d'une société poursuivant l'émancipation et le libre épanouissement des personnes. »

A. G.



Format : 15 x 24 cm  
 Nombre de pages : 248  
 Prix : 24 €  
 Date de parution : 1991  
 ISBN : 9782718603834



## André Gorz

### Capitalisme, Socialisme, Écologie

#### PRÉSENTATION

« Qu'est-ce maintenant qu'une perspective de gauche ? Que signifie être socialiste ? Comment faut-il concevoir la place future du travail-emploi dans la vie des individus et de la société ? Une société peut-elle se perpétuer sans orientation, ni but, ni espoir ? »

A. G.

#### SOMMAIRE

##### Préface

1. Désorientations, Orientations
  2. Marché, marchandise, rapports marchands
  - 3.1. Société de services, société duale
  - 3.2. Pistes pour une politique de l'emploi
  4. Capitalisme, Socialisme, Écologie
  5. Pour redéfinir le socialisme
  6. La crise de l'idée de travail et la gauche post-industrielle
  7. Anciens et nouveaux acteurs du conflit central
  8. À gauche, c'est par où ?
  9. La réduction de la durée du travail comme contrat social
- Postface.* Y aura-t-il une gauche européenne ? Par Otto Kallscheuer



Format : 15 x 24 cm  
Nombre de pages : 240  
Prix : 27 €  
Date de parution : 1997  
ISBN : 9782718604510



**André Gorz**

EXTRAIT  
PRESSE

## Misères du présent, richesse du possible

### PRÉSENTATION

« Il faut apprendre à discerner les chances non réalisées qui sommeillent dans les replis du présent. Il faut vouloir s'emparer de ces chances, s'emparer de ce qui change. Il faut oser rompre avec cette société qui meurt et qui ne renaîtra plus. Il faut oser l'Exode. Il faut ne rien attendre des traitements symptomatiques de la "crise", car il n'y a plus de crise : un nouveau système s'est mis en place qui abolit massivement le "travail". Il restaure les pires formes de domination, d'asservissement, d'exploitation en contraignant tous à se battre contre tous pour obtenir ce "travail" qu'il abolit. Ce n'est pas cette abolition qu'il faut lui reprocher : c'est de prétendre perpétuer comme obligation, comme norme, comme fondement irremplaçable des droits et de la dignité de tous ce même "travail" dont il abolit les normes, la dignité et l'accessibilité. Il faut oser vouloir l'Exode de la "société de travail" : elle n'existe plus et ne reviendra pas. Il faut vouloir la mort de cette société qui agonise afin qu'une autre puisse naître sur ses décombres. Il faut apprendre à distinguer les contours de cette société autre derrière les résistances, les dysfonctionnements, les impasses dont est fait le présent. Il faut que le "travail" perde sa centralité dans la conscience, la pensée, l'imagination de tous : il faut apprendre à porter sur lui un regard différent ; ne plus le penser comme ce qu'on a ou n'a pas, mais comme ce que nous faisons. Il faut oser vouloir nous réapproprier le travail. »

A. G.

### SOMMAIRE

#### Introduction

#### I. De l'État social à l'État du capital

1. *Le grand refus*
2. *L'Exode du capital*
3. *La fin du nationalisme économique*
4. *La mondialisation à bon dos*
5. *La résistible dictature des marchés financiers*
6. *Le mirage chinois*

#### II. Derniers avatars du travail

1. *Post-fordisme*
2. *Uddevalla*
3. *L'asservissement*
4. *Autonomie et vente de soi*
5. *Le travail qui abolit le travail*
6. *Métamorphoses du salariat*
7. *Tous précaires*

#### III. Le travail désenchanté

1. *Le mythe du lien social*
2. *Génération X ou la révolution sans voix*
3. *Inversion des valeurs, retard du politique*
4. *Socialiser ou éduquer ?*

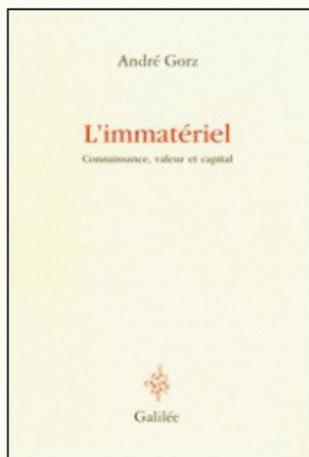
#### IV. Sortir de la société salariale

1. *La multiactivité, enjeu de société*
2. *Voies de sortie*
  1. garantir le revenu  
Défense de l'inconditionnalité  
Au-delà de la "loi de la valeur"
  2. Redistribuer le travail, libérer le temps  
Changer le travail
  3. Changer la ville  
SELS, LETs, Cercles de coopération

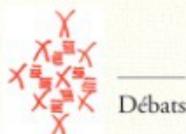
#### Épilogue

Digression 1 : Communauté et société

Digression 2 : Alain Touraine ou le sujet de la critique



Format : 15,5 x 24,5 cm  
Nombre de pages : 160  
Prix : 24 €  
Date de parution : 2003  
ISBN : 9782718605920



**André Gorz**

EXTRAIT

## **L'immatériel**

Connaissance, valeur et capital

### **PRÉSENTATION**

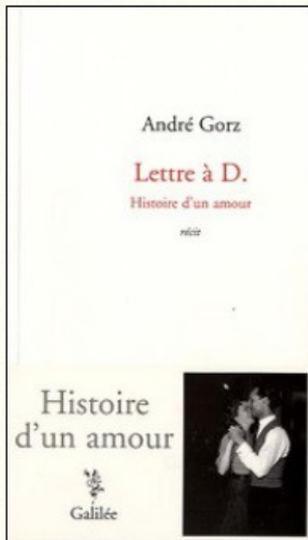
« Le capital et la science se servent l'un de l'autre dans la poursuite de leurs buts respectifs qui, quoique différents, ont beaucoup en commun. L'un et l'autre poursuivent la pure puissance au sens aristotélicien sans autre but qu'elle-même. L'un et l'autre sont indifférents à toute fin, à tout besoin déterminés, car rien ne vaut la puissance indéterminée de l'argent, d'une part, de la connaissance théorique, d'autre part, capables de toutes les déterminations puisqu'elles les refusent toutes. L'un et l'autre se verrouillent par les techniques desubjectivantes du calcul contre la possibilité du retour réflexif sur soi.

Mais l'alliance du capital et de la science présente depuis peu des fissures. Car s'il n'est pas question pour le capital de s'émanciper de sa dépendance vis-à-vis de la science, la perspective s'ouvre à la science de pouvoir s'émanciper du capitalisme. »

A. G.

### **SOMMAIRE**

- I. LE TRAVAIL IMMATÉRIEL
  - 1. Le "capital humain"
  - 2. Travailler, c'est se produire
  - 3. La "mobilisation totale"
  - 4. Avènement du self-entrepreneur
  - 5. La vie est business
  - 6. Le revenu d'existence : deux conceptions
- II. LE "CAPITAL IMMATÉRIEL"
  - 1. La crise du concept de valeur
  - 2. Savoirs, valeur et capital
  - 3. Connaissance, valeur et capital
  - 4. Transformations de la connaissance en capital immatériel
    - Du miracle au mirage*
    - Monopoles symboliques et rente de monopole*
    - La production du consommateur*
  - 5. Valeurs intrinsèques et richesses hors mesure. Les externalités
- III. VERS UNE SOCIÉTÉ DE L'INTELLIGENCE ?
  - 1. Redéfinir la richesse
  - 2. Les dissidents du capitalisme numérique
  - 3. "Un autre monde est possible"
  - 4. Fondements du revenu d'existence
- IV. ...OU VERS UNE CIVILISATION POSTHUMAINE ?
  - 1. Connaissance vs savoir, science vs monde sensible : progression du déshumain
  - 2. Science et haine du corps
  - 3. De l'intelligence artificielle à la vie artificielle
  - 4. De l'obsolescence du corps à la fin du genre humain
    - De l'homme-machine aux machines humaines*
    - Reprogrammation génétique : de qui par qui ?*



Format : 12,5 x 21,5 cm  
Nombre de pages : 80  
Prix : 15 €  
Date de parution : 2006  
ISBN : 9782718607276

**André Gorz**

EXTRAIT  
PRESSE

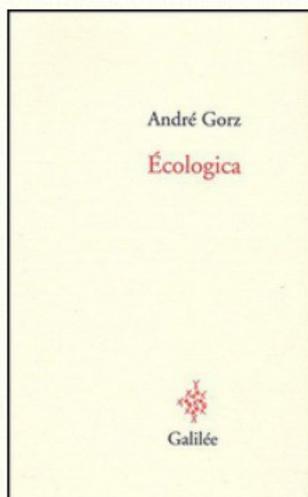
### **Lettre à D.**

Histoire d'un amour

#### **PRÉSENTATION**

« Tu vas avoir quatre-vingt deux ans. Tu as rapetissé de six centimètres, tu ne pèses que quarante-cinq kilos et tu es toujours belle, gracieuse et désirable. Cela fait cinquante-huit ans que nous vivons ensemble et je t'aime plus que jamais. Je porte de nouveau au creux de ma poitrine un vide dévorant que seule comble la chaleur de ton corps contre le mien. »

A. G.



Format : 13,5 x 21,5 cm  
Nombre de pages : 168  
Prix : 27 €  
Date de parution : 2008  
ISBN : 9782718607573

**André Gorz**

EXTRAIT  
PRESSE

### **Écologica**

#### **PRÉSENTATION**

Cet ouvrage, qu'André Gorz a conçu avant sa disparition en septembre 2007, réunit sept textes et articles parus entre 1975 et 2007.

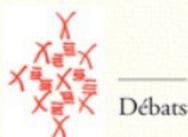
« Que nous sommes dominés dans notre travail, c'est une évidence depuis cent soixante-dix ans. Mais non que nous sommes dominés dans nos besoins et nos désirs, nos pensées et l'image que nous avons de nous-mêmes. C'est par lui, par la critique du modèle de consommation opulent que je suis devenu écologiste avant la lettre. Mon point de départ a été un article paru dans un hebdomadaire américain vers 1954. Il expliquait que la valorisation des capacités de production américaines exigeait que la consommation croisse de 50 % au moins dans les huit années à venir, mais que les gens étaient bien incapables de définir de quoi seraient faits leurs 50 % de consommation supplémentaire.

En partant de la critique du capitalisme, on arrive donc immanquablement à l'écologie politique qui, avec son indispensable théorie critique des besoins, conduit en retour à approfondir et radicaliser encore la critique du capitalisme. Je ne dirais donc pas qu'il y a une morale de l'écologie, mais plutôt que l'exigence éthique d'émancipation du sujet implique la critique théorique et pratique du capitalisme, de laquelle l'écologie politique est une dimension essentielle. »

A. G

#### **SOMMAIRE**

- Introduction. L'écologie politique, une éthique de la libération
- I. La sortie du capitalisme a déjà commencé
  - II. L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation
  - III. L'idéologie sociale de la baignole
  - IV. Croissance destructive et décroissance productive
  - V. Crise mondiale, décroissance et sortie du capitalisme
  - VI. Richesse sans valeur, valeur sans richesse



## **Généralités**

### **Des questions, encore des questions, toujours des questions.**

- création continue de richesses sans surconsommation, sans dilapidation des ressources, sans surexploitation de la main-d'œuvre, sans accroissement des inégalités et de la pauvreté ?
- automatisation et robotisation sans réduction du temps de travail et du nombre d'emplois à temps plein ?
- adaptation à un monde en changement sans précarité érigée en règle, sans grande pauvreté ?
- considération des activités familiales et associatives sans être comptabilisées comme facteurs de croissance ?

### **Des efforts, encore des efforts.**

Comprendre et clarifier le concept de Revenu de Base\* - versé à tout le monde de la communauté nationale (afin que chacun puisse vivre dignement là où il habite, sans avoir à s'exiler pour subsister) et auquel peuvent s'ajouter des revenus d'autres sources, réclame d'indéniables efforts de réflexion et de proposition.

\*Définition du BIEN (Basic Income Earth Network) et du MFRB (Mouvement Français pour le Revenu de Base) : *Le Revenu de Base est un droit inaliénable, inconditionnel, cumulable avec d'autres revenus, distribué par une communauté politique à tous ses membres, de la naissance à la mort, sur base individuelles, sans contrôle des ressources ni exigence de contrepartie, dont le montant et le financement sont ajustés démocratiquement.*

### **Un peu d'histoire.**

- Thomas More (1478-1535) : *un revenu garanti serait plus efficace contre la criminalité que la peine capitale.*
- Thomas Paine (1737-1809) : *sans revenu, pas de citoyen !*
- Bertrand Russel (1872-1970) : *revenu modeste, suffisant les besoins primaires.*
- James Meade (1907-1995) : *dividende social* comme solution à la pauvreté et au chômage.
- Milton Friedman (1912-2006) : refonte de la protection sociale américaine basée sur *l'impôt négatif*.
- James Tobin (1918 – 2002) : allocation automatique à tous *intégrée au programme présidentiel de McGovern.*
- Lionel Stoléro (1937-2016) : proposition d'un *impôt négatif pour vaincre la pauvreté dans les pays riches (1973).*
- André Gorz (1923-2007) :
  - d'abord : quantité d'heures de travail répartie sur toute la vie en autant de tranches que souhaité ;
  - ensuite : *allocation universelle et inconditionnelle garantie à tous pour des activités culturelles et d'entraide.*
- Philippe Van Parijs : un des membres fondateurs du BIEN (1986).

### **Le Revenu de Base (suivant son montant) vu (comme) par :**

- proche du RSA (500 Euros et n'ayant pas vocation à évoluer) :
  - les libéraux-catholiques et chrétiens-démocrates : adaptation tout en sauvant la valeur accordée au travail ;
  - des chefs d'entreprise : système simple pour réduire la bureaucratie et rationaliser les dépenses sociales.
- initialement proche du RSA (500 Euros) mais évoluant dès que possible vers un revenu 'élevé' (750 Euros) :
  - l'extrême-gauche : partage des richesses, rapport à la propriété privée, au travail, à l'entreprise ;
  - les altermondialistes : frein à la course à la croissance comme réponse au chômage et à la pauvreté ;
  - les écologistes : idem plus l'idée de nature comme héritage commun qu'on ne peut abimer sans contrepartie.
- 'élevé' (750 Euros) mais non évolutif : les "libertariens" qui voient là un moyen d'en finir avec l'Etat-providence...

Attention cependant ! Une majorité des membres des groupes cités précédemment, sauf les écologistes, sont encore hostiles au principe même d'un revenu sans contrepartie.

### **Les opposants :**

Certains ne sont pas opposés à un Revenu de Base mais au fait qu'il serait accordé sans contrepartie telle qu'une période de formation, par exemple.

D'autres y sont hostiles car resteraient inchangés le marché du travail et la propriété lucrative. Bernard Friot propose un « salaire universel » débutant à 1500 Euros dès 18 ans et progressant suivant son grade ; comme pour les fonctionnaires dont le salaire est lié à la personne - dotée d'une qualification (ou grade) - et pas lié à un poste. Dans l'entreprise, cela doit obligatoirement s'accompagner d'un versement à une caisse chargée des salaires et à une autre chargée des investissements. La propriété d'usage (des ouvriers) est opposée à la propriété lucrative (des propriétaires du capital). Pour lui, à 50 ans de bataille pour le salaire ont succédé 30 ans de bataille pour l'emploi mais cette bataille est perdue d'avance.

**N.B.** En France, sur un PIB de 2400 milliards, 700 milliards sont prélevés par le Capital et vont aux propriétaires des entreprises, ceux qui ont apporté le capital ; c'est "le coût du capital". Si est effectué un réinvestissement (de moins de la moitié en général) c'est pour des profits futurs et non pour créer des emplois.

Pour Jean-Marie Harribey, vu la transformation due au numérique et à la robotique, il n'y a pas d'autre solution que la réduction du temps de travail et la refondation écologique du modèle productif pour donner un emploi à tous ; *en respectant le social et l'écologie, il faudra plus de travail globalement, mais moins pour chacun.*

D'après Mateo Alaluf, la plupart des syndicats n'y sont pas favorables car peu désireux de *remplacer un système de protection sociale basé sur la solidarité par une rente versée par l'Etat.*

### **La « valeur travail ».**

« Travail » vient de *tripalium*, un instrument de torture. En chrétienté, après le péché originel, Dieu a condamné l'Homme à *gagner son pain à la sueur de son front* et la femme à *enfanter dans la douleur* ; d'où le « travail » de la parturiente.

Dans la société romaine, l'idéal de vie était le non-travail. Les Grecs (Aristote) distinguaient la production technique – réservée aux esclaves – du travail intérieur (activités artistiques) pour son propre accomplissement. En France, la noblesse considérait inenvisageable d'occuper un emploi « productif » et était « dormante » durant l'occupation d'un emploi « dérogeant ».

La théorisation du libéralisme par Adam Smith, la Révolution française puis la révolution industrielle ont fait que le labeur est devenu LA valeur donnant accès à la propriété (approche bourgeoise) ou un instrument de dignité et d'émancipation (approche marxiste). Travail, Propriété, Progrès : la performance au travail devient une fierté.

**N.B.** Ne pas oublier "Travail Famille, Patrie" de Pétain et "Le travail rend libre" sur la grille du camp d'Auschwitz...

Après 1945, le Conseil National de la Résistance met en œuvre un programme social basé sur la solidarité, dont la Sécurité Sociale - alimentée par des cotisations dont la moitié est prélevée sur les revenus du travail - *visait à assurer à tous les citoyens un moyen d'existence dans les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail.*

Jusqu'à nos jours, la valeur travail est tellement intégrée dans notre organisation sociale qu'être chômeur est considéré comme une mise au ban de la société où l'on se sent suspect aux yeux des autres comme aux siens.

## Automatisation et partage du travail

Pour un jeune travailleur ou après une période de chômage, trouver un emploi stable et correctement rémunéré devient l'exception et la « flexibilité de l'emploi » est encouragée ; y compris par des lois récentes... En outre, le développement de l'automatisation supprime des emplois car la tâche est effectuée par les clients eux-mêmes : achats de titres de transport et de carburant, caisses automatiques, opérations bancaires, enregistrement des bagages en avion, affranchissements des lettres et colis, déclarations et paiement des impôts, etc.

La conclusion d'une étude menée à Oxford (Benedikt et Osborne) précise que 47% des employés américains sont susceptibles d'être remplacés dans les 10 à 20 ans à venir (analystes, secrétaires, dockers, employés de banque, réceptionnistes, arbitres sportifs, chauffeurs, caissiers, comptables, ouvriers assembleurs) et seuls certains métiers (artistes, enseignants, psychologues, programmeurs) y échapperaient ; et encore ! Le e-learning est en plein essor et il est prouvé que des êtres humains souffrant de désordres psychologiques préfèrent décrire leur mal-être en répondant à des questions posées par un programme s'exécutant sur un ordinateur plutôt qu'en tête-à-tête avec un(e) psychologue ou psychiatre...

Dans son livre : *La fin de Travail*, Rifkin précise que 80% des cadres moyens auront perdu leur emploi en 2050.

D'après Stiegler, le travailleur est d'abord contraint d'utiliser un logiciel et de suivre une procédure puis, la tâche étant devenue automatisable, il est licencié. Il propose de *rendre aux gens le temps gagné par l'automatisation*.

Précisément, partager le travail qui restera est l'idée commune aux partisans du revenu de base ; ce, sans créer artificiellement des emplois inutiles voire nuisibles – tel que le lobbying – encourageant la surconsommation, l'obsolescence programmée et la pollution (selon Graeber).

Ce partage du travail s'entend aussi bien en termes d'horaires hebdomadaires que de partage des tâches utiles mais « pénibles » telles que le ramassage des poubelles qui pourrait être accompli par des « intellectuels » quelques jours par an ou bien donner lieu à une forte rétribution salariale des employés permanents.

## Mirage de l'économie collaborative ?

Grâce à internet, des entrepreneurs (Uber, AirBnb, Blablacar, etc.) d'un genre particulier ont contourné l'économie traditionnelle en utilisant le travail de micro-entrepreneurs\* dont le statut est, par définition, « précaire » tant par l'activité elle-même que par la faible protection sociale et l'absence d'assurance chômage.

\* le statut d'auto-entrepreneur (désignation d'avant 2016) permet un allègement de charges sociales moyennant une limitation du chiffre d'affaires à 32900 Euros pour un artisan ou prestataire de services.

Encore plus là que dans l'économie classique, l'enrichissement est assuré pour les actionnaires au détriment des travailleurs qui sont soumis aux donneurs d'ordre : Uber valorisée à 50 milliards de dollars, AirBnb à 30 milliards (soit trois fois le groupe Accor...). Ceci, quasiment sans investissement local et sans paiement d'impôts.

La difficulté est donc de préserver les aspects positifs de l'économie collaborative (partage, initiative, solidarité, entraide, écologie en conséquence) tout en luttant contre les dérives de l'*ubérisation* (néologisme explicite). C'est l'action de *OuiShare* (voir les écrits d'Arthur de Grave et Diana Filippova).

## Et le Revenu de Base dans tout ça ?

« L'utopie n'est pas l'irréalisable mais l'irréalisé » (Théodore Monod) et donc « la réalité de demain [n'est que] l'utopie d'hier et d'aujourd'hui » (André Gide) ou encore « si le projet [d'un revenu de base] est utopique, il l'est certainement moins que le dogme actuel du plein-emploi et de la croissance à tout prix » (dans la revue Nexus).

Emplois futurs en nombre suffisant ou non, le risque de précarité va grandissant. Pour l'éviter mais aussi pour repenser le travail en tant que valeur : *faut-il travailler* (au sens d'occuper un emploi) *car la société a besoin de nous ou parce qu'il est immoral de ne pas travailler ?*

S'occuper de ses jeunes enfants ou de ses parents âgés, s'engager dans des associations, contribuer à la diffusion d'un savoir, cultiver son potager, jouer de la musique, cuisiner, n'est-ce pas un travail (au sens d'une activité) ?

Un revenu de base minimal permettant une vie digne (se vêtir, manger, se chauffer, accéder à l'électricité) est-ce un encouragement à la paresse ? Difficile de trancher en l'absence d'expérimentation à une échelle suffisante. Dans un long documentaire allemand de Daniel Häni et Enno Schmidt (1h36 – voir liens), à la première question posée : « Quitteriez-vous votre emploi si vous perceviez un revenu de base (de l'ordre de 500 Euros) ? », 60% des personnes interrogées répondent « non » mais à la seconde question : « Pensez-vous que les autres arrêteraient de travailler ? », 80% répondent « oui »...

Version longue (1h36) : <https://www.youtube.com/watch?v=-cwdVDcm-Z0> ;

Version courte (45 mn) : <https://www.youtube.com/watch?v=cweyqXbt7WE&t=0s> ;

Voir aussi la « Conférence gesticulée » (à partir de 1h05) : <https://www.youtube.com/watch?v=9MCU7ALaQ0Q> ;

Quatre courtes vidéos (4x3 mn) du MFRB : <https://www.youtube.com/user/RevenudeBaseFR> .

Trois vidéos (3x7 mn) de Colibris : <https://www.colibris-lemouvement.org/magazine/comprendre-revenu-base> .

### **Retour sur différentes visions d'un Revenu de Base.**

Réforme des minima sociaux (Christophe Sirugue, député socialiste) : fusion de ces minima dans une allocation de 400 Euros versée – sous conditions de ressources – dès l'âge de 18 ans. Il est à noter que l'assurance chômage ne fait pas partie de ces minima tels que le minimum vieillesse et le RSA dont un tiers des éligibles au RSA Socle n'en font pas la demande par ignorance ou renoncement devant les difficultés administratives ou la culpabilisation.

Revenu citoyen (Dominique de Villepin) : 850 Euros versés en contrepartie d'un engagement à l'exercice d'un service civique (actuellement de 600 Euros) dont les missions seraient utiles à la société et renforceraient le sentiment d'appartenance à la nation.

Revenu contributif (Bernard Stiegler, philosophe) : inspiré du régime des intermittents du spectacle, ce système serait conditionné à l'engagement dans des projets collaboratifs utiles à la société : éducation populaire, entraide entre générations, actions en faveur de la transition écologique, etc. C'est une manière de travailler qui n'est pas fondée sur l'emploi (Amartya Sen, Indien, Prix Nobel 1998).

Revenu de base proposé par Nathalie Kosciusko-Morizet lors des primaires de la Droite (2016) : allocation de 470 Euros inconditionnelle et versée à tous ; ce, pour la lisibilité du système et la suppression des effets de seuil. En effet, inspiré par les travaux de Marc de Basquiat, le financement serait assuré par une taxe à taux unique de 20% environ sur les revenus (venant remplacer l'actuel impôt) payable dès le premier Euro perçu.

Revenu de base proposé par Frédéric Lefebvre. D'après lui, il s'agit de supprimer l'assistantat généralisé et de modifier un système social très inégalitaire : « en 40 ans, nous sommes passés de 400 000 chômeurs à près de 5 millions. Nous avons 8,5 millions de pauvres [alors que] le taux d'endettement est passé de 20% à 97% [et] le taux de prélèvement de 35 à 45 %. Nous payons de plus en plus pour protéger moins ».

Liber : encore fondé sur les travaux de Marc de Basquiat et proposé par Gaspard Koenig - philosophe prônant un libéralisme politique et économique -, le financement de cet "impôt négatif", serait assuré moyennant une taxe de 23% (remplaçant l'impôt actuel) sur l'ensemble des revenus (du travail et du capital) ; ce, pour un *Liber* de 450 Euros par adulte et 225 Euros par enfant versés sans condition. Ce "*Liber*" se substituerait au RSA, prime d'activité et prestations familiales mais pas au chômage, assurance maladie ni pensions de retraite. Le montant mensuel de 450 Euros correspond aux seuls besoins « primaires » : nourriture, habillement, transports, énergie et télécoms.

Le système d'impôt négatif a été décrit par Milton Friedman (prix Nobel) : il s'agit de déduire le montant du *Liber* des impôts que chacun est amené à payer ; si le montant de ces impôts est inférieur au *Liber*, alors le complément est crédité. C'est plutôt un système adapté aux économies occidentales.

Transfert de pouvoir de l'Etat vers les individus : défendu par ceux qui veulent en finir avec l'Etat-providence et donc remplacer la plupart des aides spécifiques par une allocation ; à charge pour celui qui la perçoit de s'assurer auprès du secteur privé tant en termes de santé que de retraite : un grand bon en arrière quant à la solidarité... Mais tous les « libertariens » (tels Matt Zvolinski, Jean Krepelka et Tylaer Cowen ) ne sont pas d'accord entre eux.

Changement de paradigme (modèle) : les altermondialistes et écologistes voient un revenu de base comme un outil pour mener des réformes du modèle économique allant de la transition écologique jusqu'à la décroissance. Même, si pour des raisons pragmatiques, un revenu de base serait initialement de 500 Euros, il aurait pour vocation d'augmenter pour atteindre un seuil (800 à 1000 Euros) permettant de sortir de la société du travail.

Revenu de citoyenneté : le philosophe Jean-Marc Ferry et la psychanalyste Cynthia Fleury défendent l'idée de compenser l'appropriation des données personnelles par les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) et la privatisation des biens communs (l'eau, l'air, la terre et les ressources) sous la forme d'un revenu de base.

### **Les formes de versement d'un Revenu de Base.**

Monnaie locale : selon Frédéric Bosqué et Patrick Viveret, une partie du montant d'un revenu de base devrait être payée en monnaie locale (convertie à partir d'Euros) afin de dynamiser l'économie locale « vertueuse », au sens de l'impossibilité d'achat de pesticides, par exemple... De plus, pour empêcher toute spéculation, cette monnaie se déprécie au cours du temps. Elle ne doit pas être confondue avec une monnaie libre qui, elle, n'est pas liée à une parité avec une devise (Euro ou Dollar) et resterait « numérique »..

Services gratuits : là aussi, une partie du revenu de base serait assurée par une gratuité de l'usage de services : accès à l'eau, aux transports, à l'Internet. C'était déjà envisagé par André Gorz dans les années 1980 et, plus récemment, par David Cayla. Reste l'aspect « négatif » de tickets d'alimentation, d'habillement, etc.

### **Financement**

Outre le montant du revenu de base en lui-même, il semble indispensable d'apprendre à se servir de l'argent donné ; par exemple, « pour valoriser ses compétences » (Jean Zin), savoir s'informer en toute indépendance, promouvoir l'entraide plutôt que la concurrence (François Héritier).

### **Budgets actuels**

- protection sociale : 700 milliards d'Euros ;
- budget de l'Etat : 373 milliards (2016) ;
- PIB (le produit intérieur brut mesure de la valeur de tous les biens et services produits dans un pays = sommes des valeurs ajoutées + TVA + droits et taxes sur les importations - subventions sur les produits) : 2488 milliards ;
- à titre d'exemple, la mise en place d'un *Liber* à 450 Euros (montant mensuel) nécessiterait 320 milliards.

### **Leviers**

- réaffectation d'aides déjà existantes en termes de minima sociaux (RSA, prime d'activité, bourses étudiantes, allocations familiales, etc.) dont le montant cumulé serait inférieur à celui du revenu de base ;
- réforme de la fiscalité : il est déjà acquis qu'il n'y aura pas de revenu de base sans une probable réforme fiscale allant dans le sens d'un système plus efficace et plus juste ;
- taxe sur le prélèvement des biens communs (eau, air, ressources naturelles) ;
- création monétaire.

## Réforme fiscale :

- refonte de l'impôt sur le revenu : augmentation du (ou des) taux mais compensation par l'attribution du revenu de base (voir *Liber* p. 4 de ce document) ;

- taxation des revenus du capital (bénéfices des sociétés, dividendes, patrimoine) afin de rendre les revenus du travail plus rentables que ceux du capital (vieille promesse...) ;

[http://piketty.pse.ens.fr/files/presse/LIBERATION\\_111025.html](http://piketty.pse.ens.fr/files/presse/LIBERATION_111025.html)

- système fiscal unique : « le concept du revenu d'existence invite à rassembler la totalité des Français dans un système fiscal unique où les uns perçoivent un crédit d'impôt et où les autres paient un débit d'impôt » (AIRE). Le revenu de base se substituerait à une partie du salaire pour signifier à l'entreprise qu'elle bénéficierait gratuitement, jusque là, du travail social réalisé par les bénévoles des associations.

<http://francestrategie1727.fr/wp-content/uploads/2016/02/francestrategie-aire-2016-04-29-marc-de-basquiat.pdf>

N.B. Pour l'économiste Yoland Bresson, fondateur de l'AIRE (Association pour l'Instauration d'un Revenu d'Existence) et cofondateur du BIEN (Basic Income Earth Network), le terme « existence » est choisi pour stipuler qu'il s'agit d'attribuer ce revenu « parce qu'on existe et non pour exister ». Quant au terme « revenu », il doit être préféré à « allocation » car une allocation est attribuée à titre d'assistance tandis qu'un revenu est une dotation reçue en contrepartie d'une participation à la création de richesse.

- augmentation de la TVA : mais le risque est de diminuer le pouvoir d'achat de ceux ne percevant que le revenu de base. Dans le programme Vivant, (Götz Werner entrepreneur allemand, Roland Duchâtelet, politicien belge) une « TVA sociale est proposée » ; ce n'est donc pas une augmentation de la TVA actuelle ; par ex., consulter :

<http://www.vivant.org/fr/programma/progr2003.pdf>

## Taxations additionnelles :

- compensation financière des GAFAM (Cynthia Fleury) : mais, comme le permis de polluer, il y a contradiction à financer un revenu de base par une incitation à aller plus loin dans le fait de s'immiscer dans la vie privée ;

- taxe sur les transactions financières (Tobin) : là aussi, c'est une incitation à faire reposer le financement d'un revenu de base sur des revenus virtuels ;

- prélèvement sur les biens communs (eau, air, terres cultivables) : la redevance carbone est plutôt affectée à la transition écologique mais une partie pourrait aller au financement d'un revenu de base. Cependant, cela reste tout aussi immoral que les taxes sur les GAFAM et les transactions financières ;

- taxe sur les robots : idée très ancienne de redistribution des richesses déjà proposée par l'économiste libéral suisse Jean de Sismondi (1773-1842). Défendu aussi par la commission juridique du Parlement européen : « ... doit être examinée dans le cadre d'un financement visant au soutien ou à la reconversion de chômeurs dont les emplois ont été réduits ou supprimés, afin de maintenir la cohésion sociale et le bien-être social ». Toutefois, ceci est à mettre en parallèle avec la diminution de la pénibilité des tâches et un ralentissement éventuel du progrès ;

- lutte contre l'évasion fiscale : en France et en 2007, la Cour des comptes avait estimé la fraude fiscale à un montant annuel de 30 à 40 milliards d'euros tandis que l'évasion fiscale mondiale actuelle serait supérieure à 10 fois le PIB de la France.

[http://www.lemonde.fr/evasion-fiscale/article/2012/07/23/l-evasion-fiscale-mondiale-dix-fois-le-pib-de-la-france\\_1736985\\_4862750.html](http://www.lemonde.fr/evasion-fiscale/article/2012/07/23/l-evasion-fiscale-mondiale-dix-fois-le-pib-de-la-france_1736985_4862750.html)

## Création monétaire :

- entre autres, c'est une proposition de QE4P (Quantitative Easing for People) popularisée par Gérard Foucher en accord avec la *Théorie Relative de la Monnaie* de Stéphane Laborde, ingénieur.

La création monétaire – via le crédit – sert plus à renflouer les banques qu’à relancer l’économie réelle. Les banques centrales (BCE pour l’Europe) auraient à verser une partie de leur création monétaire à tous les citoyens sur un compte spécifique constituant le socle d’un revenu de base.

<http://www.revenudebase.info/2013/06/18/manifeste-economistes-deterres-gerard-foucher/>

#### **Activité « bénévole » :**

- pour ceux qui souhaitent systématiquement justifier une contrepartie laborieuse à un revenu, les activités dites « bénévoles » sont pertinentes ;
- l’économiste Yann Moulier-Boutang donne pour image qu’entre la fourmi industrielle et la cigale insouciant se situe l’abeille assurant la pollinisation sans laquelle quantité de productions « agricoles » ne pourraient exister. On peut donc voir une analogie entre le rôle de cette abeille et les activités bénévoles dans lesquelles s’investissent 20 millions de Français : activités sportives et culturelles, organisations de festivals, lutte contre l’illettrisme et la pauvreté (Emmaüs, Restos du cœur, Croix-Rouge, Secours Populaire, etc.) visites dans les prisons, les hôpitaux, auprès des personnes isolées, aides aux devoirs et autres ;
- la sociologue Dan Ferrand-Bechmann a montré que ces activités associatives constituent un pan de l’économie qui, outre une richesse sociale, crée une richesse financière : marchands ambulants (boissons et nourriture), traiteurs, viticulteurs, loueurs de tables, chaises, tentes, comptables logisticiens, agents de sécurité, hôteliers, transports en commun (cars, SNCF), etc. Une étude canadienne chiffrait cela à 14 milliards de dollars par an...

#### **Innovation et création d’entreprises :**

- selon l’association Terre de Liens : « avec un revenu de base suffisant, des milliers de projets en souffrance pourraient voir le jour » ; ce revenu servant de « filet de sécurité » permettant d’envisager de « monter sa boîte » en diminuant les risques ;
- cela va aussi dans le sens de Maxime de Rostollan (Fermes d’Avenir) : « le revenu de base permettrait de décupler les installations en agriculture biologique ».

#### **Economie locale :**

- on peut effectivement s’interroger sur la situation de villages à l’abandon alors que les villes sont surpeuplées et qu’y trouver un logement s’avère difficile et coûteux. Le paiement d’une partie (à définir) d’un revenu de base en monnaie locale renforcerait l’économie locale en attirant les gens plus que les investisseurs ;
- pour l’organisation suisse Génération RBI (Revenu de Base Inconditionnel), l’argent d’un revenu de base en monnaie locale va là où se trouvent les gens et non là où se trouvent les emplois supposés. <https://rbi-oui.ch/>  
<https://rbi-oui.ch/2014/06/compte-rendu-apres-midi-generation-rbi-7-juin-2014/>

#### **Expérimentations :**

- Inde (Madhya Pradesh) : voir les études de Guy Standing ainsi que le texte (en Anglais) avec le lien suivant <http://www.developmentpathways.co.uk/resources/wp-content/uploads/2016/04/Indias-Basic-Income-Experiment-PP21.pdf>
- Namibie avec le programme BIG (Basic Income Grant) où comme dans toutes les mises en place dans les pays très pauvres, l’entrepreneuriat a augmenté (ici, de 300%) ;
- Brésil (avec le programme Bolsa Familia) où un revenu a été octroyé moyennant la scolarisation des enfants ;
- Canada (programme Mincome) expérimenté dans la ville de Dauphin (10 000 habitants) et des quartiers de Winnipeg (450 000 habitants) : voir les travaux de l’économiste canadienne Evelyn Forget. Un projet de revenu minimum garanti est en cours d’étude au Québec et une nouvelle expérimentation est prévue dans l’Ontario ;

- une expérimentation américaine - stoppée par Gerald Ford comme c'est souvent le cas quand des libéraux reviennent au pouvoir – a montré que le revenu de base avait certes servi à des femmes pour prolonger leur congé de maternité et à des étudiants pour prolonger leurs études mais que cela avait contribué, généralement, à diminuer de 8,5% le taux d'hospitalisation par rapport à un groupe témoin non doté de cette allocation ;
- toujours aux Etats-Unis mais très récemment, Sam Altman – directeur d'une entreprise américaine de financement précoce de startups (Y Combinator) a pour projet la mise en place une expérimentation d'un revenu pour 100 familles d'Oakland. Il précise : « dans 50 ans, il paraîtra ridicule que nous ayons utilisé la peur de ne pas avoir à manger pour motiver les gens [au travail] ». Cependant, certains soupçonnent que, dans le cadre d'une économie libérale inchangée par ailleurs, la motivation majeure d'une généralisation d'un revenu inconditionnel serait d'éviter tout risque de révolte sociale contre-productive ;
- en Suisse, un référendum a eu lieu le 5 juin 2016 et a rejeté le projet d'étude d'un revenu inconditionnel de l'équivalent de 2000 Euros par adulte et 600 Euros par enfant (2250 et 650 CHF) qui aurait été complètement financé par une taxe de 0,2% sur les transactions financières électroniques. C'est cette initiative qui a ouvert des débats relayés mondialement ;
- aux Pays-Bas, un test lancé depuis janvier 2017 dans la ville d'Utrecht donnera lieu à une étude comparaison de plusieurs groupes percevant : des prestations sociales habituelles ; un revenu moyennant une activité jugée utile à la société ; un revenu complètement inconditionnel ;
- en Finlande une étude a été lancée dès 2015 et les résultats sont en passe d'être publiés : en particulier quant à l'intérêt de remplacer des aides actuellement non incitatives à l'emploi par un revenu inconditionnel avec des compléments conditionnels ;
- en France enfin, un rapport du Sénat (2016) préconise une expérimentation locale (à l'échelle d'un département) avant une généralisation éventuelle. Il est à noter qu'il y a quasi unanimité quant une nécessaire progressivité : géographique, en montant, en durée.

## **En résumé**

### **Buts :**

- changer la société en recréant du lien social et en rendant l'économie aux citoyens ;
- supprimer les emplois ingrats ou inutiles en donnant la possibilité de les refuser ;
- réduire la consommation en privilégiant les biens utiles et non polluants ;
- réduire la pauvreté et la précarité induisant des votes extrêmes...

### **Interrogations :**

- une croissance continue mesurée par le PIB indifférent à la nature de la production (armes, antidépresseurs, soins des cancers, polluer et dépolluer alternativement, etc.) entraîne-t-elle un mieux-vivre et assure-t-elle une paix sociale?
- une large part de la consommation n'étant qu'une consommation de dédommagement ou de compensation d'un emploi peu valorisant, l'instauration d'un revenu de base risque-t-il de dégrader notre qualité de vie ?

### **Financement :**

- pour un revenu de base aux alentours de 500 Euros (la moitié par enfant), le financement peut être immédiat sans bouleversement des taux d'imposition sur le revenu (voir Liber et les propositions de l'AIRE) ;
- pour un revenu inconditionnel de 1000 Euros (500/enfant), on quitte la logique économique conventionnelle et c'est donc un choix politique assurant une diminution de la pauvreté et un travail non marchand émancipateur.

**A l'attention des lecteurs de ce document.** Ici, il ne s'agit que d'une tentative de résumer le contenu du livre de Le Naire et Lebon « *Le revenu de base : une idée qui pourrait changer nos vies* » avec quelques incursions dans les publications et vidéos citées par les auteurs. Pour beaucoup plus de précisions, se reporter à cet ouvrage...

Alaluf	Matéo	sociologue	belge
Altman	Sam	entrepreneur	américain
Arendt	Hannah	philosophe	américaine (1906-1975)
Aries	Paul	journaliste	français
Atkinson	Anthony	économiste	anglais
Basquiat (de)	Marc	économiste	français
Batho	Delphine	politicienne	française
Benedikt	Carl	chercheur	anglais
Borel	Guillaume	historien	français
Bosqué	Frédéric	entrepreneur	français
Bresson	Yoland	économiste	français (1942-2014)
Cayla	David	économiste	français (Angers)
Cowen	Tyler	économiste	américain
Duchâtelet	Roland	politicien	belge
Ellul	Jacques	sociologue	français (1483-1546)
Ferrand-Bechmann	Dan	sociologue	française
Ferry	Jean-Marc	philosophe	français
Filippova	Diana	éditorialiste	française
Fleury	Cynthia	psychanalyste	française
Forget	Evelyn	universitaire	canadienne
Foucault	Michel	philosophe	français (1926-1984)
Foucher	Gérard	économiste	français
Friedman	Milton	économiste	américain - Prix Nobel
Friot	Bernard	sociologue	français
Gadrey	Jean	économiste	français
Giraud	Gaël	économiste	français
Gorz	André	philosophe	français
Graeber	David	anthropologue	américain
Grave (de)	Arthur	journaliste	français
Hamon	Benoît	politicien	français
Häni	Daniel	entrepreneur	suisse
Harribey	Jean-Marie	économiste	français (ATTAC)
Héritier	Françoise	anthropologue	française
Husson	Michel	économiste	français
Hyafil	Jean-Eric	économiste	français
Jacquard	Albert	chercheur	français (1925-2013)
Jadot	Yannick	politicien	français
Keynes	John M.	économiste	anglais (1883-1946)
Koenig	Gaspard	philosophe	français
Kosciuko-Morizet	Nathalie	politicienne	française
Krepelka	Jan	économiste	suisse
Laborde	Stéphane	ingénieur	français
Le Sauce	Michaël	réalisateur	français
Lecoïnte	Alexis	ingénieur	paysan français
Lefebvre	Frédéric	politicien	français
Leontief	Wassili	économie	(1906-1999) ; Prix Nobel
Luther King	Martin	politicien	américain
Meade	James	économiste	anglais ; Prix Nobel
Méda	Dominique	sociologue	française
Milner	Denis	ingénieur	anglais
More	Thomas	philosophe	anglais (1478-1535)
Moulier-Boutang	Yann	économiste	français

Mylondo	Baptiste	philosophe	français
Osborne	Michaël	chercheur	anglais
Paine	Thomas	politicien	anglais (1737-1809)
Peeters	Hans	Universitaire	belge (U. de Louvain)
Presse	André	économiste	français
Rifkin	Jeremy	essayiste	américain
Russel	Bertrand	philosophe	anglais ; Prix Nobel
Schmidt	Enno	réalisateur	suisse
Sem	Armatya	économiste	indien ; prix Nobel 1998
Sirugue	Christophe	politicien	français
Smith	Adam	économiste	écossais (1723-1790)
Stiegler	Bernard	philosophe	français
Stoléru	Lionel	économiste	français
Tobin	James	économiste	américain ; Prix Nobel
Van Parijs	Philippe	philosophe	belge
Vanderborght	Yannick	sociologue	belge
Viveret	Patrick	philosophe	français
Wermer	Götz	entrepreneur	allemand
Widerquist	Karl	universitaire	américain
Zin	Jean	philosophe	français
Zvolinski	Matt	philosophe	américain

Extraits d'un entretien avec les auteurs du livre « Le revenu de base : une idée qui pourrait changer nos vies »

***Vous venez de publier un ouvrage intitulé «Le revenu de base, une idée qui pourrait changer nos vies», chez Actes Sud. Qu'est-ce qui vous a motivés à vous lancer dans l'écriture de ce livre ?***

Notre objectif était de comprendre hors de tout parti pris si, oui ou non, cette idée pourrait vraiment changer nos vies et répondre aux maux de nos sociétés modernes. Notre but n'était donc pas de défendre telle ou telle vision du revenu de base, comme le fait très bien le Mouvement Français pour un Revenu de Base (MFRB), mais de mener une enquête quasi journalistique pour expliquer le plus clairement et le plus honnêtement possible les enjeux de ce débat qui nous semble majeur. Nous voulons qu'après avoir lu notre livre, chaque citoyen puisse de se faire une véritable opinion sur ce sujet souvent mal traité dans les médias parce qu'il est trop complexe à expliquer succinctement. Et en général récupéré de manière caricaturale par les politiques en quête d'idées neuves pour leur campagne électorale. C'est aussi pour cela que nous avons réalisé, sur le site des Colibris (mouvement lancé par Pierre Rabhi), un parcours pédagogique où chacun peut comprendre le sujet en 3 vidéos de 7 minutes.

***Quelles avancées un revenu de base pourrait-il représenter pour la société française, d'après vous ?***

D'abord il permet de poser les vraies questions de notre XXIème siècle. Comment repenser le travail ? Comment accompagner l'émancipation des citoyens ? Comment lutter efficacement contre la pauvreté et les inégalités ? Comment redynamiser les campagnes ? Selon nous et après enquête, un revenu de base suffisant pour assurer nos besoins vitaux – et accompagné d'une réforme profonde de l'éducation – pourrait permettre à chacun de reprendre en main son destin, de faire ses propres choix de vie en conscience. Ce n'est certes pas un outil clé miracle, mais un concept qui peut nous aider à trouver des solutions innovantes face aux défis qui sont les nôtres aujourd'hui.

***Quels seraient les risques ou les problèmes auxquels l'idée d'un revenu de base pourrait être confrontée ?***

Le danger serait d'appliquer un revenu de base minimum pour de mauvaises raisons politiques ou idéologiques. Et d'enterrer le débat de fond. Pour que le revenu de base change vraiment la donne, il faut se donner le temps de bien en comprendre les enjeux et de le tester sérieusement, à grande échelle. Or les expérimentations fiables font cruellement défaut aujourd'hui. D'où l'urgence de faire avancer dès maintenant le débat de fond. À nous désormais, par nos actions, de peser sur le futur président pour qu'il en prenne bien conscience.

**Propos recueillis par Nicole Teke.**

*L'ouvrage «Le Revenu de Base: une idée qui pourrait révolutionner nos vies» est disponible aux éditions Actes Sud Voir également la brève de l'A.I.R.E à ce sujet : [https://blog.revenudexistence.org/2017/01/04/livre\\_rdb/](https://blog.revenudexistence.org/2017/01/04/livre_rdb/)*